


UNIVERSIDAD COMPLUTENSE
5320572558



STATISTIQUE

DE

L'EUROPE.

ESPAGNE.

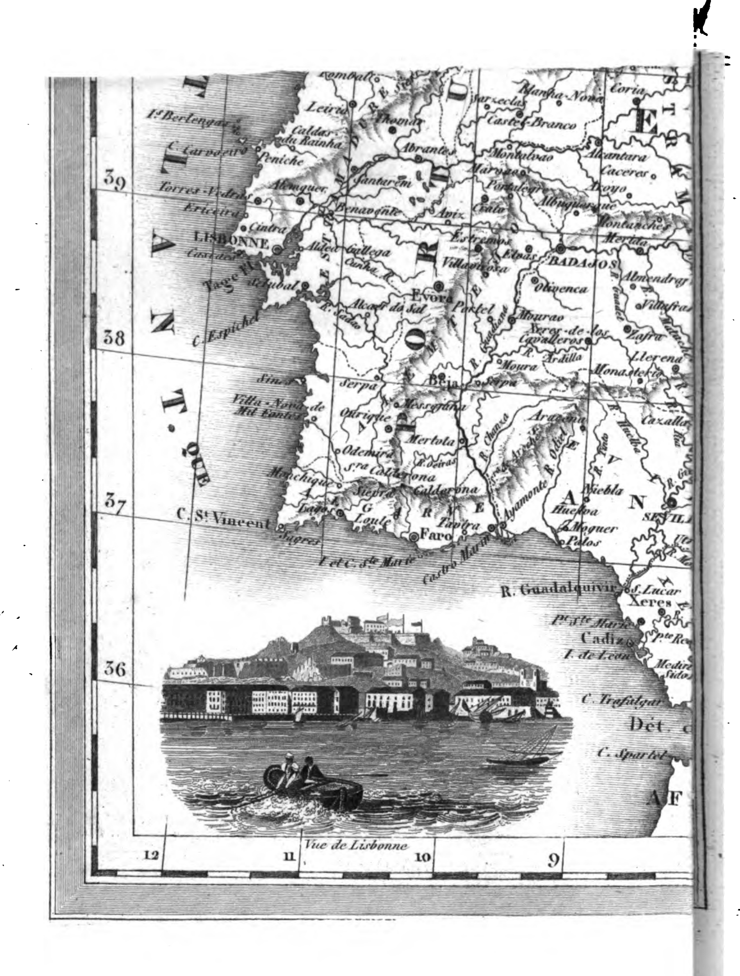
CHEZ :

L'Auteur, rue de l'Université, n° 72.

Treuttel et Wurtz, rue de Lille, n° 17.

Baillière, rue de l'École de Médecine, n° 13.

PARIS, IMPRIMERIE DE COSSON,
RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, N. 9.



Vue de Lisbonne

STATISTIQUE

DE

L'ESPAGNE.

TERRITOIRE, POPULATION, AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, NAVIGATION, COLONIES, FINANCES.

AVEC UNE CARTE.

Par Alex. MOREAU DE JONNÈS.

IMPRIMERIE DE COSSON.

1834.

TABLE

DES CHAPITRES.

STATISTIQUE

DE

L'ESPAGNE.

L'ESPAGNE est le moins connu de tous les pays de l'Europe. Plusieurs des îles lointaines de l'Océanie ont été, sous différens rapports, mieux et plus complétement explorées. Cependant, il n'est aucune région du globe, qui puisse exciter, par autant d'objets variés, un intérêt aussi vif et aussi puissant.

Les sites et les monumens de l'Espagne sont embellis par les souvenirs des peuples et des hommes les plus illustres de l'antiquité. Ses villes ont été fondées par les Grecs, les Carthaginois et les Romains. Les grands noms d'Annibal, de Scipion, de Sertorius sont attachés à ses ruines

majestueuses. Ses provinces furent, au moyen-âge, les champs de bataille des Vandales, conquérans de l'Afrique, des Visigoths, qui étaient les plus policés des peuples barbares, et de ces tribus arabes, qui, sous le nom de Maures, luttèrent, pendant près de huit siècles, contre les races germaniques. Enfin, dans les temps modernes, son vaste territoire agrandit la monarchie de Charles-Quint, la domination de Louis XIV et l'empire de Napoléon.

Chacune de ces époques mémorables a laissé des traces plus ou moins profondes, dans l'état physique et moral de l'Espagne. On retrouve toute la grandeur romaine, dans ces ponts de granite, ces immenses aquéducs, ces cirques, ces voies publiques, monumens admirables, qui bravent encore la puissance destructive du temps et des hommes. On voit avec étonnement ces nefs gothiques, hardies, légères, dues à la piété fervente des rois castillans. On est frappé de l'aspect oriental de tous ces édifices, élevés par les Maures, de cet Alhambra, de tous ces Alcazars et de ces vastes Mosquées, changées maintenant en églises chrétiennes. On visite surtout avec inté-

rêt ces grands réservoirs de l'eau des montagnes, ces longs canaux d'irrigation, qui fertilisent encore la terre d'où furent expulsées, il y a quatre siècles, les générations auxquelles on est redevable de leurs bienfaits.

Mais le tableau animé des sites de l'Espagne, de ses antiquités, des grands événemens de son histoire, de ses révolutions rapides et fécondes, n'est point l'objet que nous nous proposons. La tâche que nous nous sommes prescrite, est uniquement d'exprimer par des termes numériques, tirés de documens officiels ou authentiques, inédits dans notre langue, l'état statistique ancien et actuel de ce beau pays; de faire connaître son territoire, sa population, son agriculture, son industrie, son commerce, ses colonies et ses finances, en employant presque exclusivement des chiffres, pour en exposer la situation et l'histoire, ainsi que pour exprimer les rapports réciproques des élémens dont se compose la société.

Au moment où une ère nouvelle est promise à l'Espagne, nous avons cru qu'il importait de fixer d'une manière positive le point de départ de ce pays dans la carrière des grandes améliorations

sociales. Puissent les progrès qu'il doit y faire mériter l'amour du peuple à sa souveraine, la reconnaissance publique à ses hommes d'état, et devenir pour sa population une source abondante de prospérité!

CHAPITRE PREMIER.

TERRITOIRE.

SECTION I.

ÉTAT PHYSIQUE DU TERRITOIRE.

1° Gisement.

L'ESPAGNE, qui partage avec l'Italie l'avantage du plus beau climat de l'Europe et de la situation la plus heureuse, gît entre les 35° 57′ et 43° 44′ de latitude septentrionale, et entre les 8° 20′ et 21° de longitude occidentale; ce qui lui donne environ 195 lieues du nord au sud, depuis le cap Ortégal jusqu'à Gibraltar, et 220 de

l'est à l'ouest, depuis le cap Finistère jusqu'au cap Creus.

Elle est limitrophe :

De la France, dans une étendue de 115 lieues.
Du Portugal. 163
De l'Océan. 296
De la Méditerranée. 316

Périmètre. . . . 890 lieues.
Ses frontières maritimes ont. . . . 612 lieues.
— continentales. . . . 278

Ainsi, sur un développement de frontières d'environ 900 lieues, l'Espagne en a plus des deux tiers qui sont baignés par la mer ; et ses côtes de l'Océan ont à peu près la même étendue que celles qui bordent la Méditerranée.

Ce royaume tient, par l'étendue de son territoire, le 9e rang parmi les puissances de l'Europe ; sa surface forme la 23e partie de celle de notre continent.

2° Montagnes (1).

	mètres.
Cumbre de Mulhacen, Sierra Nevada. .	3,598
— Région inférieure des neiges. . .	2,794

(1) Ancillon, Ingénieurs français, Bowles, Bétencourt, Clemente Rojas, Jacob, Delambre, etc.

Picacho de Veleta	3,516
Maladetta (Pyrénées)	3,355
Monts d'Europe (Asturies)	2,920
Penalara (Estram. Ch. du Guadarrama)	2,397
Pico de los Reyes (Pyrénées espagn.)	2,320
Sierra de Gados (Almeria)	2,200
Pico de Penagolosa (Aragon)	1,974
Cabezzo de Maria (Sa Aljamilla, Grenade)	1,934
Sierra de Lujar	1,934
Puerto de Navacerrada (Sa Guadarrama)	1,864
Sierra d'Estella (Catalogne)	1,770
Silla Torellos (Majorque)	1,580
Cerrajon de Murtas (Sa Alpujarras, Gren.)	1,496
Léon Sa. Guadarrama	1,436
Cerro de Poyales	1,389
Collado de la Plata (Cuença.)	1,353
Muela de Arel (Haut pacage)	1,321
Cumbre de Portilla	1,270
Pueblo d'Alcolea (Aragon)	1,260
El Monsein ... *idem.*	1,256
Puerto de Lunada	1,245
Hervetia de los Chorros	1,216
Saint-Ildefonse	1,167
Pico de la santa de Espadan (Valence)	1,102
Alta del escudo	1,100
Cima del portal de Cusco	987
Cerro de Jolucar	960
Casal del rey	894

Casueleta (Sierra de Espadan.)	875
Pueblo de Val de penas.	654
Desierto de las Palmas.	845
Sierra-Morena, Puerto del rey. . . .	745

3° *Hauts-lieux habités.*

	mètres.
Ville de Ronda.	1,460
Monserrat.	1,238
Avila	1,074
Palais de l'Escurial.	1,027
Alcala la réal.	860
Grenade	755
Madrid	603
Alcocer	602
Torre-Campo	601
Plain. des deux Castil. et de la Manche.	584
La Caroline	555
Alcala de Henares	533
Aranjuez	524
Tarancon	514
Rocher de Gibraltar	455
Murcie.	138

4° *Fleuves.*

	Cours.
Guadiana	140 lieues.
Ebre.	130

Tage, en Espagne seulement.	120
Segura.	100
Guadalquivir	90
Douro	80
Xuçar	70
Minho.	50
Xenil	45
Cinca	40

Les dix principaux fleuves de l'Espagne ont ensemble 870 lieues de cours, ce qui fait plus de quatre fois le diamètre moyen du territoire.

5° *Climat.*

Température.

Parallèle moyen. . . .	40°	
Tempér. moyenne. . .	17°	06, au cent. du terr.
— — . . .	14°	94, à l'extrém. nord.
Quant. moy. de pluie.	864	mill., ou 31 p. 11 lig.

Observations locales.

Latitudes.		Tempér. moy.	Max.	Min.	Élévation.
36° 31'.	Cadix. .	20° 3 .	». .	». .	mèt.
41° 13'.	Barcel. .	17° 50 .	33. .	0. .	
40° 25'.	Madrid.	15° 00 .	29 44	. .	603

La Grèce et le Portugal sont les seuls pays de l'Europe dont la température moyenne est

plus élevée de quelques centièmes que celle de l'Espagne. Au centre de la France, il s'en faut de 3° 1/2 que la température moyenne soit aussi haute qu'au milieu de la péninsule.

Sous le parallèle moyen 40 degrés, au centre de l'Espagne, la limite des neiges perpétuelles est à 3,021 mètres au-dessus du niveau de la mer; en France, sous le 45° degré de latitude, elle n'est qu'à 2,323. Sur les pics méridionaux des Pyrénées, elle est fixée à 2,834 mètres; et sur les pics septentrionaux à 2,525.

La température moyenne de Cadix est, avec celle de Malte, la plus élevée de l'Europe. Celle de Barcelone est comme celle de Palerme et d'Athènes; celle de Madrid est semblable à celle de Beziers, qui gît trois degrés de latitude plus au nord. Cette différence remarquable est produite par la hauteur verticale du plateau des Castilles. La chaleur moyenne a pour terme, à Madrid, le 15° degré centigrade; elle ne dépasse guère le 10°, ou les deux tiers, à Paris.

Il tombe beaucoup moins de pluie en Espagne qu'en Italie. La différence est de 150 à 200 millimètres ou 6 à 7 pouces. Il en tombe cent millimètres ou trois pouces de plus qu'en France; mais l'évaporation est annuellement de plus de 900 millimètres ou 33 pouces au lieu de 762 millimètres ou 28 pouces.

6° *Dimensions des grands monumens de l'Espagne.*

1° Eglises.

	Long.	Larg.	Élévat.	Haut. des dômes ou tours.
	pi.	pi.	pi.	pi.
Cathédrale de Cordoue.	510	420	»	»
— de Tolède.	404	203	138	160
— de Palencia.	405	160	95	»
— de Grenade.	425	249	»	169
— de Séville.	420	263	126	258
— de Malaga.	320	178	140	267
— de Salamanq.	378	180	130	»
Église de l'Escurial.	364	230	»	»

2° Ponts et Aquéducs.

Pont d'Alcantara, sur le Tage, qui, en cet endroit, à 80 lieues de son embouchure, a 41 pieds de profondeur, et s'élève jusqu'à 166, dans la plus grande hauteur de ses eaux. Ce pont est de six arches inégales; les deux du milieu ont 110 pieds de diamètre, et les pilastres 38. Elles s'élèvent de 204 pieds au-dessus du fond du fleuve, de 87 au-dessus de ses eaux moyennes et de 96 au-dessus du sol. La longueur totale du pont est de 670 pieds; sa largeur de 28. Au milieu est un arc de triomphe, haut de 47 pieds. Il est entièrement en granite, et attribué à Trajan.

— De Mérida, sur la Guadiana. Il a 64 arches, circulaires et inégales ; sa longueur est de 2,575 pieds, sa largeur de 26, et son élévation de 33 au-dessus du fleuve. Il a été construit par les Romains. Deux de ses arches ont été détruites en 1812, dans les opérations défensives de l'armée anglaise.

— D'Albarrega, sur la route de Madrid à Salamanque. Il a huit arches, dont six grandes ; sa longueur est de 400 pieds ; sa largeur de 25, et son élévation de 30 au-dessus des eaux.

— Du Saldaha, près de Villazar. Il a neuf arches ; sa longueur est de 300 pieds, et sa largeur de 24.

— De Villarente, sur le Porma, dans le royaume de Léon ; il est formé de 18 belles arches.

— De Tormes, construit par les Romains. Il a 27 arches ; sa longueur est de 1,000 pieds, et sa largeur de 12 seulement. Le nouveau pont du Tormes, à 4 lieues de Salamanque ; a 26 arches.

— D'Alcolea, sur le Guadalquivir. Il est construit en marbre noir, et formé de 20 arches.

—De Badajoz, sur la Guadiana. Il a 28 arches ; sa longueur est de 1874 pieds. Il fut construit en 1596.

— D'Almaraz, sur le Tage. Sa longueur est de

580 pieds, et sa largeur de 25. L'une de ses arches a 150 pieds de large et 69 de haut; une autre a 119 pieds d'ouverture et 66 d'élévation. Il fut construit en 1552.

— De Valladolid, sur la Pisuerga. Il est formé de 8 arches, et long de 3,170 pieds.

— De Talavera de la Reyna, sur le Tage. Il fut construit en 1400. Il a 35 arches, et une longueur de 1,200 pieds.

Les cinq ponts de Valence, sur la Turia ou Guadalaviar. Ils ont tous de 270 à 280 pieds de long. La plupart ont 10 arches; leur construction remonte au 15e siècle.

Aquéduc d'Alcantara, construit par les Romains. Il apporte à Tolède l'eau prise à une distance de sept lieues.

— De Ségovie, construit également par les Romains. Il est formé d'une suite de 175 arches, qui conduisent l'eau pendant un espace de trois lieues, et qui s'élèvent jusqu'à 104 pieds du sol; elles sont construites en larges pierres carrées jointes sans mortier.

— De Mérida. Sa hauteur était de 80 pieds; il est en ruines.

3° Canaux.

Canal d'Aragon. Il commence à Tudela en Navarre et vient aboutir à l'Èbre, 10 lieues

au dessous de Saragosse. Il a 26 lieues et demie de long. Il traverse la montagne de Torrera, à ciel ouvert, par une tranchée de 40 pieds de profondeur, longue de 1,600 mètres, et il passe sur la vallée de Rio Zabon, au moyen d'un aquéduc de 1500 mètres, qui a coûté trois millions et demi de francs.

Canal de Ségovie. Il est destiné à unir les eaux de la Méditerranée à celles du golfe de Biscaye, par la jonction du Douero, de la Pisuerga, du Carrion et des canaux de Castille et d'Aragon. Son étendue devait être de 140 lieues; il n'y en a qu'une vingtaine de terminées. Il a 9 pieds de profondeur, 20 de large au fond, et 56 à la surface de l'eau. On considère son exécution comme un chef-d'œuvre.

Canal de Madrid. Il fut entrepris sous Charles III, pour joindre les eaux du Mançanarès à celles du Xarama; mais les travaux en furent abandonnés après l'achèvement d'une étendue de deux lieues seulement.

Canal de Castille. Il fut commencé au milieu du dix-huitième siècle entre les villes de Carrion et de Herrera. Il est divisé en deux parties séparées par un intervalle de six lieues.

L'une des nécessités les plus pressantes de l'Espagne est de terminer les travaux de naviga-

tion commencés et d'étendre et améliorer ses communications intérieures.

7° *Avantages et désavantages du territoire de l'Espagne.*

Les avantages du territoire de l'Espagne sont :

1° Son étendue, qui l'emporte sur tous les états secondaires de l'Europe, et qui surpasse même celle de la Prusse, placée par ses dernières acquisitions au nombre des grandes puissances du continent.

2° Son gisement, qui lui donne le plus beau climat de l'Europe, et le pouvoir d'obtenir du sol les productions les plus riches et les plus abondantes : la vigne, le mûrier, le maïs, le cotonier et même la canne à sucre.

3° Ses frontières maritimes, qui forment plus des deux tiers de son pourtour, et qui accroissent, par la pêche, ses moyens de subsistance, facilitent et étendent ses communications, et lui donnent des moyens de commerce multipliés

4° Ses limites naturelles, qui lui fournissent des moyens de défense efficaces; et ses montagnes, qui rendent difficile et meurtrier le succès d'une invasion.

5° Ses grands fleuves, l'Èbre qui a 130 lieues

de cours, le Douero 150, la Guadiana 140, le Tage 120, etc.

6° La proximité de pays industrieux et d'une civilisation avancée : au midi, l'Italie, et au nord la France et l'Angleterre.

7° La fertilité et la richesse de plusieurs de ses provinces, surtout la Catalogne, Valence et l'Andalousie.

Les désavantages du territoire de l'Espagne sont :

1° La sécheresse et l'aridité d'une grande partie de sa surface, par l'effet de la nature calcaire du sol, de la chaleur du climat, et surtout de la destruction des bois et des forêts.

2° L'encaissement profond des rivières et des fleuves, qui, coulant avec rapidité entre de très hautes bermes, sont rarement navigables dans leur cours supérieur, et permettent difficilement des dérivations, pour l'arrosement des terres.

3° La grande hauteur du plateau des Castilles, qui est d'environ 600 mètres, et qui change tellement le climat, qu'elle produit une température moyenne de 12° réaumuriens, tandis que celle des côtes est de 14 à 16 degrés.

4° L'élévation et la direction des chaînes de montagnes qui coupent transversalement l'Es-

pagne et produisent de grande différences de niveau, d'où résultent des obstacles presque invincibles dans l'établissement des chemins et la canalisation du pays.

5° L'escarpement des côtes du golfe de Biscaye, et leur défaut de ports, de havres et de rades.

6° Les bancs de sable qui engravent le cours inférieur des fleuves, et le peu de profondeur de leur embouchure, qui se refuse à ce qu'on en fasse des ports.

7° Le voisinage nuisible d'un pays inculte et ennemi tel que le Portugal, qui prive les provinces limitrophes de débouchés, et leur ôte les avantages de la proximité de la mer et ceux que leur donneraient les rivières qui s'y rendent.

8° La possession de Gibraltar par les Anglais, qui ouvre le midi du royaume à des communications encore plus nuisibles que celles des provinces occidentales avec le Portugal.

9° Les tremblemens de terre, qui se font sentir particulièrement dans les provinces méridionales et dans celles de la Méditerranée, où ils ont exercé récemment d'affreux désastres.

10° La proximité des contrées du Levant, ravagées incessamment par la peste, ou plutôt des lois sanitaires mal exécutées qui ont permis à ce fléau de s'introduire en Espagne, si fré-

quemment qu'au quinzième et au seizième siècles il en ravageait les provinces, chaque troisième année.

11° Le délabrement dans lequel on a laissé tomber les aquéducs construits par les Romains, les revêtemens des réservoirs d'eau des montagnes et les canaux d'irrigation, construits par les Maures; leur rétablissement est la condition nécessaire de la fertilité du sol et du retour de la population dans une multitude de lieux dépeuplés aujourd'hui.

12° Le défaut de clôtures rurales dans toute la Péninsule, par suite de l'usage d'abandonner les terres, aussitôt la récolte, au parcours des troupeaux de moutons transmigrans. On sait qu'aucune possibilité de faire prospérer l'agriculture ne peut exister dans un pays où les propriétés ne sont point closes, et où le domaine agricole se confond pendant une partie de l'année avec les bruyères et les terres délaissées.

SECTION II.

DIVISION TERRITORIALE.

L'Espagne est divisée administrativement en 33 gouvernemens, qui ont approximativement l'étendue suivante :

	Hectares.	Lieues carrées.	Capitales.
Galice	3,333,000	1,686	La Corogne.
Aragon . . .	3,080,000	1,558	Saragosse.
Estramadure.	3,000,000	1,518	Badajoz.
Catalogne . .	2,510,000	1,270	Barcelone.
Grenade . .	2,010,000	1,017	Grenade.
Cuença . . .	1,860,000	941	Cuença.
Tolède . . .	1,830,000	925	Tolède.
Séville . . .	1,880,000	850	Séville.
Murcie . . .	1,650,000	834	Murcie.
Valence. . .	1,610,000	814	Valence.
Burgos . . .	1,600,000	809	Burgos.
Manche . .	1,580,000	800	Ciud.-Real.
Léon	1,230,000	622	Léon.
Salamanque.	1,180,000	596	Salamanque.
Jaën.	1,170,000	592	Jaën.

	Hectares.	Lieues carrées.	Capitales.
Cordoue. . .	870,000	440	Cordoue.
Soria.	850,000	430	Soria.
Asturies. . .	770,000	390	Oviédo.
Ségovie. . .	720,000	364	Ségovie.
Valadolid. . .	680,000	243	Valadolid
Avila.	540,000	273	Avila.
Biscaye. . . .	510,000	257	Bilbao.
Guadalaxara.	412,000	208	Guadalaxara.
Toro.	410,000	207	Toro.
Zamora. . . .	380,000	192	Zamora.
Palencia. . . .	360,000	181	Palencia.
P. de Madrid.	275,000	141	*Madrid.*
Ile de Majorq.	280,000	142	Palma.
Sierra-Moréna	270,000	136	Caroline.
Navarre. . . .	400,000	205	Pampelune.
Alava.	230,000	116	Victoria.
Guipuscoa. .	130,000	65	St-Sébastien.
Ile de Minorq.	50,000	25	Mahon.
Iviça, Forment.	40,000	20	Iviça.
Etendue tot.	37,300,000	18,890	lieues carrées.

L'étendue de l'Espagne est diversement évaluée : Hassel l'a portée à 9,053 milles d'Allemagne, ou 24,635 lieues carrées de 25 au degré. Le cens de 1803 lui attribue, d'après le dépouillement des documens officiels, 15,005 1/2 lieues carrées de 20 au degré, ou 18,756 lieues com-

munes. Antillon lui donne 18,443 lieues. Ces variations dépendent non-seulement du défaut d'achèvement des opérations cadastrales, mais encore de la réunion des îles Canaries au territoire continental de l'Espagne. Cet archipel y ajoute 871 lieues carrées. Nous avons seulement compté parmi les provinces du royaume les îles de *Majorque* et *Minorque*, laissant les Canaries et les Présides d'Afrique au nombre des établissemens coloniaux.

En examinant le tableau ci-dessus, on voit que la Galice est grande comme la Belgique; que l'Aragon et l'Estramadure excèdent chacun la Hollande; que Grenade est beaucoup plus vaste que la Saxe, etc.

L'Espagne entière égale les deux tiers de la France, la moitié de la Suède jointe à la Norwége; elle surpasse d'un sixième l'Italie et la Prusse, et d'un tiers l'Allemagne proprement dite, ou la Grande-Bretagne. Elle a six fois l'étendue des Pays-Bas, et sept à huit fois celle de l'Irlande.

Il n'est pas inutile de montrer, à côté de la circonscription administrative par gouvernemens, celle des anciennes provinces de l'Espagne, qui continue de diviser ce pays, par des mœurs différentes, des priviléges, des lois, des coutumes, dont la diversité met autant de distance entre les parties limitrophes d'un même

état qu'entre des contrées situées aux extrémités opposées de l'Europe. Pour éviter la répétition des tableaux, nous y joindrons la population de ces provinces, telle qu'elle était en 1788.

	Lieues carrées.	Habitans.	Par l. car.
Andalousie . .	3,270	1,829,106	560
Vieille Castille.	2,336	1,190,180	510
Léon	1,849	665,432	310
Nouv. Castille	1,776	940,649	525
Aragon . . .	1,732	623,308	360
Estramadure .	1,467	416,922	280
Catalogne. . .	1,325	814,412	610
Galice.	1,044	1,350,000	1,300
Murcie	1,040	337,686	330
Manche.	965	206,160	210
Valence	950	783,084	825
Asturies. . . .	435	350,800	600
Navarre . . .	393	287,382	730
Biscaye. . . .	306	307,758	1,000
Baléares . . .	58	186,979	3,200
Totaux. .	18,940	10,280,000	550 p. l. c.

L'Andalousie est plus vaste que les Pays-Bas ou la Hongrie; la Vieille Castille a l'étendue de la Suisse; Léon et l'Aragon ont deux fois la surface de la Saxe et du Wurtemberg; l'Estramadure est comme le Tyrol; la Catalogne, comme

la Champagne; la Galice et Murcie, comme le Dauphiné; la Manche et Valence comme le Poitou ou l'Orléanais. Les Asturies et la Navarre se rapprochent de l'Alsace ou du canton de Berne.

SECTION III.

DIVISION PHYSIQUE ET AGRICOLE.

Le seul document cadastral qu'on ait sur l'Espagne, est le recensement général terminé en 1803; encore n'y trouve-t-on que des indications en masse, et seulement approximatives. Voici les nombres qu'il nous fournit:

	Hectares.	Lieues car.	
Cult. et jachères.	8,512,000	4,310	un 4e.
Pât. et communes.	23,030,000	11,658	moitié.
Forêts et taillis. .	3,122,000	1,580	un 12e.
Mont. et rivières.	2,636,000	1,342	un 14e.
Etendue totale.	37,300,000	18,890	

Les pâtures et les montagnes occupent 13,000 lieues carrées, ou presque les trois quarts de la surface du pays.

L'Espagne est moitié plus boisée que l'Angleterre, mais moitié moins que la France.

Le domaine agricole revendiquait, il y a 30 ans, le quart de l'étendue de la Péninsule.

La récolte des céréales n'atteignait pas, alors, à 35 millions d'hectolitres. L'hectare, d'après les données que nous fournit Cabarrus, en rapportait moins de 12. En s'arrêtant à ce produit, on voit que la surface des terres arables en rapport, était de moins de trois millions d'hectares ou 1,518 lieues carrées, faisant seulement le tiers des terres en culture ou supposées telles, et demeurant au dessous d'un douzième de la surface totale du pays. Mais l'usage de l'assolement triennal exigeait vraisemblablement une étendue double de terrain; et l'on peut admettre qu'il y avait en Espagne, en 1803, près de six millions d'hectares de terres labourables, et deux à trois millions d'hectares de cultures particulières.

Les vignes, qui sont au premier rang de celles-ci, rapportaient alors annuellement 7,840,000 hectolitres de vin. L'hectare en donne au moins vingt par an, terme moyen. Ainsi, l'étendue de cette culture était d'environ 400,000 hectares ou 200 lieues carrées, terme rapproché d'un cent-quatre-vingt-dixième de la surface du pays.

La culture de l'olivier, du tabac, du chanvre et du lin, occupait, avec les jardins potagers, d'assez grands espaces, étant disséminée irrégulièrement en une multitude de parcelles.

Le nombre total des chevaux et des bêtes à cornes n'excédant pas, en 1803, 2,820,000, si l'on assigne un demi-hectare à chacun de ces animaux pour sa subsistance annuelle, leurs pâturages, d'après cette proportion, qu'on retrouve généralement en Europe, devaient avoir une étendue d'environ 1,400,000 hectares. Il en restait onze à douze millions, pour autant de moutons sédentaires ou voyageurs. C'était trois à quatre fois plus qu'il n'en aurait fallu, si ces pâtures avaient été autre chose que des pacages, des landes, des bruyères, abandonnées depuis des siècles à l'état sauvage, et pour la plupart parcourues seulement une fois l'année par les troupeaux de la Mesta, dans leurs pérégrinations privilégiées et malfaisantes à travers les provinces de l'Espagne.

Le domaine agricole était divisé approximativement ainsi qu'il suit, il y a trente ans :

	Hectares.	Lieues car.	
Terres arables en rap.	2,900,000	1,468	un 13e
— en jachères. .	2,900,000	1,468	un 13e
Vignes.	400,000	202	un 190e
Oliv., tab., lin, chanv.	2,312,000	1,172	un 16e
Etendue des cult. .	8,512,000	4,310	un 4e

La population de l'Espagne montait alors à 10,351,000 habitans. Il y avait conséquemment, à raison de chacun d'eux :

28 ares de t. arables en rap. } 56 ar. en terre
28 — en jachères . . . . } arable.
10 — en vigne.
22 — en culture, particul. légumes, etc.
54 — en terres cultivées, ou seulement un demi-hectare.
223 — en pâtures.
30 — en bois et forêts.
26 — en montagnes stériles, rivières, Albuféra, etc.

Les progrès de l'agriculture, pendant les trente dernières années, ont changé ces proportions ; et, par exemple, maintenant les terres arables en rapport ont une étendue double ou à peu près, puisque leurs produits se sont augmentés de moitié. Leur surface peut être esti-

mée à cinq ou six millions d'hectares, ou 2,800 lieues carrées au moins.

Cet accroissement a eu lieu aux dépens des jachères, des communes et des vaines pâtures.

En France, l'étendue des pâturages étant de 7,933,000 hectares, leur répartition donne à chaque habitant vingt-trois ares et demi, ou seulement un dixième de la surface attribuée en Espagne au même usage, il y a trente ans; et cependant, dans ce pays, la consommation de la viande est si bornée, qu'on verra ailleurs qu'elle est réduite à vingt-deux livres par personne, tandis qu'il en revient annuellement quatre-vingt-six à chaque habitant de Paris, et cent quarante-trois à chaque habitant de Londres.

Mais les pâtures doivent être bien plutôt considérées comme des terres abandonnées et en grande partie stériles, que comme des pâturages, dans l'acception actuelle de cette appellation, depuis que l'expérience a montré l'immense avantage des prairies artificielles et des prés améliorés. Dans la réalité, il n'y a aucune différence entre les vaines pâtures de la Péninsule, ses communes, ses jachères et ses montagnes; et, en réunissant les chiffres qui exprimaient en 1803 leur étendue, on trouve que leur surface totale était de 28,566,000 hectares,

faisant 14,450 lieues, ou beaucoup plus des trois quarts de l'Espagne.

On ne s'étonnerait point de voir, sous les hautes latitudes de l'Europe, une si vaste étendue de terre presque inutile à l'homme, et repoussant au delà de ses limites les populations nécessiteuses. On sait que le sol est ingrat et frappé d'une éternelle stérilité, dans le voisinage des plateaux arctiques; mais ces déserts de l'Espagne, grands comme la moitié de la France, sont situés sous le climat le plus beau, le plus favorable à l'espèce humaine et à la culture des plantes qui fournissent les moissons les plus abondantes et les produits les plus riches. Ces terres, couvertes de broussailles ou d'herbes desséchées, étaient, sous la domination des Maures, d'une prodigieuse fertilité. L'irrigation et le travail peuvent aujourd'hui, comme alors, les faire ressembler aux campagnes florissantes de la Lombardie; et quelques progrès heureux, faits dans ces derniers temps par l'agriculture espagnole, sont des gages certains du succès qu'elle peut atteindre de nouveau dans ce pays, où elle fut si long-temps délaissée.

CHAPITRE II.

POPULATION.

SECTION I.

DISTRIBUTION TERRITORIALE DE LA POPULATION.

La distribution des habitans de l'Espagne offre le singulier contraste de provinces aussi désertes que celles de la Russie, et d'autres aussi peuplées que les régions les plus populeuses de la haute Italie.

Le recensement de 1803 et les recherches cadastrales de 1826, nous fournissent les données suivantes sur la répartition de la population dans les différentes parties du vaste territoire espagnol.

			Nombre d'habit. par l. carrée.	
	1803.	1826.	1803.	1826.
Galice	1,142,630 h.	1,585,419	745	840
Catalogne	858,818	1,116,461	675	897
Valence	825,059	1,255,095	1,013	1,540
Séville	746,2[illegible]	970,087	880	1,140
Grenade	692,924	1,097,093	680	1,060
Aragon	657,376	856,219	422	552
Burgos	470,588	611,762	584	750
Estramadure	[illegible]	656,780	282	360
Murcie	383,226	493,192	460	590
Tolède	370,641	485.203	400	535
Asturies	364,238	464,565	930	1,200
Cuença	294,290	382,577	316	410
Cordoue	252,028	327,236	575	750
Léon	239,812	311,755	385	500
Province de Madrid	228.520	297,812	1,420	2,100
Navarre	221,728	288.244	1,100	1,400
Salamanque	209 988	272,982	350	450
Jaën	206,807	276,905	350	460
Manche	205,548	257,210	260	320
Soria	198,107	267,537	461	620
Valadolid	187,390	243,607	550	710
Ségovie	164,007	221,379	450	610
Majorque	140,699	242,893	1,000	1,300
Minorque et Iviça	46,280		1,200	
Avila	118,061	153,479	440	560
Guadalaxara	121,115	157,338	520	550
Palencia	118,064	153.482	640	850
Biscaye	111,436	144,875	440	575
Guipuscoa	104,491	135,838	1,600	2,100
Toro	97,370	126,581	470	600
Zamora	71,401	92,821	373	480
Alava	67,523	92,807	585	800
Col. de la Sierra Morena	6,196	»	48	»
Population de l'Espagne	10,351,000	13,953,000	550	738

En excluant la province de Madrid, les parties de l'Espagne dont la population est la plus

condensée, sont le Guipuscoa, qui a 2,100 habitans par lieue carrée, comme l'Alsace et les Pays-Bas. Valence, qui en a 1540, comme les provinces vénitiennes, la Bretagne et l'Irlande; la Navarre, qui en a 1400, comme la Moravie, la Bohême et l'Angleterre; les Iles Baléares, qui en ont 1300, comme les Iles britanniques et le royaume de Naples; les Asturies, qui en ont 1200 comme la France; Séville et Grenade, qui en ont 1100, comme la Silésie et la Toscane. Mais la Manche et l'Estramadure n'en ont que 350 ou 320, comme la Valachie et les provinces turques d'Europe.

Au total, en 1803, on ne comptait pas, en Espagne, plus de 550 habitans par lieue carrée, comme en Pologne ou en Écosse. En 1826, la *densité de la* population était de 740 habitans sur la même surface; terme rapproché de celui qu'offrent la Styrie, le Hanovre et le Brandebourg. En 1834, la population n'étant pas fort au-dessous de quinze millions d'habitans, on peut admettre qu'il y en a 850 par lieue carrée, comme en Suisse, dans le Holstein, dans l'ancienne Provence, et presque autant qu'en Bavière et en Prusse.

SECTION II.

MOUVEMENS DE LA POPULATION.

En compulsant les documens officiels, *on* est parvenu à dresser, avec les bases qu'ils ont fournies, le tableau suivant, où sont exprimés les mouvemens généraux de la population.

Époques.	Population à chaque époque.	Périodes. Ans.	Accroissement absolu.	Accroissem. annuel.
1723	7,925,000			
1777	9,307,000	47	1,682,000	35,000
1803	10,351,000	33	1,044,000	31,600
1821	11,248,000	18	897,000	49,800
1826	13,712,000	5	464,000	92,800
1834	14,660,000	8	948,000	118,500
Totaux		111	5,035,000	45,350
de 1803 à 1826		31	3,361,000	108,400

Voici les résultats de ces données numériques :

Epoques.	Périodes. années.	Population moyenne.	Accroissem. par million.	Rap. de l'acc à la pop. m. h.	
1777	47	8,466,000	4,200	1 sur	237
1803	33	9,829,000	3,240	1	311
1821	18	10,799,500	4,615	1	216
1826	5	12,480,000	7,420	1	134
1834	8	14,186,000	8,350	1	120
Totaux	111	11,326,000	4,000	1	250
1803 à 1826	31	12,031,000	9,034	1	111

Ainsi :

Dans l'espace de 111 ans, de 1723 à 1834, la population de l'Espagne a doublé. D'environ sept millions et demi, elle est arrivée à près de quinze.

Cet accroissement ne s'est point opéré par une progression constante. Pendant un demi-siècle, finissant en 1770, il fût fort minime, moindre à peu près de moitié qu'aujourd'hui. Cependant, il diminua encore pendant les 33 ans qui s'écoulèrent de 1770 à 1803; il se rétablit pendant les 18 ans de guerre et de troubles qui commencèrent en 1803, et il excéda la proportion qu'il avait eue pendant les années de paix dont 1770 fut précédée. De 1821 à 1826, il se développa d'une manière singulière, et son accélération ne semble pas s'être arrêtée jusqu'à ce jour.

L'accroissement de la population peut provenir de trois causes différentes :

1° Une fécondité plus grande dans l'union des deux sexes;

2° Une durée plus prolongée de l'existence humaine;

3 La cessation des émigrations pour les pays étrangers.

Toutes ces causes ont dû contribuer, depuis trente ans, à augmenter la population espagnole. Les vœux monastiques sont devenus bien moins nombreux; et le célibat ecclésiastique n'oblige plus à la stérilité un 42e des habitans de la Péninsule, comme en 1740, ou même près d'un quart, comme au commencement du dix-septième siècle. Les prétentions à une noble origine, qui multipliaient autrefois les *difficultés* des mariages, sont aujourd'hui moins communes et moins inexorables. Les événemens de la guerre, qui ont rapproché les hommes de rangs différens, ont effacé bien des nuances sociales, des distinctions imaginaires, des antipathies locales, obstacles jadis insurmontables à l'union des familles. Ainsi, les mariages ont pu devenir plus nombreux pendant cette dernière *génération*, et leur fécondité a pu s'accroître de tout ce que perdaient les monastères et les préjugés de castes et de corporations.

Sans doute, il s'en faut beaucoup que la vie humaine soit entourée, en Espagne, des mêmes secours qui, dans plusieurs autres pays de l'Europe, en prolongent maintenant la durée; et l'asile des hôpitaux, ou les charités distribuées à la porte des églises, ne tiennent point lieu des soins domestiques, et de l'aisance des familles, acquise par le travail. Mais cependant une immense amélioration, produite pendant ces dernières années, garantit que l'existence des hommes est aujourd'hui, en Espagne, bien plus assurée qu'autrefois. Les productions agricoles ont doublé de quantité; elles surpassent toutes les nécessités publiques; et la disette ne vient plus, comme jadis, décimer chaque troisième année les habitans de quelque province de la Péninsule.

Enfin, l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique a mis fin à ces émigrations nombreuses qui, depuis trois siècles et demi, enlevaient incessamment, à leur métropole, la partie virile et active de la population.

Ces causes puissantes ont indubitablement produit l'augmentation rapide et considérable qui s'est opérée dans le nombre des habitans de l'Espagne. Mais quelle est la participation de chacune d'elles, et par quel chiffre doit-on l'exprimer? C'est ce qu'on ne saurait dire. Le

nombre des naissances et des décès est entièrement inconnu. Les actes civils étant tenus par le clergé, aucun relevé n'en a jamais été fait, et probablement rien ne serait plus difficile à faire.

Quelques supputations, basées sur des analogies, nous permettront cependant de nous rapprocher de la vérité.

On sait qu'il existe une parfaite identité de sol et de climat entre l'Espagne et le Portugal, et que ce dernier pays n'est, à proprement parler, qu'une partie de la Péninsule. On peut en conclure que la fécondité est à peu près la même, dans des contrées qui sont sous l'empire des mêmes influences physiques et morales. Cependant, comme les habitans des villes, qui donnent ordinairement un moindre nombre de naissances, sont proportionnellement plus nombreux en Espagne qu'en Portugal, où ils ne constituent que le sixième de la population au lieu d'un cinquième, on croit devoir adopter un terme moins élevé, pour l'expression numérique de la fécondité humaine. On bornera donc le rapport approximatif des naissances à la population, à un sur 27, au lieu de le porter à un sur 26 1/2, terme qui indique, en Portugal, la relation du nombre des naissances à celui des habitans.

Si l'on adopte ce rapport, il doit y avoir annuellement 525,420 naissances, pour une masse de 14,186,000 habitans, terme de la population moyenne de l'Espagne, de 1826 à 1834. Afin d'obtenir de ce nombre de naissances un accroissement annuel de 105,650 individus, tel que celui qui, par un terme moyen, a eu lieu pendant cette période, il faut qu'il y ait eu, année commune, 419,770 dcès. Or, la population étant divisée par cette mortalité, celle-ci se trouve être de 1 décès sur 34 habitans.

Si l'on applique le type de ce calcul à des époques au lieu d'embrasser une période, et de chercher un terme moyen, on est conduit aux termes du tableau suivant, dont la seule donnée problématique est le rapport de 1 à 27, adopté, pour la proportion annuelle des naissances.

Années.	Naissances.	Décès.	Proport. des décès à la pop.	Accroiss. ann. de la pop.
1803	383,000	351,400	1 sur 29½	31,600
1821	417,000	367,200	1 31	49,800
1826	508,000	415,200	1 33	92,800
1834	543,000	424,500	1 34½	118,500
4 Epoq.	1,851,000	1,558,300		292,700
Ann. moy.	462,750	389,575		73,175

Ainsi, la mortalité est décroissante en Espa-

gne, comme dans les autres états de l'Europe civilisée, et la population y est rapidement progressive.

Le terme d'une naissance par 27 habitans des deux sexes, est le même constaté en Suisse en 1828, en Pologne en 1829, et dans les États-Romains en 1827. Il est moindre que celui qu'offre l'Italie en général, et ne diffère qu'à peine de celui attribué au Portugal, de 1813 à 1819.

Le terme d'un décès sur 29 habitans, qui exprime la mortalité en Espagne au commencement du dix-neuvième siècle, est celui que Necker trouvait, en France, par ses supputations, de 1770 à 1780; et en effet, malgré cette distance d'un demi-siècle, plusieurs autres analogies, entre les deux pays, pourraient être signalées.

La mortalité de 1821, réduite à un 31e, est semblable à celle du royaume de Naples, de 1822 à 1824, et à celle de la Lombardie en 1827 et 1828.

Celle de 1826, bornée à un 33e de la population, est identique avec la proportion des décès, en Piémont en 1812, en Hollande en 1831, dans le Wurtemberg en 1827, et à Paris en 1817.

Enfin, la mortalité présumée de 1833 à 1834,

limitée à un individu sur $34\frac{1}{2}$, ressemble à celle de la Prusse en 1828, et à celle du canton de Vaud, il y a 50 ans. Elle est encore beaucoup plus grande qu'en Angleterre et même en France; mais elle est moindre que celle qui a lieu dans la plupart des contrées de l'Italie.

En résumé, on peut, par approximation, établir de la manière suivante les mouvemens annuels de la population en Espagne :

Populat. moy. de 1826 à 1834. .	14,186,000 h.		
Nomb. moy. des nais. ann. .	525,500	1 sur	27
— des décès annuels. . .	419,850	1	34
Accroiss. ann. de la populat.	105,650	1	134
Nombre de mariages ann. (1).	104,000	1	136
Mortalité par million d'habit.	30,000		

L'accroissement moyen de la population de l'Espagne, de 1826 à 1834, ayant été approximativement d'un habitant sur 134, il est plus considérable que l'accroissement qui a eu lieu dans les pays ci-après désignés :

(1) Comme en Portugal.

L'Allemagne proprement dite, où il semble n'être que d'un sur.. 122

La France, où il n'est que d'un sur. . . . 181

Mais il est inférieur aux contrées du reste de l'Europe, où l'accroissement de la population est annuellement dans la proportion suivante :

Prusse. . .	1 sur	56	Iles Britanniques.	1 sur	75
Autriche. .	1	64	Suisse. . . .	1	80
Russie. . .	1	69	Suède et Norvége	1	81
Pologne . .	1	71	Italie. . . .	1	90
Danemark. .	1	72	Grèce et Turquie	1	100

L'augmentation de la population totale de l'Europe étant annuellement, d'après une série d'années antérieures aux ravages du *choléra* oriental, d'environ deux millions et demi d'habitans, l'Espagne participe pour un 24e dans cet accroissement.

En calculant, d'après la proportion moyenne qu'offre dans ce pays l'augmentation annuelle de la population, quelle peut être approximativement la période nécessaire pour qu'elle parvienne à doubler, on trouve qu'il ne lui faudrait pas moins de 94 ans ; ce qui recule le terme de cet accroissement jusqu'en 1928. Alors l'Espagne aurait plus de 28 millions d'habitans, ou

1500 par lieue carrée, comme l'Angleterre et les états secondaires d'Italie. Mais on peut croire que les améliorations sociales promises à la Péninsule rapprocheront d'elle cet avenir éloigné. Il ne faut pour doubler que 52 ans à la population des Iles Britanniques, et il n'en faut pas 40 à celle de la Prusse.

Pour arriver à ces résultats, et pour embrasser dans nos aperçus sur la population moderne de l'Espagne une période d'un siècle, il a fallu des recherches inédites et divers artifices de calculs; mais, du moins, ce travail laborieux nous a conduits près de la vérité. Il n'en pourrait être ainsi, en essayant de pénétrer dans un passé plus reculé, pour connaître l'ancienne population de la Péninsule. Ici, nous serions *réduits* souvent à de simples conjectures, ou obligés d'adopter des termes numériques exagérés, sur la foi d'historiens dont tout le mérite est de ne pouvoir être contrôlés dans leurs assertions, par d'autres témoignages contemporains. Néanmoins, pour ne rien négliger, nous rapporterons textuellement les nombres attribués à la population des anciens temps par les annales espagnoles.

C'est une opinion reçue dans la Péninsule que, sous la domination romaine, et même sous les Carthaginois, ses habitans s'élevaient au

nombre immense de quarante millions; ce qui, pour une surface de 22,335 lieues carrées, comprenant le Portugal, faisait pour chacune plus de 2,000 habitans, autant qu'en possèdent aujourd'hui les Pays-bas, la Lombardie et les provinces du nord de la France, dont la population est la plus condensée de l'Europe. Mais ce chiffre est entièrement conjectural, et repose principalement sur cette donnée que Tarragone contenait 600,000 familles, ou 2,700,000 habitans; et que Mérida pouvait fournir une force armée de 90,000 hommes, ce qui suppose au moins 600,000 habitans.

On a prétendu sans plus de fondemens que la population s'élevait de 20 à 30 millions, sous la domination des Visigoths et sous celle des Maures. Les vieux historiens ont même spécifié qu'elle était distribuée, en 1380, de la manière suivante :

	11,000,000 d'hab.	dans les états de Castille;
	7,700,000 —	dans ceux d'Aragon;
	3,000,000 —	d. le royaume de Grenade.
Tot.	21,700,000	2,000 hab. par lieue carrée.

A des époques moins éloignées, des documens officiels ou authentiques ont attribué à l'Espagne la population suivante :

1618 9,000,000, d'après Cevallos;
7,500,000, d'après Ustariz;
1700 8,000,000, à la mort de Charles II;
1723 7,625,000, d'après un recensement, qui constata 1,140,103 feux, faisant, à 6 personnes chacun, 6,840,618 rot.
Plus: Ecclésiastiques 106,000 1 sur 37;
Nobles reconnus 625,000 1 — 12;
1726 5,423,000, d'après le cens ordonné par Philippe V, mais exclusivement aux ordres privilégiés;
1769 9,301,728, sous Charles II, d'après un cens comprenant toutes les classes de la population, avec les îles Canaries et les présides d'Afrique;
1770 907,000 *idem*.
1788 10,143,000; 10,409,879, avec les Canaries;
1803 10,351,000, sans les Canaries; d'après un recensement général;
1821 11,248,000, *idem*.
1826 13,712,000, *idem*.
1834 14,660,000, par supputation.

Si l'on adopte avec raison la correction d'Ustariz à l'évaluation de Cevallos, et si l'on re-

jette le vague de huit millions attribués à la première année du dix-huitième siècle, on trouve que, depuis 216 ans, la population de l'Espagne s'est accrue constamment, mais par une progression singulièrement lente et dont les résultats étaient si minimes que, pendant plus de cent ans, de 1618 à 1723, le nombre des habitans n'a pu s'élever de sept millions et demi jusqu'à huit millions. C'est seulement depuis 25 à 30 ans que la population s'augmente rapidement.

Mais, dans des temps plus reculés, l'Espagne a possédé une population beaucoup plus considérable; et, quoiqu'on ne puisse en déterminer le chiffre, une foule de faits avérés ne permettent point de douter que le nombre de ses habitans n'ait immensément diminué à *la fin du* seizième siècle, sous l'influence de la dynastie autrichienne.

Les trois quarts des villages de la Catalogne n'existent plus que par leurs noms. Il y en a 149 dans l'Aragon qui sont inhabités; 12 dans la province de Jaën; 73 dans celle de Léon; 87 dans le royaume de Valence; 11 dans la Manche; 194 dans la Nouvelle-Castille; 308 dans *la* Vieille; 202 dans la province de Tolède; 1000 dans le royaume de Cordoue; 34 autour de Malaga; 415 dans le diocèse de Salamanque; etc.

Parmi les villes et villages encore habités, il y en a une multitude en ruines; on en compte 385 dans l'Aragon, 13 en Navarre, 76 dans le royaume de Léon, etc.

Les grandes villes et celles du second ordre ont subi des effets analogues.

Ségovie contenait, en 1525, 5,000 familles; elle en renferme aujourd'hui 2,000.

Tolède, qui avait 200,000 habitans, n'en compte pas à présent 25,000.

Malaga, qui en avait 80,000, est réduite à 50,000. Des 50 villages de ses environs, il n'en reste plus que 16 seulement.

Il y avait 127 villes dans l'évêché de Salamanque; elles sont maintenant au nombre de 13; et les terres arables qui les environnaient sont *changées* en pâtures.

Au dix-septième siècle, Séville avait 300,000 habitans; ses manufactures occupaient 130,000 ouvriers. Sa population est réduite de nos jours à 96,000 personnes. Mérida a 5,000 habit. au lieu de 40,000. Médina del Campo, 6,000 au lieu de 60,000; et Valence 160,000 au lieu de 5 à 600,000, que supposent les cent mille maisons qu'elle avait en 1600, si l'on en croit Escolano.

Grenade, avant sa conquête en 1487, avait 70,000 maisons et 400,000 habitans, dont 60,000 portaient les armes. Elle était défendue par des

remparts flanqués de 1030 tours, et protégée par deux forteresses, qui pouvaient recevoir chacune une garnison de 40,000 hommes. Le royaume dont elle était la capitale avait 30 lieues de large et 70 de long. On y comptait 32 grandes villes, et 97 autres. La population s'élevait à trois millions, faisant, comme en France aujourd'hui, 1200 personnes par lieue carrée. Long-temps après sa réduction, elle avait encore, en 1350, 200,000 habitans. Elle n'en a pas plus de 83,000 actuellement.

Cordoue, sous la domination des Maures, avait, d'après les recherches de Murphy, 490 grandes mosquées, nombre qui s'augmenta jusqu'à 600. On y comptait 3,837 mosquées ou chapelles d'un ordre inférieur; 4,300 minarets ou tours d'où le peuple était appelé à la prière; 900 bains publics; 28 faubourgs; 80,455 boutiques; 213,070 maisons communes et 57,000 hôtels ou palais. Sous Almansor, le nombre de ces derniers montait à 60,300, d'après le recensement. La ville s'étendait le long des rives du Guadalquivir, dans un espace de huit lieues de long, sur deux de large. Elle était défendue par 12,000 cavaliers. Le palais du roi renfermait 6,300 personnes. Sous Abdurahman, le revenu donné au souverain, par la dîme royale et les autres impôts, montait à 12,945,000 dinars, ou 137 millions et

demi de francs. La ville avait en outre un revenu particulier de 35 millions. Elle avait dans sa dépendance 84 grandes villes, 300 du second ordre, et 12,000 villages. De nos jours elle a 30,000 habitans, et la province entière 327,000.

Les sciences et les lettres n'étaient point étrangères à cette immense prospérité. Les Ommiades, suivant l'exemple du calife Almamon, encouragèrent puissamment les progrès des connaissances humaines. Ils établirent 70 bibliothèques dans les villes qui étaient sous leur domination; ils recueillirent dans la leur 600,000 volumes; et tel fut le développement de l'intelligence et de l'esprit d'investigation à cette époque, où toute l'Europe était encore plongée dans la barbarie, qu'en 1126, les Arabes comptaient 150 auteurs distingués dans Cordoue, 76 dans Murcie, 53 dans Malaga, 52 dans Alméria, etc.

En supposant même que quelque exagération se soit glissée dans l'histoire de ce passé si brillant et dans sa comparaison avec les temps modernes de l'Espagne, il faut cependant se résoudre à reconnaître que ce pays a cruellement décliné, puisqu'en 1778 on mentionnait, dans les recensemens officiels, 1511 villes ou villages *abandonnés*. On peut croire avec vrai-

semblance que cette évaluation ne les comprenait pas tous ; et l'on peut supposer, sans témérité, que pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis, les malheurs publics en ont sans doute encore augmenté le nombre.

SECTION III.

DIVISION DE LA POPULATION, SELON L'ÉTAT CIVIL ET L'AGE.

La population de l'Espagne, considérée sous les rapports de l'état civil, était divisée ainsi qu'il suit, lors du recensement de 1803.

	Hommes.	Femmes.	Totaux.
Mariés. . .	1,984,755	1,984,755	3,969,510
Célibataires	2,926,229	2,753,224	5,679,453
Veufs. . . .	235,778	466,258	702,036
Totaux. . .	5,146,763	5,204,237	10,351,000

Ainsi, il y a 30 ans, les gens mariés ne formaient pas, en Espagne, quatre dixièmes de la population. Les célibataires en constituaient bien plus de la moitié ; et les gens veufs environ un quinzième. Comme dans les autres pays de

l'Europe, il y avait plus d'hommes que de femmes non mariés; et au contraire, il y avait plus de femmes que d'hommes dans le veuvage.

Au total, quoique, sans doute, les mâles naquissent, comme partout ailleurs, en plus grand nombre, il y avait plus de femmes que d'hommes. La différence était comme 52 et 51.

Le cens général ne fait pas connaître la distribution de la population par âges; mais, nous trouvons, pour Madrid, cette division essentielle; elle remonte aux opérations cadastrales de 1793.

	Mâles.	Femmes.	Total.
	—	—	—
Au dessous de 16 ans.	17,641	17,042	34,683
— de 16 à 25. . . .	14,042	13,780	27,822
— de 25 à 40. . . .	23,697	20,811	44,508
— de 40 à 50. . . .	10,721	9,052	19,773
— de 50 et au delà. .	8,903	12,146	21,049
Totaux. . . .	75,004	72,831	147,835
Moines et nonnes. . . .	2,112	917	3,029
Colléges, hôpitaux.			7,222
Population totale.			158,086

Le nombre des enfans n'est pas considérable, signe certain que la population n'est pas rapidement progressive; il n'y en a qu'un sur quatre et un tiers, tandis qu'à Londres, ils forment le tiers de la population, et en Irlande presque la

4

moitié. A Paris, ils n'en constituent qu'un cinquième seulement.

La population virile, celle comprise entre 16 ans et 40, monte à 144,000 personnes, ou moins de la moitié du nombre total. A Londres et à Paris, villes d'activité et de mouvement, cette proportion est bien plus forte. Dans la première de ces capitales, cette classe forme sept douzièmes des habitans, et dans la seconde quatre septièmes.

Les personnes entre 40 et 50 ans font, à Madrid, un huitième du nombre total. C'est le même terme qu'à Paris et en France; à Londres, elles en font seulement le neuvième; et en Angleterre ainsi qu'en Écosse, le onzième.

L'âge mûr et la vieillesse contribuent également pour un huitième, à peupler Madrid. C'est bien moins qu'à Londres et à Paris, où ils forment du cinquième au quart de la population; mais, probablement, une partie de cette différence se retrouvait dans le chiffre des couvens et des hôpitaux, qui renfermaient un dixième des habitans de la métropole de l'Espagne.

Les mouvemens de la population de cette ville sont exprimés par les nombres suivans, tirés de deux recensemens manuscrits et inédits.

1788. Population. . .	156,270 habitans.			
— Naissances.	4,867	1	sur	32
— Décès.	3,915	1	—	40
— Accroissement. .	982	1	—	150
1797. Population. . .	157,152 habitans.			
— Naissances.	4,914	1	sur	32
— Décès.	4,441	1	—	34
— Accroissement. .	470	1	—	336

On voit que, vers la fin du dernier siècle, la fécondité de la population de Madrid égalait seulement, pour ainsi dire, les pertes que lui faisait éprouver la mortalité. Quoique le climat soit salubre, les décès variaient d'un quarantième à un trente-quatrième, et même nous les trouvons portés jusqu'à un vingt-neuvième par quelques statisticiens. Ces termes sont rapprochés de ceux des villes d'Italie; et sans aucun doute, ils peuvent être modifiés favorablement par des améliorations sociales d'autant moins difficiles à exécuter, que la capitale de l'Espagne ne rassemble pas dans son sein, comme Londres et Paris, une masse immense d'habitans qui échappe à toute coercition bienfaisante.

SECTION IV.

AGROUPEMENT DE LA POPULATION.

Un témoignage positif du haut degré de la civilisation en Espagne, il y a dix-huit siècles, nous a été conservé par Pline (1), qui nous a transmis le nombre des villes existant alors dans la Péninsule. En voici le tableau :

	Tarragone.	Bétique.	Lusitanie.	Tot.
Colonies.	12	9	5	26
Villes municipales. . .	13	18	1	32
— avec priv. latins.	18	29	3	50
— libres.	»	6	»	6
— alliées.	1	3	»	4
— tributaires. . . .	135	120	36	291
Totaux.	179	185	45	409

(1) Pline, lib. 3, c. 3 et 4; lib. 4, c. 35.

Ce nombre de villes était alors fort considérable, et manisfestait une agglomération d'hommes très-grande, comparativement aux autres pays du monde ancien civilisé. En effet, on sait, par Strabon, que la république de Carthage ne possédait en Afrique que 300 villes (1). L'Asie proprement dite, cette région si favorisée de la nature, n'en avait pas plus de 500, lors de la domination des Romains (2). La Gaule, dont le territoire était alors de 64 millions d'hectares, se vantait, au rapport de Josèphe, d'avoir 1200 villes; mais, au cinquième siècle, elle n'en comptait que 115, ayant un territoire, un sénat et des assemblées du peuple (3). Enfin l'Angleterre lorsque, sous Honorius, elle fut séparée de l'empire romain, n'avait que 92 villes, ou une seulement pour 114,000 hectares. L'Italie était dans ce temps l'unique contrée de l'Europe dont la population fût condensée dans un grand nombre de villes; elle en avait 1197, suivant Elien (4), sous le règne d'Alexandre-Sévère. C'était une ville pour 25,000 hectares, ou 12 lieues et demie carrées, ce

(1) Strabon, lib. 17, p. 1189.

(2) Josèphe, lib. 2, cap. 16.

(3) Tacit. Ann., lib. 3; Josèphe, lib. 2, c. 16.

(4) Elien, lib. 9, cap. 16.

qui est davantage que de nos jours en France et dans les Iles Britanniques.

Aujourd'hui, la population de l'Espagne est distribuée entre :

4,617 cités, villes et bourgs. Un par 4 l. carr.
12,732 villages. }
10,580 hameaux. } Un par lieue carrée.

27,929 lieux habités. Un par une lieue 1/3 carrée.

On compte :

	Cités.	Villes.	Villages.
Dans la nouvelle Castille.	6	754	382
— la Catalogne.	14	283	1,806
— l'Estramadure.	7	228	94
— l'Andalousie.	39	450	320
— l'Aragon.	12	239	688
— la Biscaye.	4	176	446
— la Galice.	7	74	3,424
— Léon.	6	539	2,005
— la Navarre.	9	145	675
Totaux.	104	2,888	9,840

Ces provinces ont une surface de 13,162 l. carrées, faisant presque les trois quarts de l'Espagne. Chacune de leurs 3,000 villes ou cités

correspond à 3 lieues carrées et $\frac{1}{10}$ du territoire. Il y a un village par lieue et un tiers carrée; et au total 12,832 lieux habités ont, l'un pour l'autre, un territoire d'un peu plus d'une lieue carrée.

Ce nombre est considérable et s'accroît encore d'une foule de hameaux et de bourgades. Les géographes espagnols comptent jusqu'à 84,459 lieux habités dans le royaume; mais ils y comprennent 28,950 auberges, maisons de poste ou chaumières isolées, et 18,972 paroisses dont une multitude sont réunies dans les villes, jusqu'à plus de 25 ou 30.

Le recensement de 1788 fait connaître que les 15 premières villes de l'Espagne ne contenaient ensemble que 600,000 habitans, ou le 16e de la population totale. Il ne faudrait en France que six ou sept villes, même en excluant Paris, pour donner une pareille masse de population.

Un tableau de la répartition des habitans du royaume entre les villes et les campagnes a été dressé, en 1826, par Minano; nous en tirons les nombres suivans:

Provinces.	Hab. des villes.	Hab. des camp.	Totaux.	Prop. des h. des villes à la pop. totale.
	—	—	—	
Andalousie. . . .	608,000	935,000	1,543,000	deux 5^e
Murcie..	179,000	279,000	458,000	deux 5^e
Baléares.	98,000	152,000	250,000	un 3^e
Malaga.	300,000	808,000	1,108,000	deux 7^e
Valence.	255,000	793,200	1,048,000	un 4^e
Nouvelle Castille.	301,000	1,314,000	1,615,000	un 4^e
Catalogne.	219,000	906,000	1,125,000	un 5^e
Aragon.	123,000	647,000	770,000	un 6^e
Biscaye, Guipuscoa	45,000	300,000	345,000	un 7^e
Navarre.	34,000	238,000	272,002	un 8^e
Estramadure. . . .	86,000	584,000	670,000	un 8^e
Léon..	98,000	979,000	1,077,000	un 11^e
Vieille Castille.. .	70,000	990,000	1,060,000	un 15^e
Galice.	114,000	1,687,000	1,801,000	un 16^e
Asturies.	22,000	398,000	420,000	un 19^e
Totaux. . . .	2,532,000	11,010,000	13,562,000	un 5^e
	Ecclésiastiques. . . .		150,000	
	Population totale.. .		13,712,000	habitans.

Si l'on compare cette distribution de la population espagnole entre les villes et les campagnes, avec celle qui existe en France, on reconnaît d'abord qu'il n'y a point de provinces dans la Péninsule dont la moitié des habitans réside dans les villes, comme dans nos départemens du Nord, de la Vendée, de l'Hérault, du Var et de Vaucluse.

La population urbaine la plus grande est celle de l'Andalousie et de Murcie; elle égale deux

cinquièmes du tout, comme dans le Gard, l'Arriége, le Morbihan, le Rhône. Dans les îles Baléares, un tiers des habitans demeure dans les villes, comme dans la Nièvre, le Haut et le Bas-Rhin. Le gouvernement de Malaga en a deux septièmes, comme la Seine-Inférieure. Valence et la Nouvelle Castille en ont un quart, comme Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais, la Moselle, l'Aude, l'Ain, la Loire-Inférieure et beaucoup d'autres. Léon et la Charente-Inférieure ont une même proportion, un onzième. Aucun de nos départemens n'a moins d'un 13ᵉ de ses habitans dans ses villes; c'est la Creuse qui présente ce minimum; mais, en Espagne, ce terme descend dans la Vieille Castille à un 15ᵉ, dans la Galice à un 16ᵉ, et dans les Asturies à un 19ᵉ.

Il est fort remarquable que l'agroupement de la population est huit à dix fois plus considérable dans les provinces formant l'ancienne domination des Maures, que dans celles habitées par les races provenant des Ibériens et des Visigoths. On retrouve, dans cette différence extraordinaire, l'effet du penchant des peuples de l'Orient à la sociabilité, et les habitudes d'isolement des peuples du Nord, obligés par la stérilité du sol de leurs pays primitifs, à se disperser sur de vastes surfaces.

En résumé, quoique, dans les parties septen-

trionales de l'Espagne, l'agroupement de la population soit même inférieur à celui qui existe en Russie, en Suisse, en Norwége, le terme total pour le royaume entier se rapproche de celui qu'offrent la France et les Iles Britanniques, où un quart des habitans vit dans les villes ; et il est au moins aussi élevé qu'en Prusse et dans le reste de l'Allemagne.

Si l'on calcule la population des 230 villes principales de l'Espagne, on trouve que chacune a environ 5,000 habitans, comme en France, en Italie et en Suisse. Mais il y a cette différence immense, qu'en France il y a l'une de ces ville par chaque étendue de 16 lieues carrées du territoire, et en Italie une par 24 ; tandis qu'en Espagne, chacune d'elles répond à une surface de 82 lieues carrées.

Ce pays est mieux partagé du côté de l'agroupement des habitans dans l'intérieur des villes. On y comptait en 1803, 1,949,577 maisons d'habitation, et ce nombre doit maintenant s'élever à 2,500,000. C'est seulement pour chacune six locataires, comme en Angleterre, en Ecosse, en Hollande, et même à peu près comme en France, où 5,525,000 maisons avaient, en 1821, 5 $\frac{1}{4}$ locataires chacune. Il en est tout différemment dans les contrées du Nord, où la nécessité de vivre autour d'un foyer rassemble une grande quantité de per-

sonnes sous un même toit. Il y a dans la Russie d'Europe 17 locataires par maison; dans le Tyrol, dix; en Hongrie, neuf; dans l'empire d'Autriche, huit; etc. Les mœurs orientales introduites par les Arabes dans le midi de l'Espagne, et qui éloignaient autrefois les étrangers de l'intérieur des familles et surtout des femmes, ont dû contribuer à borner ainsi à un nombre très-restreint les locataires de chaque maison habitée

Dans les villes, la distribution de la population est ainsi qu'il suit :

Madrid, ...	1817	138,000 hab.	7,398 mais.	18	loc. chacune.
Barcelone . . .	1808	111,000	10,767	10	
Séville.	1817	96,000	12,820	8	

Ces proportions dépassent considérablement le terme moyen indiqué ci-dessus; mais ce sont ici les plus grandes villes de l'Espagne, les plus populeuses, les plus commerçantes. Encore l'agglomération de leurs habitans est-elle bien inférieure à celle qu'offrent les grandes capitales de l'Europe. Par exemple Berlin a 28 locataires par maison; Paris, Vienne et Prague, 36; Varsovie, 40, etc. Londres est la seule métropole des temps modernes qui n'ait dans chacune de ses maisons que 10 habitans.

La diminution progressive de ce nombre est un signe manifeste de l'amélioration des habitudes sociales.

SECTION V.

DIVISION DE LA POPULATION D'APRÈS LA DIVERSITÉ DES RACES ET CELLE DES CULTES.

Les races anciennes et celles du moyen-âge, dont la population de l'Espagne tire son origine, sont singulièrement nombreuses et variées ; en voici la nomenclature.

Races indigènes.

Bœticiens	habitant	l'Andalousie, Grenade.
Lusitaniens	—	le Portugal.
Celtibères	—	l'Aragon.
Lacétaniens	—	la Catalogne.
Cantabres	—	la Biscaye, les Asturies, la Navarre.
Vacciens	—	Léon.
Callaiciens	—	la Galice.

Races exotiques.

Phéniciens	habitant	le litt. de la Méditerran.
Grecs	—	Cadix, Lisbonne.
Carthaginois	—	Aragon, Galice, Andalousie, Murcie, Valence.
Romains	—	25 colonies, compren. toute la Péninsule.
Vandales	—	Andalousie.
Suèves	—	Galice, Biscaye, Asturies.
Alains	—	Castille, Portugal.
Goths	—	presq. toute l'Esp.; leur capit. était Tolède.
Arab. ou Maures	—	Andalousie, Murcie, Tolède, Grenade, Cordoue, Séville, Valence, Jaën, etc.
Normands	—	Lisbonne, Séville, Cadix;

ils furent chassés par les Maures, qui furent eux-mêmes vaincus et expulsés par les descendans des Goths, après une domination de 372 ans.

Tous ces peuples vinrent en Espagne, des pays les plus éloignés, attirés par la richesse de son territoire, la beauté de son climat, et poussés par une irrésistible fatalité.

Les Grecs provenaient des colonies ioniennes

de l'Asie-Mineure et des îles de l'Archipel; ils fondèrent Cadix, Malaga, Cordoue.

Les Tyriens, qui s'établirent le long des côtes de Valence et de la Catalogne, venaient de la Syrie.

Les Carthaginois, qui envahirent d'abord le littoral espagnol de la Méditerranée, et y bâtirent Carthagène et Barcelone, provenaient de l'Afrique septentrionale.

Les Romains sortirent de l'Italie.

Les Vandales, qui s'arrêtèrent dans la Bétique, étaient un peuple de la Scandinavie.

Les Suèves, qui s'emparèrent de la Castille et de la province de Léon, arrivaient des côtes de la Baltique, entre l'Oder et la Vistule.

Les Goths, qui entrèrent en Espagne, l'an 411, par la Catalogne, venaient des bords du Danube vers son embouchure, et en dernier lieu de la France méridionale, où ils avaient dominé la Provence; c'était un peuple d'origine asiatique, appartenant à la race des Scythes.

Les Alains, qui se fixèrent dans la Lusitanie, étaient sortis des steppes gisant entre le Don et le Volga.

Les Maures, qui envahirent l'Andalousie, en 711, sous la conduite de Tarif, provenaient, en dernier lieu, du littoral de d'Afrique septentrionale, le long de la Méditerranée; mais leurs

troupes avaient été levées dans toutes les parties du vaste empire des Califes. Ce furent des Arabes de Iémen qui s'établirent à Tolède; des Égyptiens qui occupèrent Murcie; des cavaliers syriens qui dominèrent Grenade; des Maures de Damas qui prirent Cordoue; des tribus de l'intérieur de l'Afrique qui se fixèrent à Jaën; etc.

Les croisemens multipliés de toutes ces races ont fait disparaître le type particulier de chacune d'elles dans plusieurs des provinces qu'elles ont autrefois habitées; mais il en est cependant quelques autres dont les traits caractéristiques dominent encore, et qui constituent les plus remarquables de ceux par lesquels le peuple espagnol est distingué des autres races de l'Europe.

Le type des nations celtiques, tel qu'il est encore conservé dans le Cornouaille, la Basse-Bretagne, le pays de Galles et quelques parties de l'Irlande, se montre dans les provinces d'Espagne avoisinant les Pyrénées.

Cette race est dominée dans la Biscaye et les Asturies par celle des Cantabres, qui n'a plus maintenant d'analogue en Europe, et qu'on suppose descendue, comme on le dit des Irlandais, de colonies phéniciennes, ou plutôt des Carthaginois.

La Galice conserve, dans ses habitans, un ca-

ractère physiognomonique très-spécial, qu'on attribue aux Suèves.

Les descendans des Visigoths habitent manifestement les deux Castilles, Léon et l'Aragon. On reconnaît en eux le croisement d'une race scandinavienne avec les Celtibères indigènes.

Dans les provinces méridionales, le mélange des peuples transmigrés du Nord, du Midi, et de l'Orient, a opéré une fusion des caractères particuliers de chacun d'eux. Cependant il en est deux qui prédominent. C'est le type de la race italique ou romaine, et celui de la race arabe.

La population de l'Espagne devant son origine à des races comptées parmi les plus belles de l'espèce humaine, et dont les croisemens ont été opérés par des armées qui sont toujours formées de la partie virile des nations, elle est douée de qualités physiques d'un ordre supérieur, et d'une intelligence naturelle dont la force et l'étendue la placent, sous ce rapport, au nombre des peuples de l'Europe les plus favorisés.

Malgré la multiplicité et la diversité des races d'où la population espagnole tire son origine, la Péninsule présente un phénomène qui n'a point d'autre exemple parmi les peuples modernes de l'Europe, celui de l'unité de croyance religieuse. Le culte catholique y règne exclusive-

ment ; et cependant, excepté la Grèce et la Turquie, il n'est aucun pays de notre continent qui ait été soumis, comme elle, à la religion la plus hostile au christianisme.

Lorsque les Maures entrèrent en Espagne, au commencement du huitième siècle, ils imposèrent aux provinces qu'ils conquirent successivement, le mahométisme qu'ils professaient. Ce devint la religion dominante, depuis le littoral de la Méditerranée jusqu'au pied des Pyrénées ; le catholicisme fut refoulé, avec les Visigoths vaincus, dans les montagnes des Asturies et de la Biscaye. Il fut même menacé jusqu'au sein de la France ; et, sans la victoire décisive de Charles-Martel, en 732, l'Europe entière allait être forcée d'embrasser l'islamisme. Néanmoins, *depuis* l'invasion de l'Andalousie par Tarif, en 711, jusqu'à la prise de Grenade en 1422 ; la religion de Mahomet fut, pendant sept siècles, celle des neuf dixièmes de l'Espagne. Lorsque la discorde entre les différentes tribus eut préparé la ruine de l'empire des Maures, et quand la bravoure et la persévérance castillanes l'eurent complétement consommée, le catholicisme, dont les conquêtes avaient été moins rapides, se trouva, dans la Péninsule, au milieu d'une population dont au moins la moitié était son ennemie implacable. Le pouvoir royal, dont les

intérêts étaient les mêmes que les siens, ne vit d'autres moyens de consolider ses succès que celui de détruire cette population dont l'existence pouvait un jour les compromettre. Toutefois, Ferdinand et Isabelle n'eurent point recours, comme Charles IX, à une Saint-Barthélemi; ils se bornèrent à expulser les Maures, au lieu de les massacrer; mais ils instituèrent l'inquisition, qui effectua en détail ce que fit en masse cette sanglante journée.

Ce tribunal fut manifestement, dans son origine, une institution politique dirigée contre la population maure, qui, toute vaincue qu'elle était, n'en était pas moins maîtresse du pays, de son industrie et de ses richesses. Il atteignit ce but par les mêmes moyens qui réussirent aux décemvirs de Rome et aux inquisiteurs d'état de Venise, pour soutenir une autorité tyrannique. Seulement, au lieu de tomber sous la hache du licteur, ou de mourir lentement sous les plombs du palais Saint-Marc, ses victimes furent brûlées vives.

Llorente, qui, en qualité de secrétaire de ce terrible tribunal, avait pu compulser ses archives, affirme, dans une lettre à M. Clausel de Coussergues, publiée en 1824, que, dans le cours de 277 ans, les effets de ses arrêts furent ainsi qu'il suit :

De 1481 jusqu'en 1788, il y eut :

34,382 condamnés brûlés en personne;
17,690 brûlés en effigie;
291,450 incarcérés, reclus et presque tous dépouillés de leurs biens.

Tot. 343,522 condamnations afflictives, faisant 1,240 chaque année, pendant deux siècles et trois quarts.

Lorsqu'après la disparition des Maures, l'inquisition cessa d'être une institution politique, et demeura seulement une cour judiciaire pour les affaires religieuses, le pouvoir immense qu'elle avait acquis s'exerça sur tous les dissidens, qu'elle qualifiait d'hérétiques et qu'elle poursuivait comme criminels. Nous apprenons par le même auteur que pendant les 46 ans du règne de Philippe V, les condamnations qu'elle prononça s'élevèrent à 14,086, faisant 306 pour chaque année, savoir :

1,574 sentences de condamnation au feu, exécutées;
782 — par contumace;
12,730 — infligeant, sous le nom de pénitences, des peines afflictives et infamantes.

L'inquisition fut abolie le 4 décembre 1808, lors de l'invasion des Français; les Cortès prononcèrent légalement son abolition, à Cadix, le 22 février 1813; elle fut rétablie, le 21 juillet 1814, lors du retour de Ferdinand VII; en 1822, elle fut abolie de nouveau, par les Cortès; et depuis elle n'a plus existé. Cette odieuse institution a duré 341 ans.

L'Espagne a payé chèrement l'avantage de ne plus être partagée entre deux religions et deux races ennemies. Ce pays a perdu, en chassant les Maures, un septième de sa population, et les plus actifs, les plus industrieux de ses habitans.

Comme si ce n'était assez de ce désastre, on avait déjà préludé à l'expulsion des Arabes, par le bannissement des juifs, qui, au nombre de 800,000, sortirent de la Péninsule, et portèrent leurs richesses en Orient, en Angleterre, et surtout dans les Pays-Bas.

SECTION VI.

DIVISION DE LA POPULATION D'APRÈS LA DIFFÉRENCE DES CONDITIONS SOCIALES.

Le recensement officiel exécuté en 1803 nous fournit les données suivantes sur la classification sociale de l'Espagne, à cette époque :

Classe	Détail	Total	Proportion
Clergé de cathéd. et des paroiss.	86,546	203,298	1 sur 50
Offic. de l'inq. et de la croisade.	8,659		
Clergé régul. — moines	69,664		
Clergé régul. — religieuses.	38,429		
Noblesse.		1,440,000	1 — 7
Employés civils et milit.		343,047	1 — 30
Avoc., notaires, étudians.		199,566	1 — 50
Administ., armée, marine.		590,000	1 — 18
Domestiques.		840,276	1 — 12
Commerçans.		103,017	1 — 100
Fabricans.		119,250	1 — 90
Artisans.		812,967	1 — 12
Laboureurs.		2,721,291	1 — 4
Journaliers.		2,893,713	1 — 4
Population totale.		10,268,000 hab.	

Savoir :

Population agricole. . .	5,615,000	1	sur	2
— industrielle. .	1,035,000	1		10
— productive. .	6,650,000	1		3
— improductive.	3,617,000	3		3

C'est de cette organisation sociale que sont sortis tous les maux qui affligent encore l'Espagne. En voici les détails.

1° Clergé. De tous les pays de l'Europe, excepté le Portugal, l'Espagne est celui dont le clergé a toujours été le plus nombreux, le plus riche et le plus puissant.

En 1619, Monçada estimait qu'avec les individus qui en dépendaient, les confréries, les familiers de l'inquisition, la Sainte-Hermandad, il formait du quart au tiers de la population mâle et adulte du royaume, ce qui supposait au moins 500,000 personnes, ou un habitant sur 12. Un passage de Gonzalès d'Avila, qui s'appuie sur un dénombrement, permet de croire qu'en 1623, on comptait 200,000 ecclésiastiques séculiers et réguliers, ou un 30e de la population. En 1740, Ustariz affirmait que cette proportion existait encore; et Bernard d'Ulloa répète la même assertion. Comme alors le nombre des habitans s'élevait à sept millions et demi, il devait y avoir 250,000 ecclésiastiques. Ils possédaient 50,000 feux, quantité qui donne, par

induction, le même résultat. Une instruction officielle de Martin Loynaz, administrateur de la ferme du tabac, établit qu'en 1747, il y avait, dans les provinces de la Castille, 5,846,000 habitans et 137,627 ecclésiastiques, ou un sur 42; et que dans les provinces d'Aragon, on avait recensé 1,584,804 habitans, et 42,420 ecclésiastiques, ou un sur 36. Au total, un sur 40.

En 1788, l'état du clergé espagnol était ainsi qu'il suit, d'après l'autorité de Beausobre, de Jovellanos, de Twiss et du recensement officiel.

8	Archevêchés.
48	Évêchés.
117	Cathédrales desservies par 520 ecclés.
19,683	Paroisses,
22,656	Curés et vicaires,
16,757	Acolytes et ordonnés,
10,873	Sacristains,
10,874	Abbés,
24,874	Bénéficiers.

2,050	couv. d'hommes,	cont. 67,777	moines.
1,028	— de femmes,	— 32,641	nonnes.
3,078	—	102,428	indiv.
3,169	— selon Beausobre.		

Plus :

2,705 Officiers de l'inquisition.

4,127 Syndics de la religion.
1,824 Officiers de la croisade.

Ces nombres portent:

Le clergé séculier à.....	88,428	199,512 eccl.
— régulier.......	102,428	1 sur 51 hab.
Les ministres subalternes.	8,656	

En 1803, cet état de choses était peu changé. Il y avait alors, d'après le recensement officiel de cette époque:

2,051 couv. d'hom. conten.	61,327 moines.
1,075 — de femmes. . .	31,400 religieuses.
3,126 couvens conten. . .	92,727 pers. cloîtrées.

Mais on comptait, en outre, un grand nombre d'institutions religieuses, desservies la plupart par des individus liés par des vœux.

2,231 hôpitaux.	168 colléges.
106 hospices	383 maisons d'études.
82 mais. de récl.. .	9,531 collégiales.
5,898 prisons.	7,347 mais. de pauvres.
67 maisons d'enfans trouvés.	

En 1826, dernière époque connue, le clergé était composé ainsi qu'il suit, d'après les recher-

ches de Minano, qui avait à sa disposition les documens officiels.

61 archev. et évêq.	17,411 bénéfic. supér.
2,363 chanoines. . . .	9,411 — inférieurs.
1,869 prébendiers. . . .	3,467 postulans.
16,481 curés.	11,300 ermites.
4,929 vicaires.	61,327 moines.
	31,400 religieuses.
Total	150,319 ecclésiastiques.

Savoir :

Clergé séculier.	57,892
— régulier.	92,627

Mais il y avait de plus :

15,015 sacristains, acolytes, etc.
3,225 serviteurs des églises.
20,346 laïcs remplissant diverses fonctions relig.
7,393 dames séculières.

Ce qui faisait au total 186,498 individus appartenant à l'église ou dans sa dépendance.

Cependant, en ne comptant que les ecclésiastiques proprement dits, on reconnaît une diminution gradative considérable dans le clergé espagnol. En voici les différens termes.

1740	250,000 ecclésiastiques.	1 sur	80 hab.
1747	200,000.	1	40
1768	176,000.	1	50
1788	199,500.	1	51
1803	203 300.	1	50
1826	150,520.	1	91

Ainsi, proportionnellement à la population, le clergé est réduit à la moitié de ce qu'il était au commencement de ce siècle, et des deux tiers comparativement à sa situation au milieu du siècle dernier. Il est fort remarquable que pendant les 35 ans écoulés de 1768 à 1803, au milieu des réformes de l'église, même à Rome, par les soins des papes, le clergé espagnol s'accrut en nombre, comme la population, et s'augmenta de 50,000 individus.

Les institutions et les établissemens religieux étaient prodigieusement multipliés, surtout dans certaines provinces. En 1788, on comptait qu'ils s'élevaient au nombre suivant :

	Paroisses.	Couvens.	Hôpit.
Vieille Castille.	4,555	394	
Galice.	3,683	98	31
Catalogne.	2,738	184	84
Léon.	2,460	196	28
Aragon.	1,396	228	21
Andalousie.	986	176	99

Biscaye.	720	101	57
Asturies.	688	23	13
Estramadure.	415	172	31

Ces établissemens étaient distribués ainsi qu'il suit à la même époque dans les principales villes :

	Habitans.	Paroisses.	Couv.
Séville.	80,268	30	84
Grenade.	83,000	23	40
Murcie.	60,000	11	19
Valence.	100,000	14	44
Madrid.	156,000	15	66
Malaga.	41,000	6	25
Cordoue.	32,000	14	44
Salamanque.	6,000	27	38
Ségovie.	8,000	25	20
Tolède.	25,000	26	30
Léon	6,000	13	10
Tortose.	10,000	5	10

Ainsi, douze villes peuplées de 500,000 habitans avaient 210 paroisses et 440 couvens; ensemble 650 églises, sans compter les chapelles, oratoires, etc. C'était une église pour 675 adultes.

Les seuls pays de l'Europe où le clergé ait été plus nombreux qu'en Espagne sont ceux ci-après désignés :

Turquie.. .	1 sur 20		Portugal 1788	1 sur 15	
Sicile 1827.	1	27	Rome. . .1760	1	10

Voici les comparaisons qu'offre le nombre considérable auquel le clergé s'élevait encore en 1826 :

Espagne, 1826.	1 sur	91
Portugal, 1822.	1	91
Italie, 1828.	1	200
Pays-Bas, 1820.	1	650
Russie et Pologne, 1815. . .	1	153
France, 1829	1	280
Angleterre, 1821 (tous les cult.)	1	350
Empire d'Autriche, 1820. . . .	1	610

Conséquemment, le clergé espagnol est deux à trois fois aussi nombreux que celui de l'Italie ou de la France, il y a cinq ans. Il est quadruple de celui d'Angleterre, et sept fois aussi grand que le nombre des ecclésiastiques dans les Pays-Bas et dans l'empire d'Autriche, proportionnellement à la population de ces pays.

Dans aucune autre partie de l'Europe, le clergé ne possède d'aussi grandes richesses qu'en Espagne.

Le cadastre, exécuté de 1766 à 1788, constata que dans les 22 généralités de Castille et Aragon, les revenus du clergé étaient ainsi qu'il suit :

Patrimoine.	11,740,000 f.
Maisons.	3,738,000
Terres	65,872,000
Bétail.	5,485,000
Salaires fixes. . .	3,080,000
Total. . . .	89,942,000

Proportionnément à l'étendue du territoire et à la population des autres provinces, ce revenu supposait que le clergé de tout le royaume recevait 150 millions chaque année, des seules sources que nous venons d'indiquer. Cette induction est confirmée par les données suivantes :

Le travail de la chambre des contributions, en 1809, fit connaître que la valeur totale du capital territorial de l'Espagne s'élevait à 12 milliards 500 millions de francs. Cabarus affirme que des recherches détaillées et basées sur des opérations cadastrales, constatent que le clergé possède le quart de ce capital, ou 3,125,000,000. Le produit à 4 pour cent donne 125 millions pour la propriété immobilière. Le bétail, les maisons des villes, ajoutant 20 millions et demi à cette somme, la portent presqu'au chiffre trouvé par d'autres bases de supputations.

Mais, outre le quart des biens fonds, le clergé

possédait, il y a peu d'années, et conserve encore presque intactes, différentes branches de revenu dont voici l'évaluation, d'après le ministre Martin de Garay et plusieurs autres économistes.

1° Dîmes. On estimait officiellement, en 1817, que, prises en masse, elles montaient, dans la Péninsule et les îles, à 700 millions de réaux, ou 189 millions de francs, réduits à 113,400,000 fr. par les frais de perception et les non-valeurs. Cette somme était répartie ainsi qu'il suit :

Dîmes pour la couronne. .	32,400,000 fr.
— pour le clergé . . .	81,000,000

2° Messes. On en dit 60,000 par jour; 21,000,000 par an; mais la moitié doivent être déduites, parce qu'elles sont établies par des fondations. Les 30,000 autres, à 4 réaux chacune, rapportaient 43,800,000 réaux. . . . 11,826,000 fr.

3° Sermons, 410,000 à 20 r. 8,200,000.	2,214,000
4° Rosaires, vœux, exorcismes, 2,000,000.	540,000
5° Droit d'étole, 30,000,000.	8,100,000
6° Produit des quêtes, images, besace, 34,000,000.	9,180,000

En résumé :

Les biens fonds du clergé équivalent à un revenu de. .	150,000,000 fr.
La dîme en produit un de. .	81,000,000
Le casuel.	31,860,000
Revenu tot. du clergé espag.	**262,860,000**

Cette évaluation se rapporte à l'état des choses il y a 25 ans; elle doit être considérablement au dessous de la vérité, attendu que le casuel s'est augmenté avec la population, et la dîme avec les produits du sol. Telle qu'elle est donnée par les documens authentiques de ce temps, elle montre que la part du clergé dans la fortune publique égalait au moins la moitié du produit net des terres et des édifices dans toute l'Espagne.

On sera moins surpris de cette immense richesse, en songeant qu'accumulée depuis des siècles par le clergé, elle s'accroît chaque jour des terres données aux églises, sous le nom de *Memorias*, pour dire des messes pour l'âme du donataire, et qu'elle reçoit une pareille augmentation des biens qui, sous le nom de *Cofradias*, sont voués à la Vierge et aux saints. En 1812, pour faire face à l'invasion des Français, on vendit pour dix millions de piastres de ces deux espèces de pro-

priétés; somme équivalente à 51,200,000 francs.

Néanmoins, dix ans après, Arguelles, l'un des économistes les mieux informés de la Péninsule, estimait que les terres possédées par le clergé, jointes à celles de la couronne, avaient une étendue d'un million et demi de fanègues, ou de 12,170,000 hectares, faisant 6,160 lieues carrées. C'est, à quelques lieues près, le tiers de la surface entière de l'Espagne. Ainsi, en parcourant ce pays, le voyageur traverse sur sa route, pendant une lieue sur trois, des propriétés domaniales ou ecclésiastiques; et ce sont en général, dit Arguelles, les plus fertiles et les mieux situées.

Minano portait, en 1826, le nombre des ecclésiastiques à 150,000; leur revenu s'élevant à 253 millions, donnait à chacun 1,750 *francs*. Mais, dans la réalité, il n'en était point du tout ainsi. Il n'y avait, en 1822, que 32,279 propriétaires ecclésiastiques: archevêques, évêques, bénéficiers, monastères des deux sexes. Ils avaient chacun, par un terme moyen, trois propriétés foncières, valant ensemble 14 à 15,000 f.

En France, le clergé avait, en 1789, tant en bien fonds qu'en dîmes, casuel et dons pieux, 405,000,000 de revenus, donnant moins de 1300 fr. à chaque ecclésiastique. Ainsi, proportionnellement à sa masse, le clergé espagnol est

plus riche d'un tiers en sus ; que ne l'était l'église de France à l'époque de sa plus haute opulence.

2° Noblesse. Elle est et fut toujours en Espagne la plus nombreuse de l'Europe. C'est là seulement qu'existe le singulier phénomène de populations entières, qui, telles que celles de la Biscaye et des Asturies, ont droit à réclamer une noble origine. Ces provinces ayant repoussé l'invasion des Maures, leurs habitans conservèrent la pureté de leur race, et furent anoblis en masse par les rois successeurs de la dynastie des Visigoths.

Les recensemens élèvent aux nombres suivans la classe des chefs de familles nobles, pouvant produire leur *executoria*, ou titres en bonnes formes :

1723 —	625,000 nobles	1 sur	12 habitans.
1768	722,794	1	12
1788	478,716	1	21
1826	403,382	1	34

Les provinces où les nobles étaient le plus multipliés, en comptaient les nombres ci-après, en 1788, il y a seulement 46 ans :

	Habitans.	Nobles.		
Biscaye	116,042	54,250	1 sur	2 hab.
Alava	74,000	12,161	1	6
Guipuscoa	120,716	50,512	1	2
Asturies	348,000	114,274	1	3
Totaux.	658,758	231,197	1 sur	3

Le clergé de ces provinces montait à 125,971 individus; il en laissait pour la population laïque 532,787. Le nombre des hommes était de 266,000, dont 231,000 étaient nobles; en sorte que 36,000 seulement étaient roturiers, et qu'il y avait sept à huit fois autant de gentilhommes que de bourgeois et de gens du peuple.

Mais la noblesse était bien plus nombreuse encore que ne le supposent les chiffres ci-dessus, qui ne comprennent que les titulaires, les chefs de famille. En y joignant les femmes, les enfans, qui réclamaient les avantages de leur origine, l'ordre entier était distribué ainsi qu'il suit dans les provinces de l'Espagne.

	Noblesse des deux sexes		
Bicaye. . .	350,739.	Presque toute la population.	
Asturies. . .	348,000. . . .	*idem.*	
Vieille Castille	438,108.	1 sur	3 h.
Navarre. . .	39,162. . . .	1	5
Léon. . . .	94,620. . . .	1	7
Aragon. . .	27,432.	1	24
Murcie. . . .	14,112. . . .	1	25

Nouv. Castille	38,094. . . .	1	25 h.
Estramadure.	11,172. . . .	1	36
Galice. . .	41,343. . . .	1	40
Séville. . .	18,186. . . .	1	42
Jaën. . . .	2,622. . . .	1	65
Cordoue. . .	2,997. . . .	1	85
Grenade . .	5,937. . . .	1	110
Manche . .	1,809. . . .	1	120
Valence . .	3,218. . . .	1	240
Catalogne .	3,798. . . .	1	300
Total	1,436,000 hab. . .	1 sur 7	

Dans ce tableau, on n'a porté chaque famille noble qu'à trois personnes, attendu le nombre considérable de célibataires que contenait cette classe.

Mais la noblesse espagnole était divisée en divers degrés, dont l'appréciation était fort différente. Il y avait autrefois les Hidalgos, Ricos-Hombres, Infanzones, Escuderos, Mesnadores, Cavalleros, Generosos, etc. En 1575, Belleforest comptait 20 ducs, ayant de 50 à 60,000 ducats de revenu; 20 marquis; 60 comtes de 10 à 20,000, et plusieurs ayant jusqu'à 50,000. La différence entre la valeur nominale de l'argent, dans ce temps éloigné, et sa valeur intrinsèque de nos jours, étant dans le rapport de 1 à 5, ce revenu s'élevait à 75 millions de francs, et, eu

égard au prix des choses, il équivalait à plus de 225. Sous Charles-Quint, Marianus Siculus prétendait que les seuls nobles titrés avaient ensemble 1,482,000 ducats de revenu; et les communes de Castille disaient, dans un mémoire présenté à ce prince, que, dans une étendue de cent lieues, entre Valladolid et Saint-Jacques de Compostelle, excepté trois villages, qui étaient au roi, tout le pays appartenait à la noblesse (1). Il paraît, par le témoignage des nombreux auteurs que cite Bovadilla, que ces immenses possessions avaient été données aux nobles par les rois de Castille, en récompense des services qu'ils avaient rendus dans la guerre contre les Maures. Aucune charge publique n'était supportée par ces biens. La noblesse possédait en outre une grande partie des édifices des villes; ce qui mettait les habitans dans sa dépendance immédiate.

La richesse de la noblesse espagnole était augmentée par celle des biens appartenant à trois ordres de chevalerie, qui lui étaient dévolus.

L'ordre de Saint-Jacques possédait encore, il

---

(1) *Rebus Hispanica. Politica para corregidores.* Amb, 1750, F. v. 1.

y a peu d'années, 87 commanderies, estimées 3,276,000 fr. Il y avait de plus 200 prieurés en Espagne et 60 en Portugal.

L'ordre de Calatrava avait 34 commanderies et 8 prieurés, valant 1,440,000 fr.

Et celui d'Alcantara avait 33 commanderies et 4 prieurés, qui valaient 960,000 fr.

Au total, pour 162 chevaliers, un revenu de 5,676,000 fr., dont l'estimation était, disait-on, fort au-dessous de la vérité. C'était pour chacun 35,000 fr. de rente.

La première classe de la noblesse possède d'immenses propriétés territoriales. On assure que les maisons de Médina-Celi, d'Albe, de l'Infantado, d'Acéda et quelques autres, ont des biens d'une étendue de 12 à 15 lieues. Les terres du duc de Berwick rapportaient, en 1787, un revenu brut de 472,190 francs, qui donnait net 386,000 francs de rente. Les biens du duc d'Albe produisaient annuellement deux millions, ceux du duc d'Ossuna 1,260,000, ceux du marquis de Penafield 1,200,000, etc. Le duc d'Arcos entretenait à Madrid 300 laquais et hommes de service. Enfin les familles d'Alba, d'Ossuna et de Médina-Celi possèdent encore la plus grande partie de l'Andalousie.

La noblesse titrée est fort peu nombreuse; elle ne dépassait pas, il y a dix ans, le nombre

de 1323 ducs, marquis, comtes et barons, ou un sur 10,000 habitans. En 1750, D. Vaissette ne comptait en Espagne que 84 fiefs, savoir : 37 duchés, 23 marquisats et 24 comtés. Aussi n'est-il point d'autre pays en Europe qui ait aussi peu souffert des institutions féodales, et du caractère qu'en avait reçu l'aristocratie. Une autre exception également honorable pour la noblesse espagnole, c'est qu'on lui doit les défenseurs les plus courageux de l'indépendance nationale et des libertés publiques, et que de son sein sont sortis une foule d'hommes éclairés et d'excellens citoyens.

La multitude des nobles sans autre titre que celui de Hidalgos, remplit les autres rangs de la société, en partage toutes les professions jusqu'aux dernières, et vit de ses labeurs, ayant pour tout avantage la satisfaction d'une origine qui parfois remonte aux premiers successeurs du roi Pélage.

Soit que les enseignemens de ce siècle aient dissipé les illusions de cet avantage stérile, soit que la guerre civile et étrangère ait détruit un grand nombre de familles nobles, ou les ait privées des titres de leur noblesse, il est certain que cette classe éprouve une diminution bien plus rapide encore en Espagne que dans les autres pays de l'Europe. De 1723 à 1768, pendant une

période de 45 ans, la noblesse espagnole s'accrut comme la population, et continua d'en former le 12e. Mais, en 1788, le recensement constata qu'elle avait perdu 244,000 individus; et la gazette de Madrid du 4 novembre 1789, en tira la conséquence que la population productive s'était augmentée d'autant. On prétendit que c'était uniquement le résultat des erreurs du cens; et cependant, en 1826, il s'est trouvé que la diminution de cette classe avait continué très-rapidement. A cette époque il n'existait plus que 403,000 nobles, au lieu de 478,000, et dans l'espace de 38 ans, 75,000 avaient cessé d'exister. En 1788, la noblesse ne formait déjà plus qu'un 21e de la population, c'est-à-dire presque moitié moins qu'en 1768; en 1826 elle en constituait à peine un 34e, ce qui, proportionnément au nombre des habitans, la réduit presqu'au tiers de ce qu'elle était au milieu du siècle dernier.

Ce décroissement remarquable serait bien plus grand encore, si l'on ajoutait foi à l'exactitude des recherches de Reffluès, qui assure qu'en 1808 il n'y avait plus en Espagne que 244,000 nobles.

En écartant ce nombre suspect, nous voyons, par ce qui précède, qu'en 1723 il y avait en Espagne un noble sur 12 habitans, comme en Prusse en 1817, en Pologne en 1822, et dans la

Turquie, en comprenant sous cette domination les Emirs, les Boyards, les Zaïms et les Timariots.

En 1788, il en existait un sur 21 habitans, comme autrefois à Milan et à Venise.

En 1826, on n'en comptait plus qu'un sur 34, proportion qui se rapproche de celle qu'offre la noblesse italienne.

Jamais en France les nobles n'ont été aussi nombreux; il y en avait, en l'an 1500, un sur 50 habitans; en 1700, un sur 80; en 1757, un sur 133; et en 1788, un sur 160.

Il est très probable qu'aujourd'hui la noblesse de l'Espagne fait au moins le dixième de toute celle de l'Europe.

3° Bourgeois. Si l'on en excepte l'Aragon, où l'établissement des fiefs fut général et s'est maintenu jusqu'à nos jours, les différens états dont la réunion forme l'Espagne, sont les premières contrées de l'Europe, où la participation aux affaires publiques s'étendit, au moyen-âge, à la classe moyenne désignée sous le nom de Bourgeoisie. La première mention des députés des villes aux Cortès de Castille remonte jusqu'à l'an 1188. Dans celles tenues à Burgos par le roi Alonso VIII, il y avait deux archevêques, deux évêques, 13 nobles, et les *majores* de 50 villes et cités de Castille. La plus nombreuse assemblée

des *Procuradores* eut lieu à Burgos, en 1315. Les villes y envoyèrent 185 députés; 98 villes y étaient représentées. L'admission des communes aux Cortès d'Aragon est encore plus ancienne; elle date au moins de 1162. On voit par des actes authentiques que les états de cette année furent composés d'évêques, de Ricos-Hombres, Cavalleros et Procuradores des cités et des villes. En 1283, les syndics des villes eurent séance aux Cortès de la Catalogne.

En Allemagne, les députés des villes impériales ne furent admis à la Diète Germanique qu'en 1293. En Angleterre, on n'a pas de témoignages de l'admission des bourgeois et des citoyens au Parlement avant 1265; et en France, la participation des députés des villes aux Etats-Généraux ne date que de 1303.

Ainsi, c'est en Espagne que prirent naissance les assemblées représentatives, où les communes eurent voix délibérante. Leurs libertés et leurs franchises remontent également à des époques antérieures à celles qu'elles ont dans les autres pays de l'Europe. Dès 1020, un établissement de conseil commun fut accordé par Alonso V à la ville de Léon; et les chartes des communes sont, au rapport de Marina (1), très-multipliées

(1) Marina. *Ensayo historico critico sobre la antigua le-*

pendant la dernière partie du onzième siècle et les douzième et treizième.

Le droit de voter appartint primitivement à tous les citoyens domiciliés dans les villes; mais, sous prétexte d'éviter le tumulte, il fut réservé dans la suite aux corporations.

Les Cortès votaient l'impôt; et un acte solennel, passé en 1465, à Médina-del-Campo, prescrit qu'il ne sera levé aucune taxe sans leur consentement préalable. Cette loi fut exécutée jusqu'à Charles-Quint, qui l'éluda d'abord et la viola ensuite; elle fut détruite par Philippe II, et l'Espagne fut gouvernée despotiquement.

Ce fut l'institution des Cortès, appuyée de l'affranchissement des communes et des privilèges des villes, qui empêcha ce pays de rester au delà du onzième siècle sous le joug de la féodalité, comme tous les états du nord de l'Europe. Le peuple n'y fut jamais réduit complétement à la servitude, par le pouvoir des nobles; et ce ne fut qu'à l'avénement de la maison d'Autriche qu'il perdit entièrement ses libertés.

Les députés des villes, qui faisaient partie des assemblées générales et provinciales de l'Espagne, recevaient des instructions de leurs élec-

---

gislacion de los reynos de Leon y Castilla. Madrid, 1808.

teurs; ils étaient défrayés par leurs constituans, des dépenses qu'ils faisaient pendant leur session. Leur nombre varia continuellement selon les temps et les localités. Dans la dernière réunion des Cortès, en 1822, il y avait un député pour 70,000 habitans, en supposant seulement dix millions et demi d'habitans à la Péninsule.

C'est à peu près la même proportion qui existe en France, entre la population et le nombre des membres de la chambre des députés.

La bourgeoisie, qui comprenait une grande partie des habitans des villes, représentés aux Cortès par des députés, semble avoir formé anciennement un corps aussi nombreux que la noblesse. Elle n'est point distinguée séparément dans les derniers tableaux de recensement; mais cependant on peut arriver, par une induction immédiate, à connaître de combien d'individus elle est composée.

En 1826, on comptait qu'il y avait en Espagne trois millions d'habitans ayant un domicile élu, savoir: 2,552,000 dans les villes et 448,000 dans les campagnes. Dans ce nombre, il y avait 1,440,000 nobles; et conséquemment environ 1,560,000 bourgeois de tout sexe et de tout âge. C'était du huitième au neuvième de la population. On distinguait dans cette classe:

5,883 magistrats et avocats,
9,683 notaires,
13,274 procureurs et autres employés dans l'administration de la justice,
4,346 médecins,
9,772 chirurgiens, } 17,990.
3,872 apothicaires,
27,243 fonctionnaires et employés,
6,824 négocians ou marchands en gros,
5,899 artistes,
364,514 propriétaires cultivateurs.

451,310 chefs de famille.
1,128,275 femmes et enfans, à raison de trois et demi par famille.

1,579,585 bourgeois ou domiciliés.

4°. Population agricole. Elle se composait principalement, en 1826, des classes suivantes :

364,504 propriétaires cultivateurs,
527,423 fermiers,
805,235 laboureurs,
25,530 propriétaires de troupeaux,
113,628 bergers célibataires.

1,836,320 chefs de famille et autres.
6,777,140 femmes et enfans.

8,613,460 individus formant la population agricole.

5°. Population industrielle.

6,824	négocians et marchands en gros,
18,851	marchands en détail,
489,493	manufacturiers et ouvriers des fabriques.
515,168	chefs de famille.
1,803,088	femmes et enfans.
2,318,256	individus formant la population industrielle.

6°. Prolétaires.

Leur nombre est rendu immense par la concentration des biens fonciers dans les deux ordres du clergé et de la noblesse. A la fin du dernier siècle, on comptait en Espagne :

276,000 domestiques	ou 1	sur 37	habitans.
140,000 vagabons	1	70	
100,000 contrebandiers	1	100	
40,000 douaniers.			
22,000 familiers de l'inquisition.			
36,000 pauvres mendians.			
80,000 pâtres.			
2,000 forçats sur les galères.			
700,000 prolétaires ou un sur 13 habitans.			

Ces derniers nombres sont donnés par Ustariz

et Campomanès. En 1760, Monçada estimait à 3 millions le nombre des habitans de l'Espagne, qui ne portaient pas de chemise, parce qu'ils manquaient d'argent pour en acheter. Ortis a recherché combien il existe dans la Péninsule de classes de vagabonds, et il en a trouvé 40, qui sont désignées par autant de noms spécifiques consacrés dans la langue espagnole. On voit en effet, dans l'histoire civile du pays, que c'est un mal invétéré. Dès 1351 une ordonnance du roi Pierre ordonna aux communes de fournir du travail aux mendians, et prescrivit contre ceux-ci la peine du fouet, s'ils s'y refusaient. En 1387, une ordonnance royale mit les vagabonds à la disposition des citoyens, qui reçurent le droit de leur infliger un mois de travail. En 1400, la municipalité de Tolède prescrivit de couper les oreilles aux mendians, et même de les tuer. Sous Charles-Quint, il est question, dans toutes les Cortès, de moyens pour diminuer ou éteindre la mendicité. On voit par des ordonnances du 15ᵉ au 17ᵉ siècle, qu'ils volaient les enfans et les estropiaient pour exciter la compassion. Cependant les secours qu'ils recevaient étaient immenses. Les corporations pieuses de Séville leur donnaient au 17ᵉ siècle, 7 millions de réaux, et 12 millions leur étaient distribués par les sociétés de Madrid, Salamanque, Grenade et de la

Galice. Campomanès estimait en 1788, que chaque pauvre coûtait à l'état 300 réaux de dépenses par année. En 1803, 7,347 maisons étaient destinées à les recevoir ; si chacune en contenait seulement dix, leur nombre total devait être double de celui qui existait 40 ans auparavant.

Cette misère publique, qui met sans cesse aux prises une partie de la société, a sa première cause dans la trop grande concentration des propriétés. Les biens territoriaux sont dévolus exclusivement en Espagne à la couronne, aux familles nobles, à des fondations pieuses, au clergé, aux communes, ils sont immenses, indivisibles, inaliénables, et à tout jamais préservés, par les vieilles coutumes du pays, de mutations, de vente et de partage. La grandeur des possessions fait attacher le plus bas prix aux terres arables, et protége un système funeste de fermage, par lequel on laisse inculte un tiers du sol, tandis qu'une partie du reste demeure en jachère. L'extinction des familles nobles ajoutant leur héritage à celui de leurs collatéraux, favorise l'extension des propriétés territoriales, et multiplie les inconvéniens qui en résultent. Le gouvernement a cherché vainement à s'y opposer ; un édit antérieur à 1700 défend la réunion de deux majorats ; et depuis 1760, un grand nombre d'ordonnances ont été rendues à ce sujet, mais

pendant long-temps sans aucun effet utile.

Cet état de choses semble cependant avoir éprouvé quelque amélioration dans ces derniers temps; la culture en s'agrandissant a répandu plus d'aisance dans les classes laborieuses. La multitude des mendians a diminué avec la source des charités qui les entretenaient à la porte de chaque monastère. La population a cherché dans les localités des moyens de subsistance et de travail; et par exemple, le dernier recensement porte la classe des pêcheurs à 16,247, et celle des marins à 13,238, non compris l'armée navale, qui employait 14,000 matelots.

En résumé, on peut, par une approximation générale, exprimer ainsi qu'il suit la division de la population par classes, en remarquant toutefois qu'il se trouve des doubles emplois inévitables, dans les masses dont ces chiffres indiquent l'étendue.

Noblesse,	1,440,000 indiv.	1	sur	9h.
Bourgeoisie,	1,579,000	1	—	9
Popul. agricole,	8,613,000	2	—	3
— industrielle,	2,318,000	1	—	6
Tot. gén. en 1826,	13,950,000 habitans.			

Sous le rapport de la propriété foncière, la population est ainsi partagée:

Noblesse titrée,	1,323 indiv.
Propriétaires ecclésiastiques,	32,279
— territoriaux cultivateurs,	364,504
— de troupeaux,	25,530
Total des propriétaires fonciers,	423,636

On peut admettre, avec vraisemblance, que chaque chef de famille, propriétaire, a, comme en France et comme le clergé espagnol lui-même, trois propriétés. S'il en est ainsi, le territoire est divisé en 141,212 biens fonds, dont l'étendue moyenne est, pour chacun, d'environ 265 hectares.

En comptant pour chaque famille quatre personnes et demie, y compris son chef, on peut porter aux nombres suivans les individus qui participent, en Espagne, à la propriété territoriale :

Noblesse titrée,	5,953 ind.
Hidalgos, bourgeois, roturiers,	1,755,153
Total des propriétaires de la noblesse et des communes,	1,761,106
— du clergé,	150,000
Total général.	1,911,106

A ce compte, le nombre des individus participant en Espagne à la propriété territoriale,

formerait deux quinzièmes de la population; il y aurait une personne de cette classe sur 7 habitans et demi. La distribution égale du territoire assignerait une vingtaine d'hectares à chacun de ceux qui prennent part à sa propriété.

Ces termes placeraient l'Espagne parmi les pays dont la population et l'industrie agricole sont les plus favorisées par la répartition du sol, ainsi que l'indique le tableau suivant, qui expose le nombre d'individus participant à la propriété territoriale dans chaque pays de l'Europe, et le rapport de ce nombre à l'étendue du territoire.

		Nombre d'indiv. participant à la propriété territor.	Leur rapport à la popul.		Leur rap. à l'étend. du pays.
		—	—		—
					Hect.
France	1820	15,000,000	1 sur	2	3 1/2
Pays-Bas	1807	1,800,000	1	3	3 1/3
Suisse	1817	600,000	1	3	7
Italie	1825	4,023,000	1	5	7 1/2
Danemark	1824	240,000	1	6	15
Espagne	1826	1,911,000	1	7 1/2	19
Suède et Norwége	1815	360,000	1	10	200
Portugal	1818	372,000	1	10	18
Grèce et Turquie	1825	1,095,000	1	10	45
Autriche	1802	1,950,000	1	14	45
Russie et Pologne	1815	2,610,000	1	18	160
Prusse	1815	600,000	1	20	43
Allemagne	1825	336,000	1	40	75
Iles Britanniques	1811	150,000	1	135	200
Europe septentrionale		8,046,000	1 sur	16	83
— méridionale		22,271,000	1	7	21
Europe entière		30,317,000	1	7	28

La stérilité du sol et les lois féodales sont les causes de l'immense étendue de territoire qui revient, dans les pays du nord de l'Europe, à chaque personne de la classe des propriétaires territoriaux; les héritages n'y sont jamais divisés; et, pour donner une grande richesse, il faut qu'ils soient extrêmement vastes. Il n'en est point ainsi dans les contrées méridionales; et l'Espagne semble se confondre avec elles par les termes qu'elle présente dans ce tableau, où l'on voit que le septième ou le huitième de la population participe à la propriété territoriale. Mais en réalité l'état des choses est bien moins avantageux, par l'effet de l'excessive inégalité qui existe dans la distribution des biens entre les diverses classes de propriétaires, ce qu'indiquent les chiffres suivans :

			Étendue des propriétés.
Noblesse titrée. . . .	5,953	155,953 indiv.	24,800,000 hectares.
Ecclésiastiques.. . .	150,000		
Hidalgos, bourgeois, roturiers.	1,755,000	—	12,400,000

D'où il suit que les deux premières classes ont, pour chacun des individus qui les composent, 160 hectares, comme les Boyards moscovites et les nobles polonais, avec cette différence que si leurs terres ne sont pas plus productives que les steppes de la Russie, elles sont cepen-

dent aussi fertiles que les champs de la Lombardie, et sont situées sous un ciel semblable, non moins propice aux efforts d'une agriculture intelligente et perfectionnée.

Les classes inférieures de propriétaires n'ont, comme en Suisse, que sept hectares par personne; et, de même que dans ce pays, les rochers, les ravins, les réduisent de moitié; car c'est dans le voisinage des Pyrénées que gisent les petites propriétés, tandis que les grandes s'étendent dans les belles plaines de la Castille et de l'Andalousie.

CHAPITRE III.

AGRICULTURE.

SECTION I.

CÉRÉALES.

Osorio supposait dans les temps de la prospérité de l'Espagne, que la moitié de la surface de ce pays, ou 18 millions d'hectares étaient ensemencés chaque année, savoir : 12 millions en froment et en seigle, et six millions en orge ou en avoine. L'hectare rapportait, selon lui, dix hectolitres de blé, ou le double en espèces inférieures de céréales; et la moisson entière donnait 120 millions d'hectolitres de froment ou de

seigle, et une égale quantité d'orge et d'avoine. Cet immense produit devait nourrir, à raison de trois hectolitres par personne, trente millions d'habitans, avec une quantité proportionnée d'animaux domestiques. Tous ces nombres sont étrangement exagérés, et pour les rapprocher de la vérité, il faut les diminuer des deux tiers.

Le recensement de 1803 portait aux quantités exprimées ci-après, les produits de la culture des céréales :

	Hectolitres.	
Froment.	17,160,000	moitié du tout.
Orge.	8,321,000	un 4e
Seigle.	5,626,000	un 6e
Avoine, maïs, riz.	3,619,000	un 10e
Total.	34,726,000	hectolitres.

Cette quantité, réduite par la défalcation des semences, à moins de 30 millions, ne donnait, à raison de 3 ½ hectolitres par personne, qu'une masse de céréales inférieure de plus de six millions à celle qu'exigeait pour sa consommation une population de 10,350,000 habitans. Il y avait conséquemment en Espagne, il y a 33 ans, un déficit annuel s'élevant au 5e de la quantité des grains nécessaires à ce pays; et plus de deux millions de ses habitans devaient vivre précairement, et subsister en grande partie de l'impor-

tation étrangère. Aucun autre état de l'Europe, pas même la Norwége, dont le sol est glacé la moitié de l'année, n'était exposé à une si triste nécessité et aux chances d'une si grande détresse.

Ces supputations expliquent le haut prix des céréales dans les marchés d'un pays dont le climat est si favorable à leur production, et où le travail des hommes est réduit à sa plus faible valeur. Nous emprunterons à un rapport officiel, fait au parlement d'Angleterre (1), le tableau suivant, dont nous transformons les chiffres, pour rendre les comparaisons plus faciles; on y voit le prix du blé, au marché de Médina-de-Rio-Seco, dans le royaume de Léon, au mois de mai de chaque année.

	Prix de la fanègue de froment.	Prix de l'hectolitre.	
1793	32 1/2 réaux.	16 fr.	56 c.
1794	40	19	44
1795	44	20	51
1796	38 1/2	18	72
1797	37 1/2	18	24
1798	62 3/4	30	51
1799	36 1/2	17	75
1800	29	14	10

(1) Bullion Report Parlem., nº 32.

	Prix de la fanègue.	Prix de l'hectolitre.	
	—	—	
1801	43 réaux.	20 fr.	90 c.
1802	65 $\frac{3}{4}$	31	95
1803	61	29	65
1804	155	75	33

Ainsi, tels étaient en Espagne le nombre et l'étendue des fluctuations du prix des blés, par l'effet de la nécessité de confier à l'étranger l'approvisionnement d'une grande partie de la population, que, dans l'espace de douze ans, la valeur du froment dépassa quatre fois le double de son *minimum*; ce qui produisit un état de disette pendant un tiers de cette période, ou autrement, pendant une année sur trois. Il est évident qu'à l'une de ces époques, la disette devint famine; puisque le prix du blé s'éleva à plus de cinq fois sa valeur dans les bonnes années.

En estimant d'après la période dont nous avons indiqué les prix, la valeur des blés qui étaient alors nécessaires à l'Espagne pour compléter les produits de ses moissons et pourvoir à sa consommation, on trouve que les six millions d'hectolitres de blé manquant annuellement à celle-ci, devaient coûter, au prix moyen de 24 fr. 50 cent. chacun, 147 millions de francs. C'étaient les trois quarts de la valeur des métaux précieux que fournissaient les mines de l'Amérique. Les

richesses qui provenaient de cette source abondante servaient en grande partie à ces énormes achats; elles dispensaient le sol fertile de la Péninsule de nourrir ses habitans; et ceux-ci pouvaient, aux moyens des trésors qu'apportaient chaque année les galions, rester plongés dans l'inertie, tandis que le laboureur du nord de l'Europe travaillait pour eux.

On peut apprendre, en consultant le cens officiel de 1803, jusqu'à quel point étaient encore bornés, à cette époque rapprochée, l'étendue de la culture des céréales en Espagne, et conséquemment le travail et l'industrie agricoles. Cabarrus estime que chaque fanègue de terre ensemencée rapporte en ce pays cinq fanègues de grains. La mesure de froment ainsi appelée équivaut à 4 boisseaux et demi, pesant ensemble 44 kilogrammes; les cinq fanègues en pèsent 220. La surface qui les produit a 2,588 mètres carrés : ainsi l'hectare contient un peu plus de 4 fanègues de terre, et rapporte en Espagne, d'après l'autorité du savant économiste que nous venons de nommer, 881 kilogrammes de blé, qui font moins de 12 hectolitres. A ce compte les terres en rapport avaient seulement une étendue de 2,900,000 hectares, ou 1468 lieues carrées, faisant environ un 13e de la superficie du pays. En supposant que, d'après les anciens

usages, les terres semées en froment fussent soumises à l'assolement triennal, leur produit, qui s'élevait à 17,100,000 hectolitres, faisant connaître qu'elles avaient une surface de 1,425,000 hectares, leur étendue la plus grande, avec les jachères, n'excédait pas 4,275,000 hectares ou 2,161 lieues carrées; elle n'égalait pas un 9e du territoire espagnol.

Un domaine agricole aussi borné laissait inculte 14 à 15,000 lieues carrées; et pour trouver dans la Péninsule une plaine longue d'une lieue semée en céréales, il fallait en traverser huit en vaine pâture, en bois de chênes verts ou de liéges entremêlés rarement par des vignes, des mûriers, des oliviers, et quelques champs qui rapportaient du chanvre ou du lin.

L'Espagne, privée par l'insurrection de ses colonies d'Amérique, du riche tribut qu'elles lui payaient annuellement, a dû demander au sol fertile de ses provinces les céréales qu'elle avait achetées jusqu'alors de l'étranger, avec les métaux précieux du Mexique et du Pérou. La guerre civile et l'invasion des Français ont tiré ses populations de leur assoupissement; elles en ont renouvelé les habitudes, changé les intérêts, et elles ont détruit, avec les hommes et les institutions, une partie des abus qui y trouvaient leur soutien. De cette grande conflagration, si féconde

en calamités, sont sorties du moins d'heureuses modifications de l'ancien ordre de choses. La plus importante de toutes est l'immense extension des cultures, qui suppose nécessairement que l'amour du travail a commencé parmi les habitans des campagnes à vaincre la paresse qu'inspirent les climats chauds, et qui dans les contrées méridionales est un obstacle puissant à toutes les améliorations sociales.

Les termes numériques ci-après feront connaître l'étendue de ces progrès agricoles, qui semblent être restés inconnus à l'Europe.

Depuis plusieurs années, l'Espagne fournit entièrement à sa consommation de blé; et même elle a exporté, en 1829, 632,000 hectolitres de froment, valant 12 millions et demi. La moitié de cette quantité a été vendue à l'Angleterre, un 6e à la France, et le reste, réduit en farine, a passé dans les colonies de Cuba et Porto-Rico.

D'après Miñano, la population s'élevait, en 1826, à 13,712,000 habitans; nos supputations portent à près de 120,000 personnes son accroissement annuel. C'est, pour huit années, 960,000 individus; ce qui permet de croire qu'il y a maintenant en Espagne plus de 14 millions et demi d'habitans. La consommation annuelle des grains étant au moins de trois hectolitres et demi par tête, la production actuelle doit fournir les quantités suivantes :

Consommation de la populat.	50,750,000 hect.
Exportation à l'étranger. . . .	632,000
Sem. à rais. d'un. p. 5 de prod.	10,276,000
Total	61,658,000 hect.

C'est presque le double de la quantité de grains que produisait l'Espagne en 1803, d'après le recensement fait à cette époque; et l'on ne peut estimer à moins de 33 millions d'hectolitres l'accroissement qu'ont éprouvé les récoltes de ce pays, à la fin d'une période de 30 ans.

Les terres en rapport, qui n'avaient autrefois qu'une étendue de 2,900,000 hectares, occupent maintenant une surface de 5,137,000, ou 2,350 lieues carrées; ce qui forme un accroissement de territoire agricole de 1082 lieues carrées. Au lieu d'égaler à peine le 9e de la superficie du pays, elles en constituent presque deux *septièmes*. Environ 2,223,000 hectares ont été gagnés sur l'immense désert des terres incultes de la Péninsule.

Il est douteux qu'aucun autre état de l'Europe ait fait d'aussi grands et d'aussi rapides progrès pendant cette même période, toute *féconde* qu'elle ait été en prodiges de toute espèce.

Si l'on ajoute foi à l'exactitude des nombres affirmés dans une histoire de l'invasion de l'Espagne, publiée en 1818, sous l'autorité du gou-

vernement, et dont la rédaction avait été confiée à une commission d'officiers réunis à Madrid, l'importation des céréales étrangères fut, pendant la durée de la guerre, de 70 millions de quintaux équivalant à 46 millions d'hectolitres. La nécessité de ce secours immense suppose que la plus grande partie des terres arables étaient restées en friche, et que la consommation des blés du dehors avait doublé ou triplé pendant ces temps malheureux. Ainsi la tâche d'en effacer les tristes vestiges était encore plus grande que ne la laissent supposer ces calculs; et il n'a pas fallu moins que toute la persévérance espagnole pour accomplir cette œuvre, digne du souvenir et des éloges de la postérité.

Dans ces supputations, nous avons estimé la consommation annuelle de chaque habitant à trois hectolitres et demi de froment, faisant 262 kilogrammes et demi, ou 536 livres, poids de marc, qui donnent par jour moins d'une livre et demie de pain. Ce terme se rapproche beaucoup de celui fixé, par Miguel de Zabala, dans un mémoire adressé en 1734 à Philippe V. Ce publiciste y porte la consommation individuelle à six fanègues de froment, qui équivalent, à raison de 44 kilogrammes 0554 chacune, à 264 kilogrammes et un tiers, faisant 540 livres pesant. L'habitude des bouillies de farine répandue en Espa-

gne comme en Portugal, et l'accroissement de la consommation du pain, par l'effet du défaut de viande, doivent faire un minimum de cette estimation, toutes les fois que la prospérité publique permet aux besoins de la population de se satisfaire pleinement.

SECTION II.

BÉTAIL ET TROUPEAUX.

Le recensement de 1803 portait aux nombres suivans le bétail et les troupeaux de l'Espagne :

			Rapp. à la popul.
Bêtes à corn. 1,000,000 Veaux. . . . 1,680,000	2,680,000	1 p.	$5\frac{1}{4}$ hab.
Moutons.	12,000,000	1	$1\frac{1}{5}$
Porcs.	2,100,000	1	5
Total.	16,780,000	1	$1\frac{1}{2}$
Chevaux.	140,000	1 p.	71
Mulets.	214,000	1	50
Ânes.	236,000	1	45

Le bétail et les troupeaux devaient, d'après des proportions connues, donner annuellement à la consommation les quantités de viande ci-après :

	Poids net.	Livres.
143,000 bœufs à .	350 liv.	50,050,000
240,000 veaux. .	50	12,000,000
2,400,000 moutons.	20 1/2	48,800,000
1,050,000 porcs.. .	100	105,000,000
3,833,000 animaux.		215,850,000
		ou 98,317,000 kilogr.

La population de l'Espagne étant alors de 10,351,000 habitans, la consommation annuelle de la viande ne s'élevait guère pour chaque personne au-delà de 20 livres, dont la moitié en porc, un quart en bœuf et l'autre quart en mouton.

En 1826, les progrès faits en Espagne pendant dix ans de paix avaient augmenté les nombres du bétail et des troupeaux de ce pays ; et Minano rapporte qu'ils étaient alors ainsi qu'il suit :

	Au clergé.	Aux propriétaires.	Totaux.
Bêt. à cornes.	215,334	2,729,551	2,944,885
Moutons. . .	1,894,371	16,792,788	18,687,159
Porcs	177,131	2,551,152	2,728,283
Totaux.	2,286,836	22,073,491	24,360,327

Ainsi, le clergé possédait un dixième du bétail et des troupeaux. Il y avait :

Une tête de bétail par	12 hect.	1 pour 5 hab.
Un mouton.	2	1 1/3 1
Deux porcs.	14	1 4

Total. Un animal pâturant par hectare 1/2. Et deux pour chaque habitant.

Ces animaux peuvent fournir pour la consommation générale du pays les quantités de viande ci-après désignées, le 7e des bêtes à cornes étant envoyé annuellement aux boucheries le 5e des moutons et plus de la moitié des porcs.

Nombre d'animaux.			Quantité de viande.
			liv.
244,500	bœufs à . .	350 liv.	85,575,000
176,200	veaux . . .	50 . .	8,810,000
420,700	bêt. à cornes.		94,385,000
3,740,000	moutons. .	20 1/3	76,047,000
1,364,000	porcs.	100 . .	136,400,000
5,524,700	anim. donnant net. .		306,832,000
		ou	150,195,000 kilogr.

Pour 13,953,000 habitans, ces animaux fournissaient la consommation individuelle que voici exprimée :

	Liv.	Kil.
Bœuf / Veau	$6\frac{6}{10}$	3,376
Mouton	$5\frac{5}{10}$	2,695
Porc	$9\frac{7}{10}$	4,698
Total.	22	10,769

Minano porte aux nombres suivans les bêtes de trait, de charge ou de monture :

	Au clergé.	Aux propriétaires.	Totaux.
Chevaux.	38,972	361,523	400,495
Mulets.	16,679	206,967	223,646
Totaux.	55,651	568,490	624,141

Le clergé possédait le 10ᵉ des chevaux, et le 13ᵉ des mulets de l'Espagne.

Il y avait au total, un cheval pour 33 habitans et un mulet pour 60. Proportionnellement à la population, le nombre des chevaux a plus que doublé, en l'espace de 26 ans, si toutefois le chiffre donné par Minano n'est pas exagéré. Celui des mulets semblerait au contraire être devenu moins considérable.

Les termes numériques relatifs au bétail et aux troupeaux offrent les résultats ci-après :

1° L'Espagne ne possède pas trois millions de têtes de bétail ; ce qui n'en fait qu'une pour cinq

habitans. Leur nombre s'est à peine augmenté depuis le siècle dernier.

2° Les moutons se sont au contraire multipliés prodigieusement; il y en a maintenant plus de 18 millions au lieu de 12, comme en 1803.

3° Les porcs sont très-nombreux; on en compte presque trois millions.

4° Comparés à l'étendue du territoire, les animaux pâturans sont très-peu multipliés, puisqu'il n'y en a guère que six millions pour 37 millions d'hectares; ce qui en donne plus de six pour chaque animal.

5° Les cinq millions et demi de bêtes à cornes, moutons et porcs, que le bétail et les troupeaux fournissent annuellement aux boucheries, donnent approximativement 306,832,000 livres de viande pour la consommation.

6° C'est pour chaque personne 22 livres *ou* 10 kilogrammes 76, savoir : un tiers en bœuf ou veau, un quart en mouton, et pour ainsi dire la moitié en porc.

7° Cette quantité, déjà si minime, est réduite considérablement par la quantité disproportionnée qui est dévolue au clergé. Les troupeaux et le bétail qui lui appartiennent, lui fournissaient en 1826 :

28,000 boeufs donnant.	9,800,000 liv. de viande.	
3,000 veaux.	150,000	
379,000 moutons. . . .	8,740,000	
88,500 porcs.	8,850,000	
498,500 animaux. . . .	27,540,000 l. de viande	

On comptait alors en Espagne 150,000 ecclésiastiques; ce qui faisait pour la consommation de viande annuelle de chacun d'eux près de 184 livres, ou huit fois et demie la consommation moyenne du pays.

8° Les 27 millions et demi de livres de viande, qui reviennent aux ecclésiastiques, sur la quantité totale consommée par la population en général, réduisent la part des 13,800,000 laïques à 279,292,000 livres; ce qui fait pour chacun d'eux 20 livres et un quart, au lieu de 22.

9° Ces aperçus sont confirmés par le témoignage de D. Ulloa, qui a prouvé d'après les relevés des documens publics, qu'en 1731 sur 1,049,956 livres de viande, consommées par la population de Séville, 520,524, ou près de la moitié, furent la part des monastères de cette ville, et 570,480 celle des habitans. Ceux-ci étant au nombre de 80,000, chacun d'eux consommait six livres de viande par an. Plus de 5,000 livres étaient consommées pendant la

même période, par chacun des 84 couvens et des 24 hôpitaux de cette ville, joints au clergé de ses 30 paroisses.

10° Cet état de choses n'avait éprouvé aucun changement à une époque récente. A Valence en 1818, sur 249,907 francs, que produisit le droit d'octroi sur la viande entrée dans la consommation de cette ville, on en restitua 132,644 au clergé qui, par conséquent, consommait bien plus dans ses 44 couvens, ses 10 hôpitaux et ses 14 paroisses que tout le reste de la population de cette ville, montant à cent mille habitans.

11° La consommation individuelle et journalière est tellement loin de s'élever à une once de viande, que la part revenant à chaque personne ne peut en fournir cette quantité que pendant dix mois et demi. Si l'on suppose que chaque repas dans lequel on mange de la viande donne lieu à une consommation d'une demi-livre, il doit s'écouler plus de neuf jours entre chacun de ces repas.

12° Si l'on admet plutôt que la classe aisée des habitans consomme une grande partie des 279 millions de livres qui restent pour la population, après le prélèvement de la part du clergé, et si l'on fixe à une demi-livre par jour la quantité nécessaire à chaque personne de cette classe, on trouve que 1,550,000 individus, ou seule-

ment un 9e de la masse du peuple espagnol, possèdent l'avantage d'une nourriture animale, et que 12 millions et un quart en sont presque totalement privés.

13° Cette disette extraordinaire ne date pas des anciens temps; car Murphy fait connaître une traduction des historiens arabes, qui rapportent que les 13,750 domestiques mâles entretenus par le sultan de Cordoue, dans son palais d'Azzahra, recevaient chaque jour 13,000 livres de viande, pour leur subsistance, sans compter la volaille et le poisson (1).

SECTION III.

QUANTITÉ ET VALEUR DES PRODUCTIONS NATURELLES; — PRODUIT BRUT TERRITORIAL ET PRODUIT NET, COMPARÉS A CEUX DES AUTRES PAYS DE L'EUROPE.

Le cadastre de l'Espagne, terminé en 1803, énumère ainsi qu'il suit les productions naturelles de ce pays :

(1) Murphy, p. 172.

	fr.
17,160,000 hect. de from. à 21.	360,360,000
17,566,000 — d'aut. céréales. .	175,660,000
34,726,000 hectolitres.	536,020,000
7,301,000 — de vin à 15. . .	109,322,000
3,600,000 — d'eau-de-vie à 40.	144,000,000
894,000 — d'huile à 100. .	89,407,000
14,685,000 kil. de lin et chanv.	14,685,000
48,000 — de coton d'Iviça. .	192,000
24,475,000 — de laine à 3. . . .	73,425,000
734,000 — de soie à 20. . . .	14,680,000
8,800,000 — de cuivr. fer, etc.	10,000,000
Produit du bétail, des troupeaux.	96,772,000
Autres produits naturels.	179,752,000
Valeur tot. des prod. bruts de l'ag.	1,268,455,000

Voici les résultats de ces termes numériques :

La production des céréales était inférieure, il y a trente ans, de plus de six millions d'hectolitres, ou un cinquième, à la quantité de grains nécessaire à la consommation annuelle de l'Espagne.

Les vignes donnaient un hectolitre de vin ou d'eau-de-vie par personne.

Chaque mouton fournissait deux livres de laine annuellement.

Chaque animal pâturant produisait un revenu brut de 5 fr. 60 cent.

La somme totale du produit brut du territoire montait à 1,268,455,000 francs.

La surface de l'Espagne étant de 37,300,000 hectares, le produit brut était pour chaque hectare de 34 francs, et à raison de 126 francs par habitant du royaume.

Pendant la période qui s'est écoulée depuis le cadastre, les progrès de l'agriculture ayant suivi ceux de la population, ou même les ayant notoirement dépassés, le produit brut du territoire, calculé à 126 francs par habitant, s'élève maintenant à 1,847,160,000 francs, pour une population de 14,660,000 âmes. Il s'est accru conséquemment de moitié en sus ; et l'hectare doit rapporter aujourd'hui, par un terme moyen général, près de 50 francs.

Le tableau suivant qui expose, d'après des données officielles ou authentiques, le montant du produit brut territorial dans les principaux pays agricoles de l'Europe, permettra d'apprécier, par des comparaisons, la valeur du sol de l'Espagne, et les succès de l'agriculture de ce pays.

		Produit brut du territoire.	Produit brut de l'hectare.	Produit brut par habitant.
		—	—	—
France. . .	1825	6,315,000,000	118 fr. 50 c	200 fr.
Iles Britan. .	1824	5,341,000,000	154	252
Autriche. . .	1824	4,108,000,000	48	130
Angleterre. .	1824	3,720,000,000	240	310
Espagne. . .	1803	1,268,000,000	34	126
Irlande . . .	1820	1,240,000,000	112	181
Prusse . . .	1817	1,200,000.000	40	96
Pays-bas . .	1816	680,000,000	110	113
Pologne. . .	1820	560,000,000	45	151
Ecosse . . .	1824	381,000,000	49	190
Wurtemb. .	1818	235,000,000	120	161
Espagne. . .	1834	1,847,000,000	50	126

On voit qu'il y a trente ans, le produit entier du territoire de l'Espagne égalait seulement celui de la Prusse ou de l'Irlande, quoique le premier de ces pays soit le plus stérile de l'Europe, et que la surface du second soit seulement d'un *tiers* de la Péninsule. Chaque hectare donnait à peine le quart de la valeur que rapporte en Allemagne, dans le Wurtemberg, la même étendue de terrain ; et l'agriculture en tirait trois ou quatre fois autant, en France et dans les Pays-Bas. En Angleterre, le produit était septuple.

Aujourd'hui, la masse des produits territoriaux doit s'approcher en Espagne de 1,847,000,000 de francs. Cependant la diminution du prix des céréales peut atténuer cette somme considérable-

ment. Mais cette modification est commune à presque tous les calculs du produit agricole des contrées de l'Europe, pendant ces vingt dernières années. Au demeurant, il est fort probable que l'hectare rapporte maintenant par un terme moyen de 45 à 50 francs, comme en Autriche, en Ecosse, en Prusse et en Pologne. C'est encore un minimum très-bas, dans une contrée dont les productions, telles que la garance, l'huile, la soie, le coton, ont une valeur vénale bien plus grande que les blés, les chanvres et les bois du Nord.

La connaissance positive du produit net territorial de chaque pays est fort difficile à acquérir. Cependant, à force de recherches et de travail, nous pouvons présenter une série de données inédites, exactes et importantes.

Les détails du cadastre rapporté dans l'ouvrage de Canga Arguelle (1), n'embrassent malheureusement que les provinces de Castille et d'Aragon; mais on peut en étendre les résultats à l'Espagne entière, en établissant des proportions d'après la surface et la population des pays cadastrés, comparés au reste du royaume. Voici les bases de ces rapports, telles que les donne le cens officiel.

---

(1) *Diccionario de Haciendo*. Article *Catastro*, etc.

	Étendue.	Population.
	—	—
22 prov. de Cast. et d'Aragon.	11,369	6,051,000
12 autres provinces	7,521	4,300,000
34 provinces	18,890	10,351,000

Le cadastre des 22 provinces constate que l'étendue des propriétés et leur revenu net étaient ainsi qu'il suit :

	Étendue.		Revenu net.
	—		—
	Hectares.	l. carr.	fr.
Propriétés ecclésiastiq.	840;000	425	11,760,000
— commun. .	15,786,000	7,991	220,666,000
Tot. des prop. territor. .	16,626,000	8,416	232,426,000
Terres doman. délaissées, routes, fleuves, rochers.	5,834,000	2,954	»
Total général.	22,460,000	11,370	232,426,000

Le même travail cadastral évaluait ainsi qu'il suit le revenu des édifices, du bétail et des troupeaux dans les 22 provinces.

Edifices appartenant au clergé.	4,058,000 fr.
— aux particuliers	68,062,000
Tot. du reven. de la prop. bâtie.	72,120,000

Produit net de 29,600 animaux domestiques appartenant aux particuliers. . . . 49,480,000
— de ceux du clergé. . . . 5,485,000

Revenu du bétail et des troup. . 54,965,000

En résumé :

Produit.	Clergé.	Laïques.	Totaux.
	fr.	fr.	fr.
Prod. net territorial. . .	11,760,000	220,666,000	232,426,000
— des maisons. . . .	4,058,000	68,062,000	72,120,000
— des anim. domest.	5,485,000	49,480,000	54,965,000
Totaux.	21,303,000	338,208,000	359,511,000

On voit, par ces termes numériques, que, dans les provinces cadastrées de l'Espagne, les propriétés territoriales ne formaient guère, il y a 30 ans, que les deux tiers de la surface totale du pays, et qu'elles étaient loin d'en égaler les trois quarts. Les terres domaniales, délaissées, vagues, stériles, jointes aux routes et aux eaux, en constituaient presque la troisième partie.

Dans les possessions des ecclésiastiques, des nobles et des bourgeois, l'hectare rapportait par un terme moyen environ 14 francs ; mais cette somme était réduite à 10, quand on embrassait dans ce calcul toute la surface des provinces de Castille et d'Aragon.

Le clergé avait, en terres productives, un vingtième de l'étendue et des revenus des biens territoriaux.

En déduisant de ces termes numériques ceux exprimant l'état général de l'Espagne, on *obtient*, au moyen des rapports proportionnels fournis par ces données, la valeur approximative des différentes branches du revenu territorial de la Péninsule, tel qu'il était en 1803.

Revenu.	Du clergé.	Des particuliers.	Totaux.
	fr.	fr.	fr.
Propriété territoriale. .	19,320,000	365,400,000	384,720,000
— bâtie.	6,900,000	117,312,000	124,212.000
Rev. de la prop. immob.	26,220,000	482,712,000	508,932,000
— du bétail. et des tr.	9,677,000	87,094,000	96,771,000
Tot. du rev. net territor.	35,897,000	569,806,000	605,703,000

Considérées sous le rapport de leur étendue, les propriétés étaient distribuées ainsi qu'il suit, entre le clergé et les nobles ou bourgeois.

	Étendue.		Revenu net.
	Hect.	l. carrées.	fr.
Propriétés territ. ecclés.	1,380,000	698	19,320,000
— communes. .	26,100,000	13,214	365,400,000
Tot. des prop. territor.	27,480,000	13,912	384,720,000
— des ter. dom., etc.	9,820,000	4,978	»
Totaux généraux.	37,300,000	18,890,000	384,720,000

Voici les résultats de ces faits numériques :

1° Cent cinquante mille ecclésiastiques séculiers et réguliers recevaient un revenu annuel de 26,220,000 francs des propriétés *productives*, qu'ils possédaient, savoir :

		Chacun fr.	c.
19,320,000	de leurs biens ruraux ou	128	50
6,900,000	de leurs biens des villes —	46	50
26,220,000	. . . .	175 ch.	
70,927,000	en biens fonds, occupés ou exploités par eux. . . .	473	
97,147,000	de rev. de leur prop. immob.	648	

2° Une population de 10,200,000 habitans avait un revenu annuel de 482,712,000 francs en propriétés immobilières, savoir :

		Chacun	
365,400,000 fr.	en biens ruraux. ou	35 fr.	80 c.
117,312,000	en propriétés bâties. .	11	60
482,712,000	de rev. des prop. immob.	47	40

Ainsi chaque ecclésiastique avait, par un terme moyen, 13 à 14 fois le revenu, donné par la propriété immobilière à chaque autre habitant de la Péninsule.

3° En ne tenant point compte de la distinction des classes sociales, on trouve que 10,351,000

Espagnols avaient un revenu annuel composé ainsi qu'il suit :

		Chacun
Rev. des prop. territ. . . .	384,720,000	37 fr.
— des propr. bâties. . . .	124,212,000	12
Rev. de la prop. immob. . .	508,932,000	49

4° La surface de l'Espagne étant de 37,300,000 hectares, le produit net de chacun n'excédait pas 10 fr. 30 cent. Mais il s'élevait à 14, quand on ne tenait point compte des terres domaniales et de celles sans propriétaires et sans *utilité*.

5° Le revenu que donnait la propriété bâtie égalait un tiers de celui du sol; proportion énorme, qui manifeste le haut prix de la main d'œuvre dans les constructions, et le faible produit que donnaient les terres.

6° Le bétail, les troupeaux, les animaux de basse-cour fournissaient un revenu de 96,771,000 francs. C'était à peu près trois francs par tête d'animal, et 10 fr. 40 cent. de revenu par habitant. Le clergé possédait un dixième de ce produit.

7° En masse, le produit net agricole, formé du revenu des terres et des bestiaux, montait à 481,492,000 francs, faisant moins de 46 fr. 60 c. par personne. Le clergé prélevait 29 millions sur cette somme; ce qui la réduisait à 468 mil-

lions et demi, pour la part des nobles et des bourgeois.

8° Le revenu territorial proprement dit, non compris le bétail, les troupeaux et les maisons, était distribué à peu près ainsi qu'il suit, d'après des données de Cabarrus, qui ne sont guère que des aperçus à quelques égards.

	Hectares.	l. carrées.	Revenu net.
32,279 étab. ecclés. .	1,380,000	698	19,320,000 fr.
1,323 famil. nobles. .	16,940,000	8,575	237,160,000
390,034 d'Hidal. bourg.	9,160,000	4,639	128,240,000
423,336 propriétaires.	27,480,000	13,612	384,720,000
ter. délaissées.	9,820,000	4,978	»
Total	37,300,000	18,890	384,720,000

8° Si l'on pouvait ajouter foi à l'exactitude de tous les termes numériques de ce tableau, l'étendue des possessions et le revenu net de chaque famille de propriétaires seraient ainsi qu'il suit en Espagne, selon la différence des castes:

Chaque famille.	Hectares.	Revenu.
Noblesse titrée chac.	12,700. . . .	180,000
Hidalg. ou bourg. . .	24. . . .	336
Établiss. ecclésiastiq.	43. . . .	602

10° La valeur du produit brut territorial montant à 1,268,455,000 fr., et celle du produit net à 481,492,000 fr., les frais de production étaient de 786,963,000 fr. ou plus de 62 pour cent.

11° Le tableau suivant, que nous reproduirons ailleurs avec plus de détails, permettra d'apprécier par diverses comparaisons, la valeur du produit net territorial de l'Espagne.

		Produit net du territoire.	Prod. net de l'hectare.	Prod. net par hab.
		—	—	—
France . .	1825	1,578,890,000	30	50
Iles Britan.	1824	2,400,000,000	69	114
Autriche .	1824	913,000,000	11	29
Angleter .	1814	1,860,000,000	124	155
Espagne . .	1803	481,492,000	13	46
Irlande . .	1820	413,000,000	34	59
Prusse . .	1817	548,758,000	18	44
Pays-bas .	1816	225,984,000	36	37
Pologne .	1820	140,600,000	11	38
Ecosse . .	1824	127,000,000	16	64
Wurtem .	1818	50,505,000	26	35

Ainsi le revenu net de l'hectare était inférieur en Espagne, il y a trente ans, à celui donné dans tous les autres pays agricoles de l'Europe, excepté l'empire d'Autriche et la Pologne. Ce faible produit était causé par l'immensité des terres restant en friche dans la Péninsule, et qui, dans les supputations de ce genre, sont comprises avec les terres productives.

12° Les frais de production et leur rapport au produit brut étaient ainsi qu'il suit dans les

pays compris dans les deux tableaux précédens.

	Frais de production.	Rapport au produit brut.
	fr.	
France. . .	4,736,000,000	les trois quarts.
Iles Britan.	2,941,000,000	plus de moitié.
Autriche. .	3,195,000,000	plus des 3 quarts.
Angleterre	1,860,000,000	moitié.
Espagne. .	786,000,000	plus de moitié.
Irlande . .	827,000,000	deux tiers.
Prusse. . .	651,000,000	plus de moitié.
Pays-Bas. .	419,400,000	trois quarts.
Pologne. .	419,400,000	trois quarts
Ecosse. . .	254,000,000	deux tiers.
Wurtemb.	184,500,000	plus des 3 quarts.

Ainsi à cet égard, l'Espagne était dans la condition de la Prusse et des Iles Britanniques, tandis que la France, les Pays-Bas, l'Allemagne méridionale, l'Autriche, la Pologne, moins favorisés que la Péninsule, par leur climat, et moins bien protégées que l'agriculture anglaise, par l'abondance des capitaux et le secours des machines, dépensaient en frais de production les trois quarts du produit brut, au lieu d'un peu plus de la moitié.

13° Si le prix du travail des exploitations agricoles n'a pas augmenté en Espagne pendant

les dernières années, la proportion qui existait en 1803, entre le produit brut et le produit net de ce pays, nous conduit à connaître le montant actuel de ce dernier. Il doit s'élever à 681 millions et demi de francs, et égaler le tiers de celui de la France et de celui de l'Angleterre proprement dite.

14° Ce terme suppose que les frais de production montent à près de 1100 millions ; et il permet d'établir les données suivantes comme exprimant, par approximation, l'état agricole et économique de l'Espagne, aujourd'hui et il y a 30 ans.

	1803.	1834.
	fr.	fr.
Prod. brut terr.	1,268,000,000	1,747,000,000
— net.	481,492,000	681,590,000
Pro. brut de l'hect.	34. . .	50
— net.	13. . .	17,50
— brut p. hab. .	126. . .	126
— net.	46,50..	46,50
Frais de prod. .	786,508,000	1,065,410,000

15° Un produit net de 17 à 18 francs par hectare place déjà l'Espagne à côté de la Prusse; et une répartition de 46 à 47 fr. de revenu territorial par habitant, la rapproche de la France.

L'ouverture de nouvelles communications, le

perfectionnement des moyens de transports, la vente et la division des terres domaniales, communales et ecclésiastiques, accroîtraient immensément ces progrès, et mettraient la Péninsule au rang qui lui appartient, parmi les pays agricoles les plus féconds, et les plus riches de l'Europe.

Ces mesures sont conseillées depuis deux siècles, par tous les économistes espagnols; et elles ont été réclamées à deux ou trois siècles de distance, par les dernières assemblées nationales du pays : les Cortès tenues sous Charles-Quint et celles sous Ferdinand VII. Leur nécessité est rendue plus pressante par la détresse du trésor public et par l'obligation de créer du travail et des moyens de subsistance pour une population qui s'accroît rapidement. L'honneur national est intéressé à ce que, dans un temps où les états de l'Europe luttent ensemble à qui fera les progrès les plus grands dans l'industrie agricole, il n'existe plus dans une contrée civilisée de déserts vastes, comme celui de la province d'Estramadure qui a 361 lieues carrées, et dont cependant les terres fertiles pourraient rapporter en céréales un produit de neuf pour un de semence.

Dans un pays auquel la Providence a départi de si grandes ressources agricoles, il est absurde,

impolitique, dangereux et inhumain de laisser un douzième de la population vivre misérablement de contrebande, de vol et de mendicité.

CHAPITRE IV.

MINES.

L'Espagne est renommée depuis trente siècles, pour les richesses métalliques de son territoire. Tous les peuples qui l'ont dominée successivement, en ont tiré de grandes quantités de métaux précieux.

Parmi les notions que nous ont transmises à cet égard les annales de l'antiquité, nous ne citerons que les faits numériques rapportés par les historiens romains. Comme ils se rattachent presque tous à des événemens publics d'une grande importance, et que la preuve en était indubitablement consignée dans les archives de la république, qu'ont pu consulter Tite-Live,

Polybe et Appien, aucun doute ne peut être élevé sur leur exactitude.

Lors de la prise de Carthagène par Scipion l'Africain, le trésor public eut pour sa part 18,300 livres d'argent monnayé, 276 coupes d'or, chacune d'une livre pesant, avec un nombre infini de vases d'argent.

Près de cette même ville était une mine d'argent, qui occupait, dit-on, 40,000 ouvriers, et qui rapportait journellement aux Romains 25,000 drachmes ou annuellement environ neuf millions de francs. Une autre mine, située dans les Pyrénées, fournissait aux Carthaginois, du temps d'Annibal, 300 livres pesant d'argent, par jour, ou 9,240,000 fr. par an.

Les seules provinces des Asturies, de la Galice et de la Lusitanie payaient annuellement au fisc un tribut de 20,000 livres d'argent, équivalant à 1,680,000 francs de notre monnaie. On sait que la livre romaine n'étant que de douze onces, elle pouvait valoir, en argent fin, 84 fr ; somme qui, selon les temps, était tout au moins d'une valeur quintuple, quand on la compare au prix actuel des choses.

Les consuls romains, qui conquirent les différentes parties de la Péninsule, en rapportèrent les valeurs suivantes, pour le trésor public.

	Livres d'argent.	Liv. d'or.	Arg. monnayé.
	—	—	—
Scipion. . . .	14,342	»	»
L. Lentulus. .	2,450	»	»
C. Lentulus. .	20,000	1,515	34,550 den.
L. Stérinius. .	50,000	»	»
Helvius. . . .	14,732	»	17,023 bigats.
Ossensus. . .	120,438	»	»
M. Fulvius. .	1,200	127	130,000 biga.
M. Acidinus.	26,300	202	»
Attinius. . .	24,000	166	»
Faberius. . .	»	155	173,200 p. d'O.
T. et S. Gracchus	60,000	»	2,400,000 sest.
Caton.	25,000	1,400	673,000 pièces d'argent.

Et en outre une livre d'argent à chaque soldat de son armée.

En réunissant ces contributions de guerre, on trouve qu'elles s'élèvent approximativement aux valeurs intrinsèques exprimées ci-après :

		Francs.
Lingots d'argent.	358,462 liv. rom.	30,110,000
— d'or. . .	3,565 —	4,149,000
Argent monnayé.		954,000
Valeur totale. . . .		35,213,000

Cette richesse est loin d'égaler sans doute celle dont on gratifie ordinairement ces temps éloignés. Mais cependant il faut remarquer qu'il

ne s'agit ici que de la part du fisc romain dans les contributions imposées aux anciens habitans de l'Espagne, ou réservée pour lui, dans le pillage de leurs cités. On voit, par l'exemple de Caton, que l'armée recevait officiellement une part aussi grande, indépendamment de ce que les généraux et les soldats s'appropriaient; et l'on peut croire, avec vraisemblance, que l'argent déposé dans le trésor public n'était pour ainsi dire qu'une dîme militaire, prélevée sur les richesses ravies aux peuples vaincus.

S'il en est ainsi, et si l'on considère que, quelle que fût la cupidité des vainqueurs, elle ne put dépouiller entièrement le pays de ses métaux précieux, il semble que l'Espagne, lors de sa conquête par les Romains, n'avait pas une quantité d'or et d'argent inférieure de beaucoup à celle qu'elle avait en circulation en 1782, à une distance de dix-huit siècles; mais à cette dernière époque, tout ce qu'elle en possédait, provenait du Nouveau-Monde, tandis qu'à la première les sables aurifères de ses fleuves et les filons argentifères de ses montagnes lui avaient seuls fourni cette grande quantité de métaux précieux.

Les termes numériques que nous avons tirés des historiens romains, permettent également de conjecturer :

1° Que dans la Péninsule lors de sa conquête

par les Romains, l'or n'égalait qu'à peine par sa quantité un centième de celle de l'argent;

2° Que le numéraire ne formait qu'un 35e de la valeur des métaux précieux, en lingots ou en objets d'orfévrerie.

D'où l'on peut conclure que quelque imparfaite que fût alors l'exploitation des mines d'argent à ciel ouvert, elle était cependant bien plus productive que le lavage des sables aurifères des fleuves[1], et que l'état de la société devait être alors bien peu avancé, puisqu'une aussi faible quantité de numéraire suffisait aux besoins des échanges et de la circulation.

Non seulement l'exploitation des mines de l'Espagne cessa complétement lors de la chute de l'empire romain, mais encore on perdit la trace du gisement de ces richesses métalliques; et le souvenir n'en fut plus conservé que dans des traditions locales, qui, par des exagérations et des circonstances merveilleuses, lui ôtaient toute croyance. Plusieurs fois, dans les deux derniers siècles, on entreprit de retrouver les anciennes mines d'or et d'argent exploitées par les Romains, et quelques tentatives furent faites pour tirer parti de celles qu'on découvrit. Toutefois l'ignorance ou la mauvaise foi des entrepreneurs, qui presque tous étaient des aventuriers étrangers, l'état arriéré de l'industrie dans la Pé-

ninsule, l'avidité du fisc et l'intervention défavorable des événemens publics firent échouer tous ces projets.

Les mines de fer des provinces septentrionales obtinrent plus de succès, attendu qu'elles avaient à satisfaire à des besoins pressans et continuels; et que leur exploitation, moins attrayante que celle des métaux précieux, n'entretenait pas comme elle, de fâcheuses illusions. Marchena rapporte qu'au commencement du dernier siècle le Guipuscoa avait 94 usines fournissant 100,000 quintaux de fer, et la Biscaye 180, qui en donnaient 80,000. Pedro de Médina assure que de son temps, ces deux provinces avaient 300 usines dont chacune produisait 1000 quintaux de fer ou d'acier; ce qui ferait pour le tout environ 15 millions de kilogrammes.

Le gisement des principales mines métalliques de l'Espagne est ainsi qu'il suit, d'après l'autorité de Bowlès, Larruga, Hoppensack et Haussseman.

Arsenic et Cobalt. Vallée de Gistan, Pyrénées orientales.

Antimoine. Santa-Cruz de Mudela, montagnes de la Manche, Santiago.

Zinc. Cazalla près de Cordoue, en Andalousie.

Fer. Mondragon dans le Guipuscoa, en Biscaye, en Catalogne, etc.

Étain. Ciervos près de Monterey, en Galice.
Plomb. Canjagar, dans la province de Jaen, Alpuxaras.
Cuivre. Rio Tinto, sur la frontière de Portugal.
Mercure. Almaden dans la Manche.
Argent. Guadalcanal en Andalousie, dans la Sierra Morena.
Or. On suppose que les mines dont les Romains tiraient, dit-on, 30,000 marcs d'or, étaient situées dans la Galice et les Asturies.

Hoppensack, qui explora en 1780 les mines de l'Espagne, a donné l'aperçu suivant de leurs produits, dans un ouvrage estimé, qu'il publia en 1796 à Weimar. Nous y joignons une estimation de la valeur des métaux qu'on en obtenait à cette époque :

		fr.
Mercure. . .	900,000 kilogr. .	4,500,000
Plomb. . .	1,600,000.	800,000
Fer.	9,000,000.	1,800,000
Cuivre. . .	15,000.	30,000
Antimoine.	300,000.	540,000
Zinc	125,000.	50,000
	Total	7,720,000

On assure, et il est vraisemblable, que les mines de l'Espagne fournissent maintenant une

quantité de produits double au moins de celle qu'elles donnaient, lors de leur exploration par Hoppensack. Dès 1803, la seule province de Guipuscoa avait fait de tels progrès dans l'exploitation de ses mines de fer, qu'elle en tirait annuellement 3,375,000 kilogrammes, estimés, au plus bas prix, à près de 700,000 francs.

On avait découvert dans les Asturies, de fort bonnes houillères, qui à cette époque donnaient déjà 900,000 quintaux de produits.

Dans un opuscule publié à Paris en 1825, on trouve l'indication d'un grand nombre de mines de l'Espagne dont l'exploitation a été commencée ou projetée. En voici le sommaire :

Mines d'or......	20
— d'argent....	48
— de plomb...	8
— de cuivre...	34
— de fer.....	16
— de mercure..	3
— de plombagine..	1
— d'antimoine....	2

Ces 132 mines sont loin de former la totalité de celles que possède la Péninsule; elles ne comprennent que les concessions faites récemment; et si l'on y joignait celles exploitées par le gouvernement ou d'autres propriétaires, et de plus

celles abandonnées, on pourrait aisément en quintupler le nombre.

L'existence des mines d'or et d'argent est environnée dans tous les pays du monde, de tant de déceptions, que nous ne voudrions pas garantir qu'il y ait en Espagne tout au moins 68 mines de ces métaux précieux, qui sont maintenant à exploiter. Mais, on ne peut faire le moindre doute que ce pays ne possède une abondance extraordinaire de mines de mercure, de fer, de cuivre et de plomb. La Péninsule est la seule région du midi de l'Europe qui puisse fournir ces métaux aux industries innombrables qui en font usage. Le travail de sa population étant infiniment moins cher que dans les contrées où la civilisation multiplie les besoins des hommes, elle peut leur trouver facilement de vastes débouchés, surtout en Angleterre et en France, où la consommation des métaux s'accroît chaque jour davantage.

L'intérêt bien entendu de l'Espagne exige donc qu'après les soins qu'elle doit à son agriculture, l'exploitation des mines devienne l'objet de sa sollicitude et des encouragemens d'un gouvernement attentif à tout ce qui peut accroître la prospérité publique.

CHAPITRE V.

INDUSTRIE.

L'Espagne a devancé tous les peuples de l'Europe dans la carrière de l'industrie. Les Maures y introduisirent, pendant leur longue domination, les sciences et les arts de l'Orient. Au quinzième siècle, Cordoue possédait, d'après les recensemens faits sous le roi Almansor, 80,455 boutiques, où se vendaient les produits des fabriques du pays et ceux apportés des pays lointains par le commerce du Levant.

Cette grande prospérité déclina rapidement après l'expulsion des Maures. En 1519, on comptait à Séville 16,000 métiers à soieries, et 130,000 ouvriers employés à cette fabrication et

à celle des tissus de laine. En 1673, le nombre des métiers était réduit à 405; en 1732, il s'élevait à 1,000; en 1740, il y en avait 462 grands et 1856 moyens ou petits.

Les draps de Ségovie étaient, en 1612, les plus beaux de l'Europe. On en faisait annuellement 25,500 pièces; 34,200 ouvriers étaient employés dans cette manufacture, qui consommait 4 millions et demi de livres de laine. Un mémoire de Valle de la Cerda montre que, sous Philippe II, les transactions qui se faisaient dans la seule foire de Médina s'élevaient à la somme de 155 millions d'écus. Townsend atteste qu'en 1788, il ne sortait plus des fabriques de Ségovie que 400 pièces de draps fort imparfaits.

Valence, qui rivalisait d'industrie avec ces villes, éprouva le même sort. Si l'on en croit Gaspar d'Escolano, elle avait autrefois 100 mille maisons. Mais, après l'expulsion des Maures, en 1609, sa population se trouva réduite progressivement, et ne comptait plus, en 1787, que 100 mille habitans dans son enceinte et 60 mille au dehors. Il y avait seulement sur ce nombre 2,658 ouvriers en soie qui tissaient 1,830,000 vares d'étoffe. Au total, toutes les fabriques n'employaient que 25,000 personnes et 900,000 livres de soie. C'était presque la moitié de la quantité totale mise en œuvre dans toute l'Espa-

gne, et qui était, en 1784, de 2,000,000 de livres seulement.

Les causes de cette décadence de l'industrie en Espagne, furent :

1° L'expulsion des Maures, qui formaient la plus grande partie de la population industrielle ;

2° Le monopole des manufactures royales, qui ne permet aucune concurrence ;

3° Les droits de toute nature, qui étouffent les nouvelles entreprises industrielles.

La couronne possédait, en 1788, des fabriques :

De drap, à Guadalaxara et à Brihuega ;
De porcelaine, au palais de Buen-Retiro ;
De cartes, à Madrid et à Malaga ;
De glaces, à Saint-Ildefonse ;
De papier, à Ségovie ;
De poterie, à Talavéra ;
De salpêtre, à Madrid et ailleurs ;
De bonneterie, à Val-de-Moro ;
D'armes blanches, à Tolède ;
De tapis, à Madrid ;
De draps d'or, à Talavéra, etc.

Il y avait en outre monopole pour l'eau-de-vie, les cartes à jouer, la poudre à canon, le plomb,

le mercure, la cire à cacheter, le sel, le soufre et le tabac.

Le privilége de la vente exclusive de ces objets et de plusieurs autres n'était affermé, en 1738, que 10,000,000 d'écus; et tel était le gaspillage des finances, que Miguel Zabala affirme, dans un mémoire adressé à Philippe V, que 70 millions, ou sept fois la somme qui entrait dans les coffres de l'état, étaient prélevés sur le peuple par les traitans.

Les impôts, qui pesaient particulièrement sur l'industrie, étaient d'une oppression intolérable.

La soie payait 14 pour cent de sa valeur à l'entrée de la ville de Séville, et autant lors de la première vente des étoffes. A Grenade, elle était taxée à 60 p. 100 avant d'être tissue.

En 1650, les droits de douane étaient de 10 pour 100; et souvent il y en avait plusieurs à payer pour faire arriver les matières premières ou les produits d'une province du littoral jusque dans l'intérieur du royaume.

Toute marchandise vendue ou échangée était soumise au droit d'Alcavala, qui était de 10 p. 100 payables par le vendeur.

Bernard d'Ulloa a calculé qu'un ouvrier fait annuellement, en 300 jours de travail, 1,200 varas d'un tissu appelé Manto. Les droits d'Al-

cavala et de Cientos égalent la valeur de 158 varres, estimées chacune à 8 réaux, et ensemble à 1264. C'est plus que l'ouvrier n'a pu gagner dans son année.

Les droits d'octroi aux portes des villes, ceux de transit aux limites des provinces, ceux levés sur les marchés par les corporations et les administrations municipales, rendaient impossible toute industrie.

Au lieu de 60,000 métiers en soie existant à Séville sous la domination des Maures, il n'y avait plus dans toute l'Espagne, en 1742, que 10,000 métiers pour tisser la soie et la laine. Ustariz, qui nous fournit cette donnée, estime que chaque métier en soie produisait annuellement une valeur de 10,000 francs, y compris celle de la matière première.

De nombreux projets et quelques tentatives furent faits à diverses époques pour remédier à des abus qui empêchaient le développement des branches de l'industrie les plus nécessaires à la population; mais généralement on s'appliqua plutôt à repousser les produits étrangers qu'à délivrer de leurs entraves les fabriques nationales; et les plus grands efforts de l'administration aboutirent à ajouter aux taxes qui pesaient sur elles, de nouveaux droits sur les objets de consommation que le commerce fournissait.

Le relevé le plus récent du nombre des manufactures et fabriques de l'Espagne est celui fait, en 1808, par Reffhuès. En voici le résumé, qui est inédit en français et peu connu.

Manufactures de draps et lainage.	78
— de toiles.	22
— de tissus de coton.	78
— de tissus de soie. .	95
— de glaces et verreries.	4
— de papiers.	13
Tanneries.	119
Forges.	8
Autres fabriques.	226
Total.	643

En 1803, la population industrielle de l'Espagne ne s'élevait qu'à 259,736 individus, formant seulement un quarantième du nombre total des habitans.

Le produit brut de leur travail était évalué à 284,626,000 : c'était près 1,100 fr. de produit individuel, y compris, bien entendu, la valeur des matières premières.

D'après ces données, si l'on supposait, contre toute vraisemblance, que l'industrie est demeurée stationnaire en Espagne pendant les 30 dernières années, il faudrait encore admettre qu'elle

s'est étendue comme la population, et dès-lors nombre des industriels s'éleverait maintenant à 373,000, et le produit brut de leur travail à plus de 403,000,000 de francs.

Ainsi, les manufactures et fabriques fourniraient annuellement pour 27 fr. 50 cent. de produits indigènes à chaque individu de la population de l'Espagne. C'est un contingent qui surpasse le quart de celui des produits agricoles; et cependant ce sont ceux-ci qui font la véritable richesse du pays; car, excepté l'Italie et quelques parties de la France, aucune contrée de l'Europe ne peut élever de concurrence avec l'Espagne, pour la production des huiles, des fruits, de la soie, du coton, des plantes tinctoriales et alkalifères; il en est très-peu qui puissent le disputer à ses vins et fournir autant de laine de qualités supérieures; tandis que l'industrie manufacturière de la Péninsule ne saurait lutter avec avantage contre celle des pays qui ont fait de plus rapides progrès dans les arts et dans les sciences, et qui possèdent une grande abondance de combustible et des moyens de communication et de transport dont l'Espagne est privée.

Malgré ces désavantages, l'état actuel des fabriques est tel qu'il alimente une partie des besoins immédiats de la population, et qu'il ne peut être dit maintenant ce que Campomanès

affirmait en 1775, que 8,000,000 d'habitans, sur 9,000,000, étaient vêtus de tissus de laine, de soie, de coton ou de lin, provenant des manufactures étrangères.

Le tableau suivant montre quelle est la situation industrielle de l'Espagne comparativement aux autres puissances manufacturières de l'Europe.

		Produit brut industriel.	Montant de ce produit par habitant.
		—	—
Iles Britann.	1833	3,725,000,000 f.	155 f.
Gr. Bretag..	1824	3,568,000,000	248
France. . .	1825	1,820,200,000	58
Emp. d'Aut.	1825	950,00e,000	30
Prusse.. . .	1825	560,000,000	40
—	1785	121,000,000	22
Espagne. . .	1803	284,625,000	27 50
—	1834	403,000,000	27 50

L'évaluation du produit industriel de l'Espagne, en 1834, est un minimum qui est probablement fort au dessous de la vérité; et ce pays doit être aujourd'hui très-rapproché de la Prusse pour la valeur en masse de ses marchandises manufacturées. Mais, relativement à sa population, leur distribution n'affecte, comme dans l'empire d'Autriche, qu'une participation d'une trentaine

de francs à chaque habitant. C'est moitié moins qu'en France, et le cinquième seulement de l'énorme valeur des produits industriels des Iles Britanniques, divisée par le chiffre de leur population actuelle.

CHAPITRE VI.

COMMERCE.

SECTION I.

COMMERCE ANCIEN.

L'ORIGINE du commerce de l'Espagne remonte jusqu'à l'époque des premiers progrès de la civilisation en Europe; elle se confond avec l'établissement de ces colonies grecques et phéniciennes, qui apportèrent aux populations celtiques les productions et les lumières de l'Orient. Près de mille ans avant le commencement de notre ère, les Tyriens, dont les vaisseaux par-

couraient déjà la Méditerranée dans toute son étendue, fondèrent à l'entrée de cette mer dans l'Océan, la ville de Cadix, qui bientôt comptera trente siècles d'existence. D'autres colonies du même peuple s'établirent le long des côtes de Valence et de la Catalogne, et bâtirent Malaga, Abdère et Cordoue. Les expéditions parties de Rhode et de Za[illegible] [illegible] l'origine des villes de Rhodia et de Sagonte, nommées aujourd'hui Rose et Murviédro. Les Carthaginois suivirent la route ouverte par les Phéniciens leurs ancêtres; et [illegible] ans avant J.-C. ils possédaient déjà de nombreuses cités, dans les îles Baléares, en Andalousie, et sur le littoral de Murcie, de Valence et de la Catalogne. Leurs célèbres généraux Amilcar Barca et Asdrubal y fondèrent les villes de Carthagène et de Barcelone.

Une navigation active, animée par les intérêts politiques et commerciaux, lia les uns aux autres les ports de l'Espagne et ceux de toutes les rives de la Méditerranée. Des flottes carthaginoises, romaines, vandales, visigothes, mauresques, castillanes furent préparées successivement dans les villes maritimes de la Péninsule, le long des côtes de la Méditerranée; et l'on peut juger de l'étendue des ressources qu'on y trouvait par la grandeur des armemens qui s'y firent à différentes époques. Lorsqu'au mois de mai

428, les Vandales abandonnèrent l'Espagne pour aller conquérir l'Afrique, 80,000 personnes avec leurs bagages et leurs animaux domestiques, s'embarquèrent sur les navires préparés à Gibraltar, pour cette grande invasion... Lors de son expédition contre Tunis, Charles-Quint rassembla dans les ports d'Espagne 300 navires, qui prirent à leur bord 25,000 hommes d'infanterie et 2000 chevaux. Quand, au commencement du 17e siècle, Philippe III expulsa les Maures, on put réunir, sur les seules côtes de Valence, un nombre suffisant de galères pour en déporter à la fois 150,000 à la côte d'Afrique. Les expéditions parties successivement des autres points du littoral quadruplèrent cette désastreuse émigration. Enfin la flotte qui, sous le nom pompeux d'Invincible Armada, fut dirigée par Philippe II contre l'Angleterre, et que la tempête détruisit dans la Manche, était composée de 150 voiles, et portait 30,000 marins ou soldats. Les vaisseaux qui l'escortaient étaient armés de 1600 canons de bronze, et de 1050 en fonte.

Tous ces moyens de transport avaient été créés par le commerce, et ils manifestent quelle était son étendue.

Les grandes vicissitudes qui soumirent l'Espagne à la domination de plusieurs peuples ou de différentes dynasties, dont l'empire s'étendait

à des régions distantes et diverses, firent varier singulièrement la nature du commerce et des relations maritimes de ce pays. Dès l'enfance des sociétés européennes, les Phéniciens et les Grecs de l'Asie mineure lui ouvrirent des communications avec Tyr et les colonies Ioniennes, qui étaient les centres du commerce de l'Orient. Carthage étendit ses rapports à l'Afrique, et Rome à tout le monde alors connu. Quand la civilisation romaine eut péri, l'Espagne fut la première contrée de l'Europe qui éprouva les heureuses influences du rétablissement du commerce. La domination des Maures appela dans ses villes maritimes les navires de l'Egypte et de la Syrie, qui était le siége de l'empire des califes ; son agriculture, régénérée par ses nouveaux maîtres, lui fournit abondamment les moyens d'acheter les productions du Levant ; et les 80,000 boutiques qui existaient à Cordoue sous le règne d'Almanzor, prouvent quelle était alors la prospérité commerciale du midi de la Péninsule. En compulsant les auteurs arabes contemporains, on reconnaît, par leurs témoignages oculaires, qu'alors l'Espagne exportait, dans les pays baignés par la Méditerranée, des soies écrues, des huiles, du sucre, du mercure, du fer en barres et ouvragé, des tissus de laine et de soie, fabriqués, à Séville, à Grenade, à Baza, des draps

de Murcie, des armes de plusieurs espèces, surtout des épées de Tolède, etc.

La défaite et l'expulsion des Maures détruisirent à la fois le commerce extérieur de l'Espagne et son industrie agricole et manufacturière; mais, en échange de ces biens, Christophe Colomb lui donna dans le Nouveau-Monde, un empire de 464,000 lieues carrées et les mines d'or et d'argent les plus riches qu'on eût jamais découvertes. Le commerce désormais changea de route et d'objet; il dirigea ses entreprises vers les deux Amériques et l'importation des métaux précieux. Les succès glorieux de Cortès et de Pizarre, et surtout leurs trésors, stimulèrent les entreprises militaires et commerciales; et pendant un siècle les flottes espagnoles furent, avec celles du Portugal, les seules qui sillonnèrent l'Océan.

Mais une foule de maux qu'on n'avait point prévus, étaient attachés à ces brillans avantages. Le premier et le plus grand fut de créer, pour l'élite de la population, une autre patrie qui offrait un plus vaste champ à l'avarice, à l'ambition et aux passions malfaisantes. Pour peupler l'Amérique espagnole des trois millions d'hommes blancs qui l'habitent aujourd'hui, il fallut en tirer dix fois autant des provinces de la Péninsule; et c'est à peine si cette évaluation donne

la juste part de la mort, dans ces émigrations lointaines au milieu de tout ce que l'espèce humaine peut éprouver d'adversités. Le sol de l'Espagne, si fécond pour le travail, fut dédaigné comme ne pouvant fournir qu'une parcelle de cette richesse immense qu'offrait le Nouveau Monde, à l'aventurier favorisé de la fortune. Et en effet quand on voit par le rapport du ministre Lamberto de Sierra, adressé en 1802 au prince de la Paix, que, dans l'espace de 246 ans, la seule mine d'argent de Potosi, produisit 4,119,752,000 francs non compris la contrebande, évaluée au tiers de cette somme, on conçoit qu'un revenu net de 10 fr. par hectare, tel que le donne le territoire espagnol, devait paraître bien misérable à ceux qui pouvaient puiser à pleines mains dans les trésors du Mexique et du Pérou.

Pour alimenter les pays sources de *ces immenses* richesses, l'Espagne dut recourir aux étrangers; car son agriculture et son industrie, qui déclinaient progressivement, ne pouvaient pourvoir à ses propres besoins. Elle acheta donc avec le produit de ses mines d'Amérique, tout ce que réclamaient ses colonies, et bientôt après tout ce qu'auraient pu produire son territoire et l'industrie de ses habitans. Au lieu d'être la métropole de ses établissemens d'outre-mer, elle fut réduite à n'en être plus que l'entrepôt. Son

commerce se borna à livrer aux étrangers les métaux précieux qu'elle tirait du Nouveau-Monde, et à expédier pour ses colonies les marchandises qu'elle avait reçues en échange.

Le pays, son agriculture, ses fabriques demeuraient spectateurs de ces transactions, sans y prendre presque aucune part. Cet ordre de choses s'était régularisé ; et il se prolongeait comme ces maux invétérés du corps humain, qui conduisent à la mort en laissant à ceux qu'ils dévorent l'apparence trompeuse de la santé. Une observation attentive faisait cependant découvrir ces vices rongeurs. Par exemple, en 1789, dans une appréciation du capital monétaire des états de l'Europe, Anderson fut conduit à reconnaître que celui de l'Espagne était l'un des plus faibles, quoique ce fût de ce pays que tous les autres recevaient leurs métaux précieux. Ce capital ne s'élevait qu'à la moitié de celui des Iles Britanniques, et il était à celui de la France comme 4 sont à neuf.

Le tableau suivant montrera quelle était la participation de l'Espagne et celle des étrangers dans le commerce de la Péninsule, à l'époque où ces transactions atteignirent leur plus grande étendue. Nous en empruntons les chiffres à des documens officiels inédits.

	Importation.		Exportation.
	—		—
1784. — Marchandises. .	90,288,000 f.	Prod. espagnols. .	52,888,000 f.
Or et argent. . .	250,860,000	— étrangers. . .	64,510,000
Totaux. . . .	341,148,000		117,398,000
1785. — Marchandises. .	104,870,000	Prod. espagnols. . .	91,062,000
Or et argent. . .	236,960,000	— étrangers. . .	116,095,000
Totaux. . . .	341,830,000		207,157,000
1792. — Marchandises. .	87,285,000	Prod. espagnols. . .	60,257,000
Or et argent. . .	96,552,000	— étrangers. . .	55,778,000
Totaux. . . .	183,837,000		116,035,000

Dans le même temps, le commerce de la France s'élevait aux sommes ci-après :

	Importation.	Exportation.
	—	—
1787.		
Marchandises. .	551,051,000 fr.	440,124,000
Or et argent. . .	80,739,000	5,177,000
Totaux.	631,790.000	445,301,000
1788.		
Marchandises. .	516,973,000	465,961,000
Or et argent. . .	60,596,000	619,000
Totaux.	577,570,000	466,380,000

Ainsi, en ne consultant que les chiffres exprimant les masses, le commerce espagnol, comparé à celui de la France, en surpassait la moitié : le premier s'élevait, année moyenne, à 341 mil-

lions et le second à 604; celui-ci ne donnait toutefois qu'un contingent de 25 francs par habitant, tandis que l'autre en fournissait un de 34; ce qui en eût fait le plus riche commerce du monde, si cette apparence de prospérité n'eût pas été trompeuse. Les tableaux suivans constateront, par des termes numériques tirés des documens officiels, quelle était l'étendue réelle de la part de l'Espagne dans ces transactions.

L'exportation, faite dans les colonies d'Amérique, était divisée ainsi qu'il suit entre leur métropole et les étrangers.

	Produits espagnols.	Produits étrangers.	Totaux.
	—	—	— Fr.
1786	52,888,000	64,503,000	117,393,000
1787	91,062,000	116,100,000	207,166,000
1788	54,000,000	49,224,000	103,224,000
1789	38,135,000	48,282,000	86,417,000
1790	45,140,000	42,042,000	87,182,000
1791	49,798,000	50,806,000	100,594,000
1792	57,288,000	56,410,000	113,698,000
1793	44,739,000	37,427,000	102,166,000
1794	30,857,000	29,840,000	60,697,000
1795	56,954,000	45,150,000	102,104,000
1796	46,961,000	35,321,000	88,282,000

Pendant les trois premières années de cette période, lorsque le commerce espagnol était à

son plus haut terme, les colonies reçurent annuellement, année moyenne, pour 66 millions de francs de produits agricoles de la Péninsule, et pour plus de 76 millions et demi de produits étrangers manufacturés. Ainsi, il s'en fallait d'un 14ᵉ que l'Espagne pût fournir à ses établissemens d'outre-mer la moitié seulement de ce qu'ils consommaient chaque année; et leur commerce appartenait dès-lors en majeure partie aux puissances industrielles de l'Europe.

En retour de cette exportation moyenne de 142 millions de francs, l'Espagne reçut de ses colonies les valeurs ci-après exprimées, et que représentaient des denrées coloniales et des métaux précieux.

	Fr.		Fr.
1786	167,852,000	1791	245,727,000
1787	184,757,000	1792	201,577,000
1788	217,750,000	1793	192,835,000
1789	190,962,000	1794	267,705,000
1790	193,069,000	1795	193,895,000

Pendant la première période, le commerce colonial de l'Espagne monta annuellement, par un terme moyen, a environ 191 millions, et pendant la seconde à 221. C'était une richesse immense : 19 à 22 francs par habitant de la Péninsule. A l'époque de leur plus grande pros-

périté, les colonies françaises ne donnèrent, de 1784 à 1788, qu'une importation moyenne de 193,250,000 fr., ou huit francs par habitant du royaume. Proportionnellement à la population de leur métropole, les colonies espagnoles rapportaient trois fois autant. Mais les étrangers réclamaient presque la moitié de leur produit, pour paiement des marchandises qu'ils leur avaient fournies; et par exemple, en 1787, sur une importation coloniale de 184 millions, 116 étaient dus par l'Espagne, qui n'en eut conséquemment que 68 pour son double fret, l'intérêt de son capital commercial, ses bénéfices et le remboursement des dépenses prodigieuses qu'exigeait la conservation de colonies lointaines, objets constans de la convoitise des puissances maritimes de l'Europe.

Voici un document inédit qui fait connaître quelle était la nature des marchandises envoyées de l'Amérique espagnole dans les ports de la Péninsule en 1787. Il permet de comparer le produit ancien des contrées appartenant alors, dans le Nouveau-Monde, à la couronne d'Espagne, et celui qu'elles donnent depuis leur émancipation.

		Liv. tournois.
1,411,200	livres pes^t. de cuivre.	1,058,400
18,551,000	— de sucre. . . .	14,840,000
16,430,000	— de cacao. . . .	18,671,000
337,000	— cuirs en poils. .	5,905,000
2,911,000	livres pes. de tabac. .	291,000
14,863,000	— de bois de tein.	2,230,000
546,700	— d'indigo	5,467,000
370,500	— de cochenille .	5,557,000
38,664	— de vanille. . . .	9,259,000
321,000	— de quinquina. .	804,000
16,760	marcs d'argent à 50. .	838,000
21,871,700	piastres à 5 fr.	109,358,500

Le quintal de cuivre était estimé à	15 piastres.
L'arrobe de sucre de 25 livres,	4
La fanègue de cacao de 110 liv.	25
Les cuirs à 3 p. 1/2 la pièce. . .	
L'arrobe de tabac à.	1/2 piastre.
Les bois de teinture, le quintal.	3
L'indigo, la livre à.	2
La cochenille, l'arrobe à.	75
Le quinquina, le demi-arrobe. .	12 1/2

La quantité de ces produits variant d'une année à l'autre assez considérablement, le tableau suivant indiquera leur valeur moyenne.

Marchandises principales.	1785.	1786.	1787.	Ann. moy.
	—	—	—	—
Sucre	7,000 000	11,485,000	14,840,000	11,[illegible]
Cacao	46,000,000	14,738,000	18,671,000	26,469,000
Cuirs verts	10,540,000	6,469,000	5,909,000	7,639,000
Tabac	241,000	471,000	291,000	334,000
Bois de teinture	1,327,000	4,204,000	2,229,000	2,587,000
Indigo	1,960,000	12,311,000	5,557,000	6,579,000
Cochenille	7,620,000	7,291,600	5,557,000	6,822,000
Vanille	3,033,200	11,250,000	9,259,000	16,943,000
Quinquina	925,000	559,000	804,000	762,000
Cuivre	1,612,000	1,296,000	1,058,000	1,322,000
Lingots d'argent	759,000	1,457,000	838,000	1,[illegible],000
Piastres, etc.	198,000,000	133,000,000	109,000,000	147,000,000
Valeur des marchandises		33,395,000	74,919	54,157,000
— de l'argent		134,457,000	109,838	122,147,000
Valeur totale des importations		167,852,000	184,757,000	176,305,000

On voit que les produits naturels des immenses possessions de l'Espagne, dans les deux Amériques, ne formèrent en 1786 qu'un 5e de la valeur totale des importations coloniales; et qu'en 1787, quoiqu'elles se fussent augmentées de beaucoup, elles n'en constituaient encore que deux cinquièmes; les métaux précieux faisaient le surplus. Leur proportion eût été bien plus grande si la contrebande n'en avait fait écouler directement à l'étranger une quantité qu'on évalue à un tiers.

D'après un rapport d'un comité de la chambre des communes d'Angleterre, les produits des mines d'or et d'argent du Nouveau-Monde s'é-

levaient annuellement aux valeurs suivantes, qui augmentaient la masse du numéraire en circulation.

Amérique espagnole.	190,838,800 fr.
— portugaise.	23,526,700
Autres contrées.	1,415,492
Total.	215,780,992 fr.

L'Espagne ne reçut, année moyenne, en 1785 et 1786, que 122 millions en métaux précieux; ce qui fait monter à 70 la part qu'obtenaient *directement* les étrangers, et non compris celle qu'ils tiraient ensuite d'Espagne. On est obligé de croire que c'était presque entièrement pour eux que l'on exploitait les mines du Mexique et du Pérou, quand on apprend qu'en 1782 tout le numéraire de l'Espagne n'était évalué par le ministre des finances Musquiz qu'à la somme de 450 millions de francs, égalant seulement la valeur de l'or et de l'argent importés de ses possessions d'Amérique, pendant une période de trois ans et un tiers.

Le tableau suivant, qui indique, d'après les meilleures autorités, le capital monétaire des principaux pays de l'Europe, montrera que l'Espagne ne prenait place à cet égard qu'après les grandes puissances industrielles et commerciales.

		fr.	
France. . .	1784	2,200,000,000	D'ap. Necker
G. Bretag.	1802	1,100,000,000	Ross.
Espagne. .	1782	450,000,000	Musquiz.
Pays-Bas. .	1780	300,000,000	Anderson.
Autriche. .	1807	275,000,000	Hassel.
Italie . . .	1788	250,000,000	Anderson.
Prusse. . .	1805	218,750,000	Krug.
All. Suisse.	1800	210,000,000	Anderson.
Turq. d'Eu.	1800	200,000,000	Idem.
Russie. . .	1815	181,250,000	Storch.
Portugal. .	1800	150,000,000	Anderson.
Suèd. Dan.	1800	75,000,000	Idem.
	Total.	5,000,000,000 fr.	

Ainsi, l'Espagne ne possédait pas un capital monétaire égal au onzième de celui qu'avaient ensemble tous ces pays de l'Europe. La Grande-Bretagne était plus riche du double, et la France quatre à cinq fois autant. On voit que les conquêtes de Cortès et de Pizarre profitaient mal à leurs descendans, ou plutôt que c'est au travail industrieux qu'appartiennent en définitive les dons de la fortune; et cependant, dans ce temps, les mines d'Amérique produisaient une plus grande quantité de métaux précieux qu'à aucune autre époque. L'accroissement de leur produit

moyen annuel est établi ainsi qu'il suit, par un illustre savant, M. de Humboldt.

De 1497.	. à . . . 1500.	. . .	1,250,000 fr.
1500.	. . . . . 1545.	. . .	15,000,000
1545.	. . . . . 1600.	. . .	55,000,000
1600.	. . . . . 1700.	. . .	80,000,000
1700.	. . . . . 1750.	. . .	110,000,000
1750.	. . . . . 1803.	. . .	176,500,000

Pendant les vingt ans écoulés entre 1809 et 1829, le produit moyen annuel des mines d'Amérique n'a été, suivant M. Jacob, l'un de nos économistes contemporains les plus exacts et les plus judicieux, que de 100,920,000 francs. Comparativement à 1786, c'est une diminution de la moitié aux deux tiers. Nous ne pouvons rechercher ici quelles doivent être, pour les pays civilisés, les conséquences de cette diminution immense dans la source des métaux précieux qui alimentent le capital monétaire et d'importantes industries; mais il est évident que ces conséquences sont si graves, que celles de bien peu de révolutions politiques peuvent leur être comparées.

L'ensemble de ces recherches et les détails de nombreux tableaux officiels trop étendus pour trouver place ici, nous donnent les moyens d'é-

tablir, par masses principales, les valeurs du commerce de l'Espagne, et de le faire connaître avec des résultats inédits, tel qu'il était en *réalité* de 1786 à 1789.

Les possessions coloniales de l'Espagne rapportaient à ce pays :

		Fr.
En marchandises.	54,000,000	176,000,000
En mét. précieux.	122,000,000	

Elles recevaient en retour :

En produits espag.	66,000,000	141,000,000
— étrangers. . .	75,000,000	

L'étranger fournissait des marchandises à l'Espagne :

Par le com. patent.	44,000,000	130,000,000
— la contreband.	86,000,000	

Il recevait en échange :

Des pr. coloniaux.	15,000,000	130,000,000
— espagnols.	28,000,000	
Des mét. précieux.	87,000,000	

Ces valeurs étaient réparties ainsi qu'il suit, entre l'importation et l'exportation :

	Marchandises.	Numéraire.	Valeur totale.
	—	—	—
Importation des colonies.	54,000,000	122,000,000	176,000,000
— de l'étranger	130,000,000	»	130,000,000
Valeur des importations..	184,000,000	122,000,000	306,000,000
Exportation aux colonies.	141,000,000	»	141,000,000
— à l'étranger..	43,000,000	87,000,000	130,000,000
Valeur des exportations.	184,000,000	87,000,000	271,000,000

Voici quelques uns des résultats de cet ordre de choses, si étrange que nous n'avons pu le saisir et l'exprimer qu'en décomposant en entier une masse immense de documens, où ces chiffres restaient cachés et inconnus.

Le commerce de contrebande était d'une valeur double du commerce légal.

Toute l'industrie agricole de la Péninsule ne fournissait au commerce que pour 94 millions de produits, dont les deux tiers étaient envoyés en Amérique et le reste à l'étranger. C'était un produit de neuf à dix francs par habitant.

L'Espagne ne consommait que pour 55 millions de produits étrangers, ou 5 fr. 50 cent. par tête; les colonies en consommaient la moitié plus.

Elle ne pouvait donner que pour 28 millions de produits de son territoire aux pays qui lui fournissaient cette importation. Les denrées de ses colonies et leurs métaux précieux lui servaient

à payer la moitié de ce qu'elle consommait en marchandises étrangères.

Ainsi, séparée de ses établissemens d'outre-mer, la Péninsule était réduite à un commerce formé seulement de 55 millions d'importation et de 28 d'exportation. C'est à peu près le montant des transactions commerciales de la Suède à la même époque, et de celles du Wurtemberg aujourd'hui.

D'une importation annuelle de 122 millions d'or et d'argent, provenant de ses colonies du Nouveau-Monde, il restait au plus 35 millions, quand l'Espagne avait soldé l'appoint de sa consommation et la masse des marchandises qu'elle achetait de l'étranger, pour alimenter ses établissemens d'outre-mer. Cette somme n'accroissait pas, comme on pourrait l'imaginer, le capital monétaire; elle sortait en grande partie de la circulation pour enrichir les églises (1) et augmenter l'étonnante quantité d'argenterie

(1) Rien n'a jamais approché, en Europe, de la richesse des églises de l'Espagne. Dans une seule d'entre elles, l'Escurial, on comptait, en 1716, au rapport de l'abbé de Vayrac, qui avait fait ce relevé sur le registre de la sacristie, 3,537 reliquaires en argent, en vermeil ou en or massif, ornés de pierres précieuses et contenant sept corps saints entiers, 107 têtes, 177 bras ou jambes, 346 veines, 1400 doigts, cheveux, et 1500 autres reliques. La statue de

que possédaient les grands. C'est par cette cause que la somme entière du numéraire de l'Espagne ne donnait que 45 fr. par habitant, tandis qu'en France cette richesse, répartie selon la population de cette époque, assignait à chaque personne 90 francs, et qu'elle s'élevait jusqu'à 110 dans la Grande-Bretagne.

Ainsi, quoique dans la distribution du territoire chaque Espagnol eût trois hectares et demi au lieu de deux, comme en France, et quoique le capital monétaire de son pays *s'accrût* annuellement de 122 à 250 millions de francs, la richesse numéraire de chaque habitant de la Péninsule était moitié moins grande que *celle* répartie vers la même époque entre tous les individus formant la population de la France ou de la Grande-Bretagne. Mais telle était néanmoins l'illusion causée par la masse immense de métaux précieux qui entraient chaque année dans les ports de l'Espagne, pour passer bientôt à l'étranger par mille canaux secrets, que ce commerce fictif était l'objet de l'envie, et paraissait le comble de la prospérité.

---

saint Laurent, dans la même église, pesait 450 livres d'argent et 18 d'or. La custode de la cathédrale de Tolède, que l'on voit encore aujourd'hui, pèse 7000 onces d'or et d'argent; la châsse d'or qui l'accompagne, 50 livres, etc.

Il sera sans doute instructif et intéressant de comparer l'état actuel des choses à cette situation commerciale de l'Espagne, avant les grands changemens politiques produits ou provoqués par la révolution française.

SECTION II.

COMMERCE ACTUEL.

Depuis l'époque dont nous venons de tracer l'histoire commerciale, un demi-siècle ne s'est pas encore écoulé ; mais une multitude d'événemens se sont accumulés dans cet espace, et la même génération a vu l'Espagne subir deux invasions, éprouver trois guerres civiles, changer quatre fois de souverain, et perdre ses colonies d'Amérique, dont la population était de seize millions d'habitans et l'étendue de 465,000 lieues carrées.

Quelle influence de si grandes adversités ont-elles eue sur le commerce espagnol? c'est ce que feront connaître les chiffres suivans, tirés des

documens officiels imprimés à Madrid par ordre du gouvernement.

	Importations.	Exportations.
	—	—
1827.		
Com. avec l'étrang.	65,052,000	60,501,000 fr.
—avec les colon.	30,183,000	11,411,000
Totaux.	95,235,000	71,912,000
1829.		
Com. avec l'étrang.	95,091,000	51,603,000
—avec les colon.	19,398,000	13,944,000
Totaux.	114,490,000	65,547,000

En ne consultant que les totaux, l'importation moyenne est de 105 millions seulement, et fort au dessous d'un tiers de sa valeur en 1784 et 1785. L'exportation n'est que de 68 à 69 millions, et n'excède pas cette minime proportion. Conséquemment, d'après ces données générales, l'Espagne aurait perdu les deux tiers de son commerce; mais il n'en est point ainsi en réalité. Nous avons vu que, séparée de ses colonies, l'Espagne n'avait, il y a 50 ans, qu'une importation de 55 millions et une exportation de 28; elle payait la moitié de ce qu'elle recevait avec les métaux précieux de l'Amérique. Maintenant son impor-

tation est au moins de 80 millions quand on y comprend les arrivages de ses colonies, et, sans eux, de 65. Elle excède d'un cinquième, quand on la réduit à ce dernier terme, celui qu'elle avait autrefois; son exportation en produits indigènes est de 50 à 60 millions; elle surpasse donc de moitié son ancienne valeur, et elle s'est augmentée proportionnellement aux progrès de l'agriculture dans la Péninsule. Tout le commerce que fait l'Espagne à présent est à elle; il n'a *rien de simulé* qui tende à en exagérer la valeur; au contraire il est atténué considérablement par la contrebande.

La différence entre l'ancien commerce et le commerce actuel est formée par la masse des métaux précieux, qui étaient estimés, par un terme moyen, à 122 millions. Les denrées coloniales ajoutaient à cette valeur 54 millions; elles ne constituent maintenant qu'une importation de la moitié de cette somme. Nous avons prouvé déjà qu'il ne restait annuellement à l'Espagne qu'environ 35 millions, ou un peu plus d'un quart de toute la richesse numéraire que lui donnaient ses mines d'Amérique. Si l'on y ajoute les 25 millions qui manquent aux produits coloniaux pour égaler leur ancienne valeur, on trouve que toute la perte qu'éprouve le commerce espagnol par de si grands désastres se

réduit en définitive à 60 millions, somme dont une grande partie est remplacée par l'augmentation que fournissent les produits indigènes du sol.

Ce résultat montre combien les grands événemens de l'émancipation des colonies espagnoles ont exercé une influence limitée sur les destinées de la Péninsule et sur l'étendue de son commerce. C'est la troisième fois que des catastrophes semblables trompent les prévisions politiques. La France et l'Angleterre *parurent* sur le penchant de leur ruine quand elles eurent perdu, l'une Saint-Domingue, et l'autre ses colonies de l'Amérique septentrionale; et cependant leur commerce s'est immensément accru depuis la séparation de ces établissemens. En 1788, tout le mouvement commercial de la France montait à 1,043,950,000 fr. tandis qu'en 1832 il s'est élevé à 1,349,154,000 fr. En 1773, tous les pays qui forment aujourd'hui les États-Unis, et qui appartenaient alors à l'Angleterre, lui donnaient une importation de 22,800,000 fr. et une exportation de 40,862,000. En 1827, leur ancienne métropole en a reçu pour 220 millions de marchandises ou dix fois autant qu'autrefois; et elle y a trouvé un débouché de 215,950,000 fr. (val. décl.) pour ses produits manufacturés.

Si le commerce espagnol est maintenent en réalité dans une situation plus favorable qu'il y a cinquante ans, cependant ses progrès sont bien moins grands, quand on les considère dans leur rapport avec la population que lorsqu'on les envisage d'une manière absolue. On pourra en juger par les termes suivans :

1829.

		Par habitant.	
Import. étrang.	95,200,000 fr.	6 fr.	50 c.
— colon.	19,300,000	1	30
Total.	114,500,000	7	80
Export. à l'étrang.	51,603,000	3	70
— aux colon.	14,000,000	1	»
Total.	65,603,000	4	70

Nous admettons comme très-rapproché de la vérité, que l'ensemble du commerce espagnol est maintenant à raison de 20 francs par habitant ; ce qui suppose qu'un tiers à peu près est fait en contrebande.

Le tableau suivant, qui présente, en une seule masse, l'importation et l'exportation des principales puissances commerciales, indiquera quel rang tient l'Espagne parmi elles, sous le rapport de la valeur de ses transactions, proportionnellement à sa population.

	Époques.	Population.	Valeur du comm. total.	Son rap. à la pop.
	—	—	—	—
		hab.	fr.	fr.
Gr.-Bret. et Irlande. .	1831	24,000,000	2,172,000,000	90
États-Unis.	1832	12,860,000	767,042,000	60
Pays-Bas..	1816	6,000,000	355,000,000	59
Wurtemberg.	1822	1,500,000	82,000,000	55
Portugal..	1830	4,000,000	186,000,000	46
France.	1832	32,600,000	1,350,000,000	42
Danemarck.	1830	2,000,000	63,000,000	31
Espagne	1830	14,660,000	293,200,000	20
Suède et Norwége. . .	1828	2,850,000	58,000,000	20
Prusse	1829	12,800,000	198,000,000	15
Russie.	1832	54,000,000	458,000,000	8

Ainsi, la participation de chaque *habitant* de la Péninsule à la valeur des marchandises importées ou exportées, n'égale que le tiers de celle d'un habitant de la France, et reste fort audessous du quart de celle d'un habitant des Iles Britanniques; mais elle excède d'un quart celle qui a lieu en Prusse, et celle qui existe en Russie n'en forme que deux cinquièmes.

Les deux tableaux suivans feront connaître la nature et la valeur des principales marchandises importées en Espagne, et de celles qui en sont exportées.

TABLEAU DU COMMERCE DE L'ESPAGNE EN 1829.

Importations.	Valeurs.
Bois de construction. . . .	1,410,000 fr.
Chanvre.	966,000
Quincaillerie	4,124,000
Cuirs et peaux	5,163,000
Denrées coloniales.	28,118,000
Drogues	471,000
Fers et aciers.	1,131,000
Poissons salés.	7,539,000
Tabac.	8,289,000
Tissus de coton.	3,922,000
— de laine.	5,839,000
— de lin et chanvre. .	12,280,000
— de soie.	4,758,000
Verreries.	417,000
Autres objets.	30,056,000
Total.	114,489,000 fr.

Exportations.	Valeurs.
Amandes.	103,000 fr.
Blés et farines.	12,647,000
Denrées coloniales.	621,000
Eau-de-vie.	2,700,000
Fers et acier	1,033,000
Fruits frais et secs.	7,406,000

Exportations.	Valeurs.
Huiles.	1,636,000 fr.
Laines.	9,775,000
Liége.	880,000
Mercure.	2,325,000
Pelleteries	35,000
Plomb.	4,046,000
Soie.	1,546,000
Vins	8,508,000
Autres articles	12,281,000
Total.	65,548,000 fr.

La consommation des denrées coloniales est considérable en Espagne. Voici la quantité et la valeur des principaux articles de cette nature importés pendant deux années récentes :

Sucre. . .	1826	12,569,000 kil.	11,813,000 fr.
	1827	11,741,000	12,938,000
Café. . . .	1826	8,672,000	»
	1827	8,441,000	»
Cacao. . .	1826	20,792,000	2,441,000
	1827	35,650,000	4,185,000

Les blés et farines tiennent le premier rang parmi les valeurs des objets exportés ; leur masse forme environ 632,000 hectolitres. Les laines, qui constituent ensuite la plus riche

marchandise, pesaient 2,398,700 kilogrammes, et valaient 6,551,000 fr. A raison de deux livres de produit par toison, cette quantité suppose que deux millions et demi de moutons étaient destinés au commerce avec l'étranger. Mais il est vraisemblable que la contrebande s'exerce principalement sur cet article; car, la production actuelle de la laine excédant 18 millions de kilogrammes, la consommation n'en absorbe certainement pas 15 à 16 millions.

SECTION III.

COMMERCE DE L'ESPAGNE AVEC LES DIFFÉRENS PAYS DES DEUX HÉMISPHÈRES.

Le commerce espagnol était réparti ainsi qu'il suit en 1827, d'après les documens officiels :

	Importations.	Exportations.	Totaux.
	—	—	—
			fr.
France.	29,085,000	20,983,000	50,068,000
Angleterre.	16,453,000	19,858,000	36,311,000
États sardes.	4,859,000	2,583,000	7,442,000
Russie.	2,861,000	544,000	3,403,000
Portugal.	2,601,000	4,191,000	6,792,000

	Importations.	Exportations.	Totaux.
	—	—	—
			fr.
Suède.	2,412,000	380,000	2,792,000
Allemagne.	2,002,000	2,599,000	4,601,000
Autriche.	721,000	809,000	1,529,000
États romains	618,000	238,000	856,000
Pays-Bas	578,000	2,009,000	2,587,000
Toscane.	413,000	677,000	1,090,000
Naples et Sicile. . . .	363,000	138,000	501,000
Danemarck.	234,000	595,000	830,000
Hanovre.	289,000	»	289,000
Turquie.	124,000	6,000	130,000
Prusse.	82,000	354,000	436,000
États-Unis d'Amériq.	1,079,000	2,150,000	3,229,000
Nouv. États d'Amér.	146,000	54,000	200,000
Brésil.	69,000	2,254,000	2,323,000
États barbaresques. .	54,000	70,000	124,000
Total du commerce avec l'étranger. . .	65,052,000	60,501,000	125,553,000
—avec les col. espag.	30,183,000	11,411,000	41,594,000
Total général. . .	95,235,000	71,912,000	167,147,000

On voit que la France faisait, en 1827, presqu'un tiers du commerce de la Péninsule, l'Angleterre moins d'un cinquième, les Etats sardes un 22e, le Portugal à peu près autant, les nouveaux états de l'Amérique espagnole un 800e, et les colonies restant à l'Espagne environ un quart.

La participation de chacun des établissemens d'outre-mer est indiquée dans le tableau suivant, qui montre la répartition du commerce espagnol en 1829, entre les diverses puissances des deux hémisphères.

	Importations.	Exportations.	Totaux.
	fr.	fr.	fr.
France.	30,859,000	16,320,000	47,179.000
Angleterre.	26,540,000	19,554,000	46,094,000
Suède..	4,550.000	1,289,000	5,839,000
Villes anséatiques. .	4,347,000	866,000	5,213,000
Portugal.	2,113,000	178,000	2,291,000
Pays-Bas.	2,015,000	1,373,000	3,388,000
Danemarck.	1,277,000	1,111,000	2,388,000
Autriche.	383,000	180,000	563,000
Russie.	487,000	2,534,000	2,021,000
États-Unis d'Amér..	6,886,000	3,542,000	10,428,000
Amérique.	8,922,000	3,657,000	12,579,000
Autres puiss. étrang.	6,705,000	1,994,000	8,699,000
Tot. du comm. avec l'étranger.	95,091,000	51,603,000	146,694,000
Philippines.	4,472.000	355,000	4,827,000
Cuba.	12,619,000	12,141,000	24,760,000
Porto-Rico.	2,306,000	1,447,000	3,753,000
Tot. du comm. avec les colonies. . . .	19,398,000	13,944,000	33,342,000
Total général.	114,490,000	65,547,000	180,036,000

Ce tableau indique qu'en 1829, le commerce avec l'Angleterre égalait celui avec la France ; celui avec les États-Unis avait triplé, et celui avec les anciennes colonies s'était élevé de 200,000 francs à douze millions.

La répartition locale du commerce de l'Espagne, selon ses frontières de terre et de mer, était ainsi qu'il suit en 1827 :

	Importations.	Exportations.	Totaux.
	—	—	—
			fr.
Par la frontière de Portugal. .	433,000	2,577,000	3,010,000
— de France, Catalogne..	11,777,000	5,899,000	17,676,000
— id. Navarre, Biscaye. .	3,870,000	786,000	4,456,000
Total du commerce par terre.	16,080,000	9,262,000	25,342,000
— du commerce maritime.	79,155,000	62,654,000	141,809,000
Total général. . .	95,235,000	71,916,000	167,151,000

Le commerce par terre ne forme que du 6e au 7e de la masse totale des transactions de l'Espagne ; le commerce par mer est presque d'une valeur sextuple. Ces proportions changeraient si les Pyrénées avaient un chemin comme celui du Simplon, ou si des canaux navigables utilisaient les cours d'eau nombreux et abondans qui sortent de ces belles montagnes.

SECTION IV.

COMMERCE DE L'ESPAGNE AVEC LA FRANCE.

Ce commerce étoit composé ainsi qu'il suit en 1788 :

Importations en France.	fr.	Exportations en Espagne.	fr.
Laines	5,307,000	Tissus de lin et ch.	12,762,000
Eau de vie	4,584,000	Grains, froment	6,368,000
Huile d'olive	4,238,000	Animaux vivans	3,809,000
Indigo	3,740,000	Tissus de soie	3,166,000
Cacao	1,941,000	Tissus de laine	4,432,000
Cochenille	1,935,000	Soies	1,579,000
Poissons	1,028,000	Tissus de poil	1,427,000
Peaux brutes	2,360,000	Fil de coton	1,942,000
Bois de teinture	838,000	Eau de vie	1,259,000
Cendres alcalines	812,000	Sucre terré	1,090,000
Fruits	704,000	Farines	923,000
Soude et potasse	743,000	Tissus de coton	791,000
Vins ordin. et de liq.	768,000	Merceries	772,000
Fer	457,000	Peaux préparées	796,000
Plomb	212,000	Livres	500,000
etc.		etc.	
Val. des march. imp.	27,257,000	Val. des march. exp.	49,890,000
— du numéraire	47,777,000		

Mais, à cette époque le commerce de l'Espagne représentait, outre celui de la Péninsule, le commerce de toute l'Amérique espagnole ; et pour le comparer au commerce actuel, il faudrait joindre à celui-ci les transactions qui ont lieu maintenant entre la France et le Mexique, le Pérou, le Chili, Colombie et Rio-de-la-Plata. Néanmoins, en rapprochant le tableau suivant de celui qui précède, on y trouvera de nouvelles preuves de l'amélioration de l'agriculture et de l'industrie espagnole. Les mines donnent un produit immensément plus grand ; l'importation des fruits a doublé ainsi que celle des soies ; et ce qui est fort important, au lieu d'acheter de la France, comme en 1788, 450,000 hectolitres de blé et deux millions et demi de kilogrammes de farines, l'Espagne nous a vendu 53,148 hect. de froment en 1831, et 63,000 en 1832.

1831. Importations en France.	fr.	Exportations en Espagne.	fr.
10,078,000 k. d'huile d'ol.	7,766,000	549,000 k. tissus de cot.	12,548,000
12,596,000 — de plomb.	6,285,000	455,000 — de toiles. . .	3,998,000
4,314,000 — de fruits. . .	2,165,000	4,985 — de tiss. de soie	4,754,000
— de laine. . .	1,843,900	106,000 — tiss. de laine.	2,827,000
580,000 — de liége. . .	1,705,000	9,000 — mulets. . . .	2,702,000
53,148 hect. de blé.. .	1,062,000	193,800 — de mercure. .	1,144,000
22,738 k. de soie. . . .	909,000	27,000 — tissus mélang.	693,000
132,000 — de mercure.	607,000	7,500 — d'horlogerie..	250,000
840,000 — de joncs. . .	621,000	verrer., cristaux.	413,000
etc.		etc.	
Val. des march. imp.	20,224,000	Val. des march. exp.	36,025,000

En résumé, si l'on en déduit les marchandises coloniales, l'importation d'Espagne en France n'était, en 1788, que de 20 millions, ou environ deux francs par habitant de la Péninsule. Elle est maintenant de la même valeur; mais l'accroissement de la population rend le contingent de chaque personne fort inférieur. Cette observation s'applique également aux exportations.

On pourra suivre, dans le tableau suivant, les variations qui ont lieu dans les relations commerciales entre l'Espagne et la France.

Années.	Importations.	Exportations.	Totaux.
	fr.	fr.	fr.
1787	60,339,000	40,161,200	100,500,500
1788	27,256,000	49,890,200	77,146,690
1789	32,238,000	41,084.000	73,322,000
1825	16,273,000	53,272,000	69,545,000
1826	17,392,800	46,206,000	63,599,000
1827	22,949,000	40,824,000	63,773,000
1828	19,973,000	41,637,000	61,610,000
1829	21,246,000	41,707,000	62,954,000
1830	22,916,000	34,245,000	57,161,000
1831	20,224,000	36,025,000	56,249,000
1832	16,675,400	28,032,000	44,708,000

Le commerce général qui comprend, outre celui de consommation, le transit et le commerce

d'entrepôt, s'élève à des sommes beaucoup plus considérables.

Années.	Importations.	Exportations.	Totaux.
	fr.	fr.	fr.
1825	29,516,000	68,652,000	98,169,000
1826	25,785,000	58,539,000	84,324,000
1827	31,738,000	54,452,000	86,191,000
1828	26,955,000	54,373,800	81,328,000
1829	26,742,000	56,008,000	82,750,000
1830	30,791,000	47,318,000	78,110,000
1831	28,885,000	45,608,000	74,493,000
1832	27,227,000	40,146,000	67,373,000

Tous les chiffres de cette section sont tirés des documens officiels français; on conçoit qu'ils ne concordent pas plus avec ceux des douanes espagnoles, que ne le font les termes *numériques* empruntés aux papiers d'état de l'Angleterre. Les causes de ces différences sont :

1° La contrebande, dont la valeur s'ajoute à celle de l'exportation, dans les documens étrangers;

2° Le fret, qui augmente, selon les distances, la valeur des importations;

3° La différence des taux officiels d'évaluation dans chaque pays.

4° La différence réelle des prix courans des

marchandises dans chaque lieu d'arrivage quand la valeur déclarée est admise.

Dans un ouvrage spécial sur le commerce, nous essaierions d'apprécier l'étendue de l'inflence de chacune de ces causes; mais cette recherche ne saurait trouver place ici; et nous devons nous borner à produire les données des documens officiels, en indiquant seulement ce qui peut altérer leur exactitude.

Il est évident que le commerce entre l'Espagne et la France, facilité comme il l'est par la proximité, ne s'élève guère qu'à la moitié de la valeur qu'il devrait avoir. Chaque habitant de l'un des deux pays consomme tout au plus pour 40 sous des produits de l'autre; et la totalité des transactions commerciales qui ont lieu entre eux, ne s'est pas élevée à trois francs aux époques les plus favorables. Leur valeur décroît depuis 1830, mais jamais une perspective plus avantageuse que celle qui s'offre aujourd'hui, n'a donné au commerce des deux pays l'espoir d'un aussi grand développement de prospérité.

SECTION V.

COMMERCE DE L'ESPAGNE AVEC LA GRANDE-BRETAGNE.

Nous indiquerons ci-après, d'après *un document inédit*, quel a été, en 1831, le commerce de l'Angleterre avec l'Espagne, énumérant, ce qu'on ne fait jamais, *les quantités* des marchandises principales importées et exportées.

Importations en Angleterre.	Exportations pour l'Espagne.
1,151,000 hectolitres de vin.	7,251,654 mètres (yards) de toile.
553,000 — d'huile d'olive.	4,796,652 — de tissus de coton.
1,737,000 kilogr. de laine.	64,710 — de tissus de laine.
7,092 — de soie.	56,355 pièces de soieries de l'Inde.
135,000 — de mercure.	1,001,000 kil. de coton en laine.
3,096,000 — de barille (1).	32,000,000 — de tabac brut.
340,000 peaux d'agn. et chèvr.	18,000,000 — de coton filé.

(1) Barille est le nom vulgaire de la soude et du *salsola kali*, plante de la famille des Chénopodées, dont l'incinération fournit ce produit, et qui croît abondamment sur le littoral de la Péninsule.

Importations en Angleterre.	Exportations pour l'Espagne.
28,266 paquets d'oranges.	24,000 pièces de laine filée.
438,000 hectol. de froment.	494,000 — de poterie et porcelaine.
1,500,000 kil. de farine.	132,600 — kil. de sucre raffiné.
78,000 — de garance.	142,000 — de cannelle.
1,535 — de cochenille.	113,000 — de poivre.
311,500 lit. d'eau-de-vie.	8,300 — d'indigo.
5,250,000 kil. de raisin sec.	13,617 — de laque.
185,000 — de sumac.	7,900 — de girofle.
3,900,000 — de liége et écorce.	173,000 — de chaudron. et coutelier.
etc.	1,560,000 — de fer et acier.
	etc.

La valeur officielle des articles importés d'Espagne en Angleterre, est estimée à 62,500,000 francs; celle *déclarée* des marchandises exportées de la Grande-Bretagne est portée seulement à 22,500,000 fr.

Parmi les importations d'Espagne, dans la Grande-Bretagne, on remarque que la barille forme presque un tiers de la quantité de cet article arrivant dans les ports anglais.

Le vin forme pareillement un tiers ou davantage de tout le vin importé.

Le mercure presque sept huitièmes de l'importation annuelle;

Les raisins presque la moitié;

L'huile d'olive plus d'un quart,

Les laines plus d'un dixième;

Parmi les exportations, la cannelle envoyée en Espagne fait plus de la moitié de toute celle dont l'Angleterre trouve le débouché.

Le girofle presque un cinquième ;

Les toiles à peu près un dixième ; etc.

La valeur déclarée des cotons manufacturés importés en Espagne monte à 3,250,000 francs et celle des toiles à 5,570,000 fr.

Le tableau suivant fera connaître, autant que le permettent les documens anglais, quel est depuis plusieurs années le commerce patent et illicite qui a eu lieu entre l'Espagne et les Iles Britanniques.

EXPORTATIONS des produits manufacturés des Iles Britanniques, dans les ports de l'Espagne, directement et à Gibraltar. *Valeurs déclarées.*

	Espagne.	Gibraltar.	Totaux.
	fr	fr.	fr.
1814	89,000,000	51,400,000	130,500,000
1825	8,095,000	22,700,000	30,795,000
1826	7,132,000	20,750,000	27,882,000
1827	6,855,000	26,125,000	32,980,000
1828	8,500,000	25,950,000	34,450,000
1829	22,790,000	12,600,000	35,390,000
1830	16,250,000	6,300,000	22,550,000
1831	15,778,000	9,200,000	24,978,000

Il est bien possible que quelques parties des marchandises entreposées à Gibraltar s'écoulent en Italie et dans les Etats barbaresques, mais

elles servent presqu'en totalité à alimenter la contrebande sur le littoral espagnol de la Méditerranée.

Les produits coloniaux importés dans la Péninsule sont évalués officiellement de 2,500,000 fr. à huit millions. Dans les dernières années ils ont ajouté environ six millions à l'exportation des produits manufacturés; et ils ont porté la valeur totale des marchandises anglaises entrées en Espagne à 30 millions de francs. On peut admettre avec infiniment de vraisemblance que les produits espagnols importés dans les Iles Britanniques ont une valeur correspondante, ce qui élève à 60 millions toutes les transactions entre les deux pays.

Les valeurs officielles ne correspondent point à ces nombres; mais on sait qu'elles sont déterminées par des taux d'évaluation qui datent de 130 ans, et qu'elles ne servent qu'à faire connaître, par la comparaison d'une année à l'autre, s'il y a accroissement ou diminution dans les *quantités* importées ou exportées.

En résumé le commerce de l'Espagne ne se compose plus, comme il y a cinquante ans, de l'entrepôt des importations et des exportations

coloniales, et d'un transit de métaux précieux, qui en faisait l'appoint. C'est aujourd'hui un commerce d'échange des productions agricoles du pays contre des objets de consommation.

Sa valeur réelle n'aurait éprouvé presque aucune diminution, si l'accroissement considérable de la population ne produisait quelque atténuation dans la répartition de sa valeur entre tous les habitans de la Péninsule.

Les progrès de l'agriculture peuvent en peu d'années doubler l'étendue et la richesse de ce commerce.

L'Espagne peut fournir à l'Angleterre et à la France les blés qui manquent toujours au premier de ces pays, et quelquefois au second, pour compléter l'approvisionnement qu'exige leur consommation; la fécondité des deux Castilles et de l'Aragon lui permet de remplacer avec avantage, par leurs céréales, celles qu'Odessa et la Russie méridionale sont en possession d'importer en Europe.

Les huiles d'olive de l'Italie peuvent trouver une concurrence redoutable dans celles que produisent l'Andalousie, Valence et les îles Baléares.

Les fabriques françaises et britanniques ouvriraient d'immenses débouchés aux soies brutes de Grenade, de Séville et de Murcie, si cette pro-

duction précieuse était plus multipliée dans ces vastes provinces.

Rien ne s'oppose à ce que Cordoue, Grenade et Valence ne puissent encore élever, sous l'influence de leur climat propice, ces belles races de chevaux qu'aucun soin ne peut reproduire ailleurs avec le même succès.

Le bétail des Asturies, de l'Estramadure et de l'Andalousie peut être exporté avec non moins d'avantage que celui de la Prusse et de l'Allemagne.

La barille fournie par la Manche et l'Aragon aux fabriques de la France et de l'Angleterre, est au nombre des matières premières dont l'industrie éprouve chaque jour un plus grand besoin.

Le climat de la Péninsule permet à l'Espagne de fournir à l'Europe, avec une supériorité incontestable, toutes les productions qui exigent une haute température, pour atteindre à toute leur perfection. De ce nombre sont principalement : les plantes tinctoriales, telles que le safran, le pastel et la garance ; les plantes alimentaires des pays chauds : le riz et le maïs ; les fruits de table, dont l'exportation est considérable et n'a, pour ainsi dire, point de limites ; et les fruits à ensemencer, qui sont aussi un objet de première nécessité pour tous les pays où les graines dégénèrent par les effets d'une température

froide ou variable. D'autres produits du règne végétal, tels que le liége, les joncs, les roseaux, les cordes de sparte, les nattes, sont pareillement fournis, presque exclusivement, par l'Espagne, au commerce de l'Europe, et n'exigeraient que bien peu de soins, pour acquérir une plus grande importance parmi les produits naturels de la Péninsule.

Enfin trente-quatre mines de fer, de cuivre, de plomb, d'étain, de zinc, d'antimoine, de plombagine, de mercure et d'argent *peuvent* offrir, dans leur exploitation amélioréeet plus active, une masse immense de produits recherchés par les arts utiles, et que le commerce place constamment à profit dans les grands marchés de l'Europe.

On voit que l'Espagne possède dans ses propres ressources tout ce qui peut rendre son commerce avantageux et florissant, et qu'il lui suffit, pour le développer, de mettre un terme à cette longue suite de fautes et d'erreurs qui, depuis si longtemps, comprime l'essor de sa prospérité.

CHAPITRE VII.

NAVIGATION.

SECTION I.

Nous sommes loin des temps où l'Espagne était la plus grande puissance maritime de l'Europe, et prétendait à la possession exclusive de toutes les mers du Nouveau-Monde. L'extension de la langue espagnole, la multitude de termes de marine qui lui sont empruntés, et les noms imposés par les premiers navigateurs aux ri-

vages des deux Amériques, témoignent encore de la grandeur de cet empire écroulé de nos jours.

Les ports de l'Espagne étaient alors le centre de tout le commerce colonial des Indes occidentales et le rendez-vous des gallions, qui y apportaient les métaux précieux de Potosi et de *Guanaxaco*. Cadix recevait annuellement, il y a cinquante ans, plus de 600 navires étrangers, Malaga 300, Barcelone 350, et les autres villes maritimes proportionnellement. En 1774, on comptait 18 navires espagnols parmi les bâtimens qui passèrent le Sund, et en *1791 il y en* eut 28.

Toute cette prospérité était disparue depuis long-temps, lorsque, dans ces dernières années, le développement extraordinaire des cultures coloniales de Cuba et de Porto-Rico, les succès progressifs de l'agriculture en Espagne, et *l'exploitation* améliorée des mines de la *Péninsule* ont ranimé la navigation dans les ports de Cadix, de Barcelone, de Carthagène et de Bilbao.

Les tableaux suivans constatent ces heureux effets.

Navigation des ports de l'Espagne.

CADIX.

	Entrés ven. de l'étranger.		Ven. des colon.		Totaux.	
	Navires.	Tonn.	Navires.	Tonn.	Navires.	Tonn.
1828	385	35,278	36	6,897	421	42,175
1829	539	57,050	87	13,585	626	70,635
1830	576	62,737	101	11,955	677	74,692
1831	521	51,217	103	17,812	624	69,029
1832	651	67,247	81	10,790	732	78,037

Les cargaisons de ces navires sont estimées ainsi qu'il suit :

Importations.

	fr.		fr.
1828. —	5,541,000	march. étr.	7,773,000
	2,231,000	— colon.	
1829. —	31,607,000	march. étr.	39,509,000
	7,899,000	— colon.	
1830. —	26,328,000	march. étr.	34,756,000
	8,431,000	— colon.	
1831. —	32,228,000	march. étr.	53,805,000
	21,577,000	— colon.	
1832. —	18,188,000	march. étr.	26,342,000
	8,154,000	— colon.	

Navigation de l'Espagne divisée par ports.

		Entrée.		Sortie.	
		Navires.	Tonn.	Navires.	Tonn.
Cadix. . . .	1832	732	78,037	686	82,267
Barcelone .	1832	544	45,477	404	32,413
Carthagèn.	1832	140	20,661	133	19,613
Bilbao. . .	1830	197	15,863	208	17,499
Autr. port.	1832	944	81,370	945	57,474
Total général		2,557	241,409	2,378	209,266

Valeur des cargaisons importées et exportées.

		Importations.	Exportations.
Cadix. . .	1831	26,342,000 fr.	29,324,000 fr.
Carthagèn.	1832	1,257,000	365,000
Bilbao. . .	1830	16,137,000	5,617,000
Barcelon .	1830	19,204,000	10,351,000
Autr. port.	1829	51,730,000	16,890,000
Totaux. . . .		114,490,000 fr.	65,547,000

Exportations de Cadix.

Année	Valeur	Destination	Total
1828.—	4,043,000	pour l'étr.	5,287,000
	1,244,000	—colon.	
1829.—	11,265,000	pour l'étr.	14,403,000
	3,137,000	—colon.	
1830.—	14,432,000	pour l'étr.	19,287,000
	4,855,000	—colon.	
1831.—	26,731,000	pour l'étr.	29,324,000
	2,593,000	—colon.	
1832.—	47,281,000	pour l'étr.	50,605,000
	3,324,000	—colon.	

La franchise du port de Cadix produisit un si grand développement dans le commerce de cette ville qu'il fut décuplé de valeur la quatrième année. Mais les engagemens contractés par Cadix envers le gouvernement pour en obtenir ce privilége, nécessitèrent l'établissement de taxes onéreuses sur la navigation et les marchandises importées; ce qui a fait déchoir cette prospérité aussi subitement qu'elle s'était élevée.

Mais Barcelone, qui doit ses progrès à ceux que l'industrie et l'agriculture ont faits dans la Catalogne pendant les dernières années, possède maintenant des relations commerciales plus grandes et plus avantageuses que celles qu'elle a jamais eues. En 1832, sa navigation avec l'é-

tranger et les colonies espagnoles a été ainsi qu'il suit :

	Entrée.		Sortie.	
	Navires.	Tonn.	Navires.	Tonn.
Navigation avec l'étr.	458	35,820	293	22,448
— avec les colon.	86	9,657	111	9,965
Totaux.	544	45,477	404	32,413

C'est à peu près le tonnage des navires entrés dans le port de Nantes en 1832.

Le développement considérable de l'*industrie* coloniale à Cuba et à Porto-Rico a ranimé l'activité de la marine commerciale de l'Espagne, et les progrès de la Péninsule ont rappelé dans ses ports les navires étrangers; mais, les prohibitions du tarif de 1826 ont considérablement diminué cette prospérité. Au lieu de se borner à la protection éclairée de quelques branches essentielles de l'industrie nationale, ces prohibitions repoussent en masse les produits des manufactures de l'Angleterre et de la France, afin que les fabriques du pays puissent pourvoir exclusivement à tous les besoins de la population. Il en résulte que l'Espagne ne voulant rien acheter, elle ne peut rien vendre, puisque le commerce n'est autre chose qu'un échange, et que les marchandises qu'on exporte

ne peuvent être payées que par la valeur de celles qui ont été importées.

Si ce dangereux système n'a pas été suivi de toutes ses conséquences, et s'il n'a pas eu pour effet la ruine immédiate du commerce et de la navigation de l'Espagne, c'est que la contrebande s'est chargée de rétablir la balance et d'opérer les retours par tous les petits ports du littoral, par tous les sentiers des Pyrénées, et surtout par Algésiras et Gibraltar. Toutefois, malgré l'immense étendue de l'interlope, les transactions commerciales sont restreintes, entravées, rendues plus longues et plus dispendieuses; et la navigation perd tout ce qui s'écoule par une multitude de voies détournées et illicites.

Dès qu'un gouvernement réparateur aura fait cesser cet ordre de choses si pernicieux, les ports de la Péninsule deviendront encore les grands marchés du pays; et la navigation, prenant une extension nouvelle, fera recouvrer à l'Espagne le rang qu'elle avait autrefois parmi les puissances maritimes et commerciales de l'Europe.

On sait qu'au 16ᵉ siècle les marins catalans et biscayens n'étaient surpassés par ceux d'aucun pays, et qu'on doit à leur intrépidité de nombreuses et belles découvertes dans les deux hémisphères. De nos jours les noms de Quadra et de Malespina ont pris place dans la même carrière,

à côté de ceux de Cook et de Vancouver; et dans nos jeunes années nous avons eu plus d'une fois l'occasion d'admirer la science et le courage de la marine espagnole, lorsque, réunie aux escadres françaises, elle luttait contre l'ascendant de l'Angleterre et de la fatalité.

CHAPITRE VIII.

COLONIES.

Les colonies qui restent à l'Espagne sont encore vastes, riches et populeuses.

Le tableau suivant fera connaître leur étendue et le nombre de leurs habitans.

	Étendue.	Population.	Hab. par lieues carr.
	—	—	—
	l. car.	hab.	
Canaries.	839	200,000	240
Cuba.	4,600	704,487	164
Porto-Rico.	410	225,000	550
Philippines. . . .	13,162	2,525,600	200
Présid. d'Afrique. .	4	4,000	1000
Totaux.	19,000	3,858,000	500

1° L'ARCHIPEL DES CANARIES gît à la limite des mers d'Europe. C'est, avec Madère, la seule colonie qui jouisse de cet important avantage. Ses sept îles contiennent 12 villes, 565 villages et habitations, 78 paroisses, 56 couvens, 96 cures, 288 ermitages. La grande Canarie a 132 lieues carrées et 50,000 habitans; Ténériffe, 153 lieues carrées et 80,000 habitans. Le revenu territorial était évalué, il y a dix ans, à 45 millions et demi, ou 228 francs par habitant de l'archipel. Les contributions ecclésiastiques *enlevaient* autrefois près de la moitié de ce revenu brut.

2° CUBA. C'est la plus étendue des grandes Antilles, après Haïti. Sa population, constatée par le recensement de 1827, s'élevait alors à 311,051 blancs, 106,500 affranchis et 286,942 esclaves. Une excellente statistique de *Ramond de la Sagra* fait connaître que l'étendue des terres en culture était de 38,276 caballerias ou 503,560 hectares, faisant 255 lieues carrées. Le revenu brut est de 275 millions de francs, ou 550 francs par hectare; le revenu net s'élève à 136,848,000 francs ou 271 par hectare. Il est estimé à 10 1/2 pour cent pour les hates où l'on élève du bétail; à 10 pour les pâturages et les potagers; à 6 pour les plantations de tabac; à 5 pour les sucreries et à 2 1/2 pour les caféyères.

Les produits du sol de Cuba exportés en 1830 ont été dans les quantités ci-après exprimées :

95,943,000	kilog. de sucre.
8,811,000	— de café.
66,000	boucauts de mélasse.
277,000	kilog. de tabac.
18,900	— de cire.
5,600	pipes de tafia.

3° PORTO-RICO. En 1793 cette île n'avait que 136,000 habitans, savoir : 15,000 blancs, 103,000 affranchis, et 17,500 esclaves. Elle doit en grande partie aux émigrations de Saint-Domingue l'augmentation de 89,000 habitans, qu'a fait connaître le dénombrement de 1822. Son commerce avec l'Espagne offre à peine une masse de transactions de quatre millions ou seulement 18 francs par personne, tandis que celui de Cuba monte à plus de 36. La contrebande est probablement la cause de cette différence.

4° LES PHILIPPINES forment, à l'extrémité orientale de l'Océan Indien, un archipel de onze cents îles, la plupart très rapprochées les unes des autres. Leur immense distance de l'Europe leur fait perdre une grande partie des avantages qu'elles possèdent. Leur population est considérable. Luçon, qui est l'île la plus grande, a 2,250,000 habitans, Ylocos 365,000, Camarine

et Panga-Sinan 163,000, Zebu 155,000. Le cens de 1827 porte aux nombres suivans les différentes races formant la population totale : blancs 4,000, métis 118,000, Chinois 7,000, Indiens 2,396,000. Total 2,525,000. Manille, qui est la capitale, a 160,000 habitans. Les taxes et autres recettes montaient, en 1817, à sept millions et demi de francs, et les dépenses seulement à quatre millions et demi.

5° LES CAROLINES ET LES MARIANNES. Ce sont deux grands archipels de l'Océan Indien, qui appartiennent à l'Espagne, mais qui sont presque sans rapports avec elle, et dont elle ne retire aucun avantage.

6° LES PRÉSIDES D'AFRIQUE. La proximité des côtes de la Barbarie, qui ne sont qu'à quelques lieues de celles de l'Andalousie, est devenue souvent funeste à l'Espagne. Elle a facilité jadis l'invasion des Maures; et, dans des temps plus rapprochés, elle a favorisé les irruptions de la peste et les entreprises audacieuses des corsaires barbaresques contre le commerce du littoral de la Péninsule. Pour éloigner ces pirates on fut obligé de s'emparer de leurs villes maritimes, et de les occuper militairement. On en comptait, il y a cinquante ans, une douzaine qui étaient restées au pouvoir de l'Espagne, et qui servaient de colonies de déportation ou de bagnes pour les

condamnés aux travaux forcés. C'étaient principalement : Ceuta, Oran avec cinq forts, Penon de Velez de la Gomera, Tezota, Alhucemas, et Mellila avec cinq châteaux fortifiés. Plusieurs de ces établissemens ont été abandonnés comme dispendieux et inutiles ; et nous croyons que Ceuta et Penon de Velez sur le détroit de Gibraltar sont les seuls qu'on ait conservés.

C'est là où, de nos jours, les iniquités et les vengeances politiques ont fait confiner, parmi les plus vils criminels, des hommes qui sont l'honneur de l'Espagne, et dont les noms sont révérés de toute l'Europe.

En consultant une grande masse de documens espagnols officiels, nous y trouvons les données numériques ci-après, qui feront connaître l'étendue et la valeur du commerce des colonies de l'Espagne dans les deux Indes.

1° CUBA.

Importations.

	Comm. espag.	Comm. étrang.	Com. d'entrep.	Totaux.
				fr.
1829	29,766,000	57,187,000	15,127,000	102,080,000
1830	28,440,000	51,200,000	6,300,000	85,940,000

Exportations.

	Comm. espag.	Comm. étrang.	Com. d'entrep.	Totaux.
1829	13,752,000	51,000,000	8,415,000	73,167,000
1830	22,440,000	54,111,000	7,757,000	84,308,000

La navigation qui opérait ce commerce, était distribuée ainsi qu'il suit en 1830 :

	Navires.	Tonn.		Navires.	Tonn.
Espagne. .	572	52,063	Pays-Bas.	26	3,183
Etats-Unis.	936	153,067	Danem. .	12	1,613
France. . .	42	9,061	Russie. .	4	1,091
Angleterre	146	16,479	Italie. . .	10	1,933
Vil. anséat.	37	7,211	Portugal.	8	969

Au total, 1794 navires et 56,791 tonneaux. Les événemens politiques avaient diminué de plus de moitié les expéditions françaises. En 1827, on en comptait 92, du port de 17,500 tonneaux.

Le commerce total de Cuba, sans distinction de provenance ou de destination, a été ainsi qu'il suit pendant ces dernières années :

	Importations.	Exportations.	Totaux.
	fr.	fr.	fr.
1827	88,495,000	72,858,000	161,353,000
1828	117,204,000	66,881,000	184,085,000
1829	102,080,000	73,167,000	175,247,000
1830	85,940,000	84,308,000	170,248,000
1831	88,413,000	72,450,000	160,863,000

On peut croire avec vraisemblance que la contrebande avec les Etats-Unis forme la différence considérable qui existe entre la valeur des importations et celle des exportations.

2 PHILIPPINES.

Le commercede Manille, qui est la capitale et le port principal de cet archipel, fut ainsi qu'il suit en 1829 :

Importations.

	En marchandises.	En numéraire.
41 navires espag.	4,096,000	8,000 fr.
78 — étrang.	5,832,000	2,380,000
119	9,728,000	2,388,000

Exportations.

43 navires espag.	2,496,000	50,000 fr.
80 — étrang.	5,893,000	324,000
123	8,389,000	374,000

Dans le nombre des navires étrangers, il y en avait 33 des Etats-Unis, 14 anglais, 7 français, 6 hollandais, 5 danois, 5 chinois, deux des Sandwich, un prussien et un hambourgeois. Les principales marchandises exportées sont du sucre, de l'indigo, du coton, du café, du chanvre et des peaux brutes.

Le commerce étranger fait la moitié ou même les deux tiers des transactions de Cuba et des Philippines, qui s'élèvent ensemble à plus de deux cents millions, quand on comprend en une seule masse de valeurs l'importation et l'exportation.

Cette richesse, qui n'est surpassée que par le commerce colonial de la Grande-Bretagne, paraîtrait bien plus considérable si elle n'était le reste et, pour ainsi dire, le dernier vestige du vaste empire que l'Espagne a possédé pendant trois siècles au-delà des mers.

Le tableau suivant montrera quelles sont l'étendue et la population actuelle des pays qui composaient cette domination, et qui, depuis plus de 30 ans, sont séparés de leur ancienne métropole.

	Étendue. l. carr.	Population.	Hab. par l. carr.
Mexique.	118,478	6,122,000	52
Colombie.	60,240	2,620,000	41
Guatemala.	16,240	2,000,000	120
Rio-la-Plata. . . .	126,770	2,000,000	16
Pérou.	100,000	1,736,000	17
Chili.	14,240	1,100,000	80
Santo-Domingo. .	2,385	125,000	52
Trinitad.	170	42,000	250
Louisiane.	6,428	300,000	47
Floride.	7,087	40,000	6
Anc. colon. espag.	452,538	16,086,000	36
Colon. act. d'Amér.	5,010	930,000	185
Tot. de l'Am. esp.	457,548	17,016,000	37

Ainsi, sous le rapport de leur étendue, les co-

lonies actuelles de l'Espagne en Amérique ne forment guère qu'un 90e des anciennes possessions de cette puissance dans le Nouveau-Monde; mais sous le rapport de leur population elles en égalent un 20e.

Nous indiquerons dans le tableau suivant la valeur actuelle du commerce fait par les pays qui se sont séparés de l'Espagne.

		Importations.	Exportations.	Totaux.
		fr.	fr.	fr.
Mexique. . .	1830	50,935,000	47,440,000	98,375,000
Colombie. . .	1829	12,000,000	14,000,000	26,000,000
Guatemala. . .	1827	40,420,000	50,700,000	91,120,000
Rio-la-Plata. .	1830	25,000,000	35,000,000	60,000,000
Pérou.	1830	40,000,000	50,000,000	90,000,000
Chili.	1830	25,000,000	35,000,000	60,000,000
Totaux. . . .		193,355,000	232,140,000	425,495,000

La contrebande des métaux précieux, qui est extrêmement considérable dans ces pays, rend très-difficile d'apprécier leur commerce, et ne permet que des approximations plus ou moins éloignées de la réalité. Au demeurant, l'Amérique espagnole fait certainement aujourd'hui un commerce d'échange avec l'Europe qui s'élève à environ un demi-milliard. Nous avons vu précédemment qu'il y a 40 ans

l'Espagne en faisait un avec ses anciennes colonies du Nouveau-Monde dont la valeur moyenne s'élevait à 360 millions de francs, somme dans laquelle les étrangers étaient pour la moitié ou les deux tiers. Ainsi, malgré leurs discordes civiles qui durent depuis une génération entière, et malgré la diminution du produit de leurs mines, les contrées de l'Amérique espagnole ont accru leur commerce à la faveur de la liberté de ses transactions, et l'ont élevé à une valeur presque moitié en sus de celle qu'il avait sous le régime prohibitif et sévère d'une métropole ombrageuse et jalouse de ses droits.

Il ne tient qu'à l'Espagne de prendre une part avantageuse dans ce riche commerce et de profiter de l'exemple de l'Angleterre, qui trouve maintenant, dans les villes maritimes des Etats-Unis, un marché dix fois plus grand que celui qu'elles lui offraient quand elles étaient des colonies sous sa dépendance. La similitude de langage, de religion, de mœurs, d'origine, aura sans doute de pareils effets dans l'Amérique espagnole, si l'ascendant de toutes ces causes de sympathie n'est pas détruit par la persistance déjà trop prolongée de son ancienne métropole à méconnaître la loi rigoureuse et inflexible de la nécessité.

CHAPITRE IX.

FINANCES.

Les finances de l'Espagne sont soumises à l'empire des mêmes causes qui agirent si funestement sur celles de la France jusqu'à la fin du 18e siècle. Ce sont principalement :

1° Les priviléges de castes, de corporations, de villes, de provinces, qui font échapper tantôt l'une, tantôt l'autre, à chaque espèce d'impôt foncier ou indirect.

2° L'immense étendue des terres domaniales, qui ne peuvent être taxées en réalité, et l'immunité des terres ecclésiastiques, qui, à moins d'avoir été acquises depuis environ un siècle, sont légalement affranchies de tout impôt.

3° La contrebande, qui surpasse celle de tous les autres pays de l'Europe, par son étendue et son audace.

4° Les dilapidations qui résultent du défaut de contrôle et de compte-rendu, et qui sont favorisées par le nombre et l'irrégularité des taxes, l'habitude des anticipations, l'espoir des subsides d'outre-mer, et l'exemple des temps passés avec leur luxe, que soutenaient les tributs de l'Amérique espagnole.

Ces causes et le défaut de toute *publicité* rendent fort obscures les finances de l'Espagne, et permettent de les représenter tour à tour avec les couleurs les plus opposées. Les données suivantes jetteront peut-être quelques lumières sur ce sujet difficile.

SECTION I.

REVENUS PUBLICS.

En consultant avec un soin laborieux les anciens économistes espagnols et les documens officiels contemporains, on a dressé le tableau

suivant des revenus annuels de l'Espagne pendant près de deux siècles :

		fr.
1600	13,000,000 duc. de Veil.	38,610,000
1603	14,497,000.	43,000,000
1716	15,171,000.	45,058,000
1753	27,246,000 écus de Veil.	72,656,000
1760	392,506,000 réaux.	105,975,000
1778	777,331,000.	207,981,000
1784	685,000,000.	184,950,000
1787	616,295,000.	166,400,000
1791	800,488,000.	216,131,000
1822	664,800,000.	179,496,000
1827	629,890,000.	170,000,000

Ce revenu, comparé à la population à ces différentes époques, donne par habitant, le contingent de taxes exprimé ci-après :

En	1716	6 fr. par personne.
	1778	22
	1791	21
	1822	12
	1827	12

Il semblerait, à ce compte, que les impositions ont diminué de près de moitié dans leur répartition, pendant ces dernières années comparées au 18e siècle; mais il convient d'observer que

c'est seulement le revenu, attendu que l'émancipation des colonies d'Amérique a privé le gouvernement de la dîme qu'il recevait sur l'importation des métaux précieux, et qui augmentait d'autant les recettes. Le ministre des finances Lamberto de Sierra évaluait cette dîme ainsi qu'il suit:

		Fr. par an.
En 23 ans, de 1556 à 1578	49,210,000	2,135,000
En 158 ans; de 1579 à 1735	1,942,635,000	12,030,000
En 65 ans, de 1736 à 1800	279,270,000	4,300,000
En 246 ans	2,270,915,000	9,000,000

Sous la domination de la maison d'Autriche les principales branches du revenu étaient, d'après Salazar et Linschot, qui avaient extrait les registres de la Contadorie:

	fr.
Les salines.	3,000,000
Les laines.	1,750,000
Le subside du clergé.	2,000,000
La dîm. des march. imp. à Séville.	5,000,000
Le subside des ordres milit. . .	3,500,000
Les droits sur leurs herbages. .	1,300,000

Au total, 38 millions et demi de francs, desquels Charles II ne touchait que sept à huit, toute charge payée; le surplus étant engagé.

Le nombre des taxes établies en Espagne est

extrêmement étendu, et la nature de la plupart est fort bizarre, tenant à d'anciens usages particuliers au pays. Nous nous bornerons à en indiquer quelques unes.

Le droit d'Alcavala y cientos se perçoit sur les choses mobilières et immobilières qui sont vendues, échangées, ou négociées; il était autrefois de 14 pour cent; il a été réduit, puis transformé en un octroi à l'entrée des villes.

Les rentes provinciales ou droit sur les vins, vinaigres, huiles, et eaux-de-vie. Ils sont prélevés par un exercice sur la possession, le dépôt, la vente ou la consommation, comme nos droits sur les boissons.

Les droits d'entrée des bestiaux, de vente de la viande, et de commerce exclusif de cet objet.

Ceux sur les fabrications de sucre, de papier, etc.

Le service ordinaire, qui est une capitation des habitans des bourgs et des villages. Les nobles en sont exempts.

Les tercias. C'est un prélèvement de la neuvième partie de toutes les espèces de dîmes.

La gabelle, qui oblige les villes et villages à une consommation fixe de sel, pour laquelle un droit onéreux est exigé.

Le droit de Lanzas, qui remplace le service militaire et le contingent de troupes auxquels étaient tenus les nobles, d'après leurs titres.

Le droit de Médianata, qui consiste en un paiement de la moitié du revenu de la première année, pour toute charge et dignité, et dans un droit de sceau pour les titres, commissions, faveurs, etc.

Le droit d'Excusado. C'est la jouissance de la dîme de la meilleure maison dans chaque paroisse; il rapporte 3,240,000 francs.

Le monopole des principales industries, qui appartient aux manufactures royales.

Enfin, pour abréger cette *énumération*, d'énormes droits imposés au commerce extérieur, et qui s'élevaient déjà à 10 pour 100 il y a un siècle et demi.

Le gouvernement espagnol a tenté plusieurs fois de remédier aux désastreux effets de cette multiplicité d'impôts, la plupart *éminemment* nuisibles à la prospérité nationale; mais *il n'a jamais* pu y réussir, les besoins pressans de l'état le poursuivant sans relâche, et les intérêts dominans de la propriété foncière faisant écarter tout projet qui tend à la faire contribuer en quelque chose au paiement des charges du pays.

Cependant, les événemens qui suivirent l'invasion de la Péninsule, en 1808, amenèrent quelque réforme dans les anciennes taxes et l'établissement d'impôts plus rationnels, calqués sur

ceux de la France. Ce système d'imposition, repoussé en 1815, reçut la sanction législative des Cortès en 1822; et la lumière pénétra enfin dans le chaos financier de l'Espagne.

Dans les deux années de comptes qui furent donnés alors, on reconnut un déficit pour l'une de 48,990,000 fr., et pour l'autre de 86,640,000 francs.

La dépense contrôlée ne fut estimée qu'à 116,640,000 francs pour l'année suivante; mais il en fallait 221,680,000 pour pourvoir au service total et se mettre à jour.

Les ressources ordinaires furent évaluées officiellement de la manière suivante :

	réaux.	fr.	Rapp. de chaque contrib. à la masse tot.
Impôt territorial.	150,000,000	40,500,000	un 4e.
— sur les consommations	100,000,000	27,000,000	un 6^e
— les maisons.	20,000,000	5,400,000	un 32^e
— les patentes.	25,000,000	6,750,000	un 26^e
— le clergé.	20,000,000	5,400,000	un 32^e
— le tabac.	65,000,000	17,550,000	un 10^e
— le sel.	14,000,000	3,780,000	un 47^e
— les douanes.	60,000,000	16,200,000	un 11^e
— le timbre.	30,300,000	8,181,000	un 22^e
— la loterie.	10,000,000	2,700,000	un 66^e
— les combats de taureaux.	12,000,000	3,240,000	un 55^e
Autres recettes.	158,500,000	42,795,000	un 4e.
Montant du budget de 1822.	664,800,000	179,000,000	

Voici la répartition de ces impositions, selon le territoire et ses habitans.

La contribution territoriale ne s'élevait qu'à un franc 7 cent. par hectare, quand on la considérait comme appliquée à tout le territoire espagnol. En France, elle montait à la même époque à 4 fr. 50 cent. ou trois à quatre fois plus. Mais, appliquée aux propriétés seulement, déduction faite des terres domaniales et délaissées, elle était à raison d'un fr .50 cent. par hectare, en supposant que les domaines ecclésiastiques contribuassent comme les propriétés communes. Le nombre total des propriétaires territoriaux étant seulement de 423,696, la cote de chacun était de 96 francs. En France, lorsque la contribution foncière était de 240 millions, elle prélevait du 6ᵉ au 7ᵉ du revenu net. En Espagne, elle n'en absorbait qu'un peu plus d'un 10ᵉ.

L'impôt sur les 1,950,000 maisons existant alors, n'était, par un terme moyen, que de 10 fr. sur chacune. Cependant elles étaient taxées au 6ᵉ de leur revenu. Le contingent de chaque locataire était d'un franc 67 cent.

Les consommations qu'on avait judicieusement déchargées des impôts qui, depuis des siècles, les restreignaient, ne furent soumises en 1822 qu'à des taxes montant ensemble à 27 millions, ou environ deux francs par habitant.

Pour les patentes, on admit que 287,000 marchands et négocians devaient être atteints par elles; ce qui supposait qu'un habitant sur 45 s'occupait de commerce. Ce droit était à raison de 24 francs par patenté, somme égale au 4e de la contribution foncière des propriétaires territoriaux.

La taxe sur 150,000 ecclésiastiques était de cinq millions et demi, ou 36 fr. chacun. C'était seulement un 41e du revenu annuel du clergé.

Les droits de douanes furent toujours énormément élevés en Espagne. Un rapport du ministre des finances, du 5 mars 1822, établit qu'elles produisirent :

	Réaux.	Fr.
En 1786	186,500,000	50,345,000
1796	233,000,000	62,910,000
De 1803 à 1807	102,500,000	27,675,000
1814 à 1818	106,500,000	28,755,000
En. . . . 1820	81,0000,000	21,870,000

En 1786, les droits de douanes égalaient le onzième de la valeur des marchandises importées. En 1820, cette valeur étant restée au-dessous de cent millions, les douanes en prélevèrent plus d'un cinquième, ou 20 pour cent. Ces chiffres expliquent et justifient l'immensité du commerce interlope.

Les frais de perception furent évalués à 1,620,000 francs ou 13 1/2 pour cent du produit brut. Cette partie de l'administration appelle de grandes réformes.

Le tableau suivant montrera la quotité et la proportion du revenu de l'Espagne, comparativement à celui des principaux états de l'Europe.

		Revenus publics.	Contingent par habitant.	
		—	—	
			fr.	cent.
Grande-Bretagne. . . .	1825	1,431,846,000	100	
France.	1829	1,000,000,000	31	30
Autriche sans l'Italie. .	1825	332,000,000	10	50
Pays-Bas.	1616	193,000,000	32	
Russie d'Europe.. . . .	1816	175,000,008 (1)	3	25
Espagne..	1827	170,000,000	12	
Prusse.	1825	150,000,000	12	50
Irlande.	1826	100,000,000	13	75
Bavière.	1825	90,000,000	25	
Naples et Sicile.. . . .	1819	82,996,000	12	40
Portugal.	1832	50,000.000	13	50
Saxe.	1825	40,000,000	33	
Hanovre.	1824	36,000,000	27	
Suède et Norwége. . .	1830	39,700,000	10	
Danemark.	1820	32,500,000	17	
Wurtemberg.	1825	25,671,000	17	
Bade.	1825	24,013,000	24	

On voit que le gouvernement espagnol, *malgré*

(1) Non compris 40 millions de revenus immédiats de la couronne.

la perte des trésors du Nouveau-Monde, prend encore le septième rang parmi les puissances de l'Europe, quand on les considère sous les rapports de la richesse de leurs revenus. Il se rapproche à cet égard de la Prusse; et le contingent de chaque habitant de la Péninsule est à peu près semblable à celui qui est prélevé dans les états prussiens, dans le royaume de Naples, en Irlande, en Suède et en Autriche. Il n'égale pas le 9e des impositions payées dans la Grande-Bretagne par chaque personne; et cette quote-part est en France deux fois et demie aussi grande.

SECTION II.

DÉPENSES PUBLIQUES.

Depuis l'époque éloignée où la maison d'Autriche régnait sur l'Espagne, les dépenses publiques ont excédé constamment dans ce pays les revenus ordinaires de l'état. De là l'existence d'une dette qui a devancé celle dont le fardeau pèse aujourd'hui sur les finances de tous les états de l'Europe.

En 1784, on supposait qu'elle s'élevait à 689,500,000 francs, ou moins de quatre années des revenus de la Péninsule.

En 1822 on l'évaluait à 5,550,000,000 de réaux, ou près d'un milliard et demi de francs, équivalant à huit ans et demi de revenus; mais elle était en réalité beaucoup plus grande.

Les documens officiels présentés aux Cortès la fixaient, dès 1820, aux valeurs suivantes :

	Réaux.	Francs.
Dette avec intér.	6,814,780,000	1,840,000,000
— sans intérêt.	7,205,792,000	1,945,000,000
Totaux.	14,020,572,000	3,785,600,000

Cette situation financière, toute fâcheuse qu'elle était, ne présentait cependant rien qui pût en faire désespérer, si des remèdes prompts et énergiqnes y avaient été apportés par des mains habiles. Mais les tempêtes politiques ne permettaient point qu'il en fût ainsi; et même, après de nombreuses économies, faites sur les dépenses ordinaires, les Cortès virent avec effroi que le déficit de l'année 1820 était de plus d'un quart des dépenses qu'elles avaient votées.

Ces dépenses, que fit connaître pour la première fois en Espagne, un budget normal des nécessités de l'état, furent fixées ainsi qu'il suit :

	Réaux.	Francs.
Liste civile. . . .	45,190,0000	12,201,000
Affaires étranger.	12,000,000	3,240,000
Intérieur. . . .	8,410,000	2,270,000
Colonies.	1,368,000	369,000
Justice.	11,131,000	3,005,000
Finances.	173,351,000	46,805,000
Guerre.	355,450,000	95,971,000
Marine.	96,000,000	25,920,000
Totaux.	702,802,000	189,800,000
Revenu total. . .	530,394,000	143,200,000
Déficit annuel. .	172,408,000	46,600,000

Dans cette dépense, le département de la guerre entrait pour la moitié, celui de la marine pour un 7e, l'intérêt de la dette pour un quart, la liste civile pour un 15e; tous les autres services publics se partageaient neuf millions de francs, ou un 20e seulement de la dépense totale.

Nous avons vu précédemment que les ressources ordinaires furent évaluées en 1822, par les Cortès, à environ 180 millions de francs. Les progrès de l'agriculture et de la consmmoation les élèvent aujourd'hui sans aucun doute à plus de 200, même en supposant une réduction des deux tiers dans les droits de douanes.

D'après cette base, il faudrait près de 19 ans du revenu de l'Espagne pour éteindre sa dette

nominale; mais une administration rigide et éclairée peut, en faisant vérifier les titres des créanciers de l'état, diminuer de plus de moitié cette énorme masse de réclamations accumulées depuis deux siècles, et qui ont pour origine, en très-grande partie, les faveurs de cour, et les abus d'autorité de toute espèce.

Pour le paiement de ses dettes consolidées, l'Espagne possède plus de ressources qu'aucun autre pays de l'Europe. On pourra en juger par le tableau suivant, qui fut dressé en 1822, lorsque les Cortès résolurent de mettre en vente, au profit de l'état, une partie des biens ecclésiastiques, avec un certain nombre de propriétés domaniales, qui étaient sans utilité pour la couronne.

	Réaux.	Francs.
Propriétés des établiss. pieux et des confraternités.	2,000,000,000	540,000,000
— des command. des ordr. milit. .	400,000,000	108,000,000
— des Jésuites, restant à vendre.	25,000,000	6,750,000
— de l'Inquisition.	50,000,000	13,500,000
— des couvens supprimés.	2,000,000,000	540,000,000
— du clergé séculier, déduction d'un 10ᵉ appart. aux legs. . .	2,000,000,000	540,000,000
— de la couronne disponibles, incl. aux manufactures. . . .	100,000,000	27,000,000
Vallée d'Alcudia.	18,000,000	4,860,000
Moitié des communes de la couronne.	2,000,000,000	540,000,000
Total.	8,600,000,000	2,322,000,000

Savoir :

	fr.
En propriétés ecclésiastiques. . .	1,750,140,000
En domaines royaux.	571,860,000

La valeur de ces biens territoriaux, estimée à 20 années de revenu, suppose que leur produit annuel est approximativement comme il suit :

	fr.
Revenus des biens ecclés. disponibles..	87,507,000
— de ceux de la couronne. . . .	28,593,000
Total. . . .	115,100,000

Cette somme est égale au cinquième du produit total des terres et des édifices de toute l'Espagne. Le capital dont elle est le revenu excède la valeur qu'avaient en France, avant la révolution, les domaines du clergé.

Il s'en faut de beaucoup que le tableau des biens disponibles, dressé par les Cortès, contienne l'énoncé de toutes les ressources de l'Espagne. Il ne comprend aucune des propriétés réelles de la couronne, qui sont plus riches et plus nombreuses qu'en aucun autre pays ; et comme il ne dispose que de 1750 millions de biens ecclésiastiques sur une masse de 3,125,000,000, il en laisse intact près de la moitié.

Les faits suivans prouvent que l'estimation de ces biens était loin d'être exagérée. En 1820, on vendit, pour 19,573,000 réaux ou près de cinq millions et demi de francs, des biens appartenant aux couvens de Malaga, Saragosse, Oviédo, Va-

lence, etc. Leur estimation n'avait été que de 8,695,000 réaux. En Catalogne et à Cadix, la vente fut de deux fois l'estimation. Elle monta à Séville à deux fois et demie.

Au reste, ces ventes n'ont point diminué la quantité des biens disponibles aujourd'hui; car, après la dissolution des Cortès, le clergé dépouilla les acquéreurs de ces propriétés, et en reprit la possession, qu'il conserve encore.

Ce serait une erreur que d'attribuer à l'esprit de notre siècle le projet d'approprier aux *besoins* de l'Espagne une partie des biens du clergé de ce pays. Dès 1425, des plaintes s'élevaient dans toute la Péninsule contre l'étendue des acquisitions territoriales que faisaient continuellement les chapitres des cathédrales; et par suite de ces plaintes, il fut constaté, en 1447, que « toutes les mutations de biens fonciers avaient lieu au bénéfice du clergé, par achat, héritage ou donnations, en telle sorte, disait-on, que, si l'on n'y mettait obstacle, il n'y aurait bientôt plus ni maison ni terre qui ne dépendît de l'église. » Antonio Perez l'affirme comme un fait avéré; et Miguel Osorio porte témoignage que, de son temps, les meilleures terres des provinces espagnoles appartenaient aux monastères ou au clergé séculier. Un mémoire présenté en 1694 par une junte au roi Charles II, remontre qu'à Tolède et à Séville, le nombre des maisons acquises par les

couvens et les églises était si considérable que ces villes étaient presque entièrement leur propriété. En 1764, le comte de Campomanès, président du conseil de Castille, en exposant au roi les ressources dont il fallait faire usage pour libérer l'état de ses dettes, n'hésita point à indiquer les biens des gens de main-morte, qui possédaient, dit-il, un sixième des propriétés foncières des laïques, et un tiers de tous les biens fonciers du royaume. Cabarrus et tous les économistes qui ont honoré l'Espagne pendant les deux derniers siècles ont professé courageusement la même opinion, et ont donné unanimement le même conseil au chef de l'état.

Le tableau ci-après permettra de comparer la dette nationale de l'Espagne à celle des principaux pays de l'Europe reconnue par leurs gouvernemens. Nous avons seulement compris dans celle de la France la dette inscrite, et dans celle de la Péninsule, celle qui porte intérêt.

	Époques.	Dettes.	Contrib. par hab.
	—	—	fr.
G. Bretagne. .	1823	20,970,600,000	900 fr.
Pays-Bas. . .	1820	3,289,192,000	545
Espagne. . .	1820	1,840,000,000	164
Danemark. . .	1815	240,000,000	134
France. . . .	1833	3,759,000,000	115
Bavière. . . .	1825	268,800,000	75
Portugal. . .	1822	240,000,000	71

	Époques.	Dettes.	Conting. par hab.
	—	—	—
Wurtemberg.	1821	56,291,000	40fr.
Bade.	1825	40,480,000	40
Prusse.	1825	460,800,000	36
Autriche. . .	1825	963,024,000	31
Russie. . . .	1824	1,056,775,000	20
Suède et Norw.	1819	33,400,000	9

Il y a certainement plus d'un doute à élever sur l'exactitude de ces nombres; mais en les considérant comme une série de termes qui indiquent seulement un minimum, on peut admettre qu'ils sont suffisamment approximatifs pour être comparés entre eux. Ils enseignent qu'après l'Angleterre et les Pays-Bas, l'Espagne est le pays de l'Europe qui a la dette la plus considérable. Mais il y a cette différence entre la Péninsule et le reste du continent, que, dans les Iles Britanniques, en Autriche, en Allemagne, en France, en Russie, en Italie même, la réformation de Luther, de Henri VIII, de Joseph II, de Léopold, de Frédéric II et de Catherine ont dissipé depuis long-temps les richeses amassées pendant 1400 ans par le clergé, et qu'à l'imitation de ces réformateurs, la révolution française n'en a point laissé partout où elle a pénétré; tandis qu'en Espagne ces ressources contre l'expectative désastreuse d'une banqueroute, sont demeurées immenses et dans toute leur intégrité.

CHAPITRE X.

FORCES MILITAIRES.

Les armées et la marine de l'Espagne sont depuis un temps immémorial disproportionnées, sinon à la population du pays, du moins à ses ressources financières; elles ont presque toujours absorbé la moitié ou les deux tiers de tous les revenus publics; et si les dépenses qu'on pouvait épargner sur ces deux départemens avaient été faites pour des objets essentiels à la prospérité nationale, la Péninsule posséderait aujourd'hui un système de communications intérieures qui vivifierait son agriculture, son industrie et son commerce extérieur.

En 1760, l'armée espagnole comptait 87,661

hommes d'infanterie et 10,680 de cavalerie; ensemble 98,341, qui coûtaient 25,887,000 fr.

En 1768, l'état militaire de l'Espagne était ainsi qu'il suit sur le pied de paix:

Dix escadrons de la garde, 12 bataillons de gardes espagnoles et wallones; 35 régimens d'infanterie, de trois bataillons, montant chacun à 4,200 hommes pour ceux de la garde, et 2,052 pour les autres; 7 régimens de gardes-côtes, 33 régimens de milices, chacun de 730 hommes; 62 régimens de cavalerie, et huit *de dragons*, de 4 escadrons chacun montant à 480 hommes.

Au total, 103,437 hommes, faisant un 95e de la population.

En 1808, l'armée espagnole était composée ainsi qu'il suit sur le pied de guerre:

Garde royale, infanterie.	10,000 *hom.*
Infanterie de ligne espagnole. . .	50,000
— étrangère.	17,000
— légère.	12,000
Artillerie.	16,000
Génie.	1,000
Grosse cavalerie.	5,000
— légère.	6,000
Milices provinciales.	30,000
— urbaines.	15,000
Total.	162,000

C'était plus d'un 70e de la population. Il y avait de plus 147,800 hommes dans les colonies ; mais une partie se recrutait parmi les habitans des pays qu'ils occupaient. Cette force était distribué ainsi qu'il suit :

Mexique. .	28,000	Nouv. Grenade	11,000
Guatimala.	6,000	Venezuelle. . .	10,500
Yucatan. .	3,500	Rio-la-Plata. . .	20,200
Cuba. . . .	5,700	Pérou.	46,400
Floride. . .	3,900	Philippines. . .	12,500
Total.			147,800

En 1830, on comptait dans la Péninsule espagnole 25,000 hommes de garde royale et 55,000 de troupes de ligne et de milices provinciales, avec un nombre immense de volontaires royaux, qu'un voyageur porte à 300,000, en évaluant leur dépense à 61,200,000 francs.

L'état-major se composait de 10 capitaines-généraux, 77 lieutenans-généraux, 122 majors-généraux, et 350 brigadiers. L'infanterie de ligne comprenait 10 régimens, plus un régiment suisse et un de condamnés à Ceuta ; l'infanterie légère, sept régimens : en tout 50 bataillons. La cavalerie, 13 régimens, dont cinq de grosse cavalerie et huit de cavalerie légère, six bataillons d'artillerie à pied et quatre escadrons d'artillerie à cheval, etc.

En 1820 cette armée coûtait près de cent millions de francs. Il paraît qu'en 1833, on avait été forcé d'en tenir les cadres extrêmement incomplets, afin de pourvoir, par cette dangereuse économie, aux dépenses qu'exigeaient les volontaires royalistes, sorte d'armée révolutionaire, devenue aussi redoutable pour le gouvernement et le repos public, que les Strélitz et les Janissaires.

Avant qu'on eût opéré cette réduction dans l'effectif des troupes de ligne espagnoles, on estimait qu'elles s'élevaient à 83,000 hommes. Le tableau ci-après, qui indique la force approximative de l'armée régulière de chacune des puissances de l'Europe, exclusivement aux landwhers, aux milices, aux troupes irrégulières et aux gardes nationales, montrera, comparativement à l'Espagne, la proportion du nombre des militaires à celui des habitans :

	Époques.	Armée de ligne.	Son rapp. à la population.	
	—	—	—	
		Hommes.	sur	hab.
Russie.	1826	747,000	1	72
France.	1833	310,000	1	105
Autriche.	1824	270,000	1	105
Prusse.	1819	157,000	1	70
Grande-Bretagne.	1833	88,000	1	262
Espagne.	1828	83,000	1	170

	Époques.	Armée de ligne.	Son rapp. à la population.	
	—	—	—	
		Hommes.	sur	hab.
Naples et Sicile. . . .	1826	40,700	1	134
Bavière.	1824	36,000	1	100
Pologne.	1829	36,000	1	111
Suisse.	1822	33,700	1	50
Suède.	1828	32,600	1	80
Portugal.	1823	30,000	1	115
Wurtemberg.	1827	15,000	1	100
Hanovre.	1820	13,000	1	100
Saxe.	1818	10,000	1	126
Bade.	1820	8,000	1	125

On conçoit que ces nombres n'indiquent que d'une manière fort imparfaite la puissance militaire de chaque état, qui dépend d'une réunion d'élémens bien autrement compliqués; mais ils font voir beaucoup mieux la proportion de la dépense faite dans chacun des principaux pays de l'Europe pour l'entretien de leurs armées régulières. S'il existe une grande différence entre ce que coûte un soldat russe et un soldat anglais, on trouve, entre ces deux termes extrêmes, nombre de termes qui sont fort rapprochés, et qui permettent d'admettre comme une donnée générale, qu'il faut compter au moins 1000 francs pour chaque homme de l'effectif des troupes de ligne sans distinction d'armes, et y

compris les dépenses du matériel avec celles de la rémunération des services.

Cette somme est l'impôt que doivent payer annuellement pour le seul département de la guerre : en France et en Autriche 105 habitans, en Allemagne de 100 à 125, en Italie 134, en Espagne 170. — Mais en Prusse ce contingent doit être payé par 70 personnes et en Russie par 72. Sans doute ces derniers pays limitent leurs dépenses militaires à un taux bien moins élevé que celui de l'Europe occidentale; toutefois, leurs ressources étant moins étendues, leurs sacrifices sont proportionnellement aussi grands.

Au demeurant, le fardeau des armées permanentes impose une taxe annuelle de dix francs au moins à chaque habitant des pays de notre continent. C'est ce qui explique pourquoi la plupart sont, comme l'Espagne, grevés d'une dette publique considérable, chargés d'impôts, et privés néanmoins, par leur pénurie, d'instruction primaire, de routes, de canaux, et d'établissemens essentiels à leur prospérité.

Sans la réduction de l'état militaire de l'Europe, aucun gouvernement, excepté l'Angleterre, ne peut se flatter d'entreprendre avec succès les grandes améliorations nécessaires aux progrès de la civilisation.

L'état de la marine espagnole, à diverses

époques, est exprimé dans le tableau suivant :

	1758	1788	1808	1830
	—	—	—	—
Vaisseaux de ligne. .	44	64	42	6
Frégates.	19	43	30	12
Autres bâtimens. . . .	22	60	74	94
Totaux. . . .	85	167	146	102

En 1760, l'armement des escadres s'élevait à 4,016 canons, 6,870 soldats de marine et 45,960 matelots.

En 1788, on comptait dans les escadres espagnoles : 10 vaisseaux à trois ponts, chacun de 110 canons ; 3 de 80, 42 de 74, 7 de 68, 2 de 64.

En 1808, l'état-major de la marine était composé de 3 capitaines-généraux ou amiraux, 25 lieutenans-généraux, 28 chefs d'escadre, 34 brigadiers, 86 capitaines de vaisseau, 136 capitaines de frégate, etc.

La marine comptait alors :

9 vais. à trois ponts, de 110 à 120 canons.
33 — de 86 à 76 canons.

42 vaisseaux de ligne.
30 frégates,
17 corvettes,
17 bricks ou chebecks,

40 brigantins.
37 goëlettes et avisos.
58 canonnières,
17 autres.

258 bâtimens de guerre, dont 195 armés.

En 1795, l'Espagne avait 64,000 marins, 16,000 soldats de marine et 20,000 ouvriers des ports. En 1826, les comptes de finances portaient encore 14,064 officiers et matelots. Les dépenses de la marine excédaient 26 *millions de francs.*

Le tableau suivant indique quelle est comparativement la situation des forces navales des puissances maritimes de l'Europe.

	Époques.	Vaisseaux de ligne.	Frégates.
	—	—	—
Grande-Bretagne. . . .	1828	138	148
France.	1824	59	57
Russie.	1828	32	25
Pays-Bas.	1820	12	24
Suède.	1828	10	9
Espagne.	1830	6	12
Danemark.	1826	4	6
Portugal.	1823	3	8
Autriche.	1827	2	6
Naples.	1828	2	5

L'Espagne est maintenant dispensée par la perte de ses colonies du soin dispendieux d'en-

tretenir de grandes forces navales; et d'ailleurs ses intérêts politiques ne l'appellent point à entreprendre une guerre maritime, et à s'exposer de nouveau aux désastres qu'elle a éprouvés au commencement de ce siecle. Au lieu de nombreuses escadres de vaisseaux de ligne, il lui suffit aujourd'hui d'avoir, comme les Etats-Unis, des frégates puissantes, secondées par une flottille de bâtimens légers.

L'institution des gardes nationales lui permettra de réduire également son état militaire aussitôt le rétablissement de la tranquillité publique. Cette double réforme lui donnera chaque année 60 à 80 millions de francs, dont l'emploi sagement dirigé peut devenir éminemment productif.

Aucun pays de l'Europe, excepté l'Angleterre, ne peut se passer, avec autant de sécurité que l'Espagne, d'une armée permanente considérable; il n'en est point sur notre continent dont les limites naturelles soient aussi bien tracées, les frontières aussi faciles à garder, et l'intérieur susceptible d'une défense aussi opiniâtre et aussi prolongée à l'aide des défilés des montagnes, des positions des fleuves, des places fortifiées, de l'étendue dès lignes d'opérations et surtout du courage et de la persévérance de la population virile du pays.

En restreignant la force mobile de cette population, aux seuls hommes célibataires et mariés, entre l'âge de 16 ans et celui de 40, voici quel en serait l'effectif, calculé d'après les données que nous fournit le cens de 1803.

Sur 7,200,000 individus formant aujourd'hui la population mâle de l'Espagne, le tiers ou 2,400,000, étant de l'âge de 16 ans à 40, est capable d'être appelé à porter les armes. La défalcation que donnent les hommes impropres au service militaire, est en France *d'un 13e*. *En la* supposant semblable, elle monterait à 184,000 individus, et laisserait pour la défense du pays plus de 2,200,000 hommes dont les célibataires formeraient au-delà de trois cinquièmes, ou une levée en masse de 1,400,000 citoyens. On sait qu'en 1793, la France arma trois millions d'hommes, dont la moitié marchèrent aux *frontières*: c'était le 8e et le 16e de la population. En Espagne la précocité de la vie permet une proportion encore plus forte.

La guerre civile et l'état de la société jusqu'à ce jour ayant obligé chacun à pourvoir à sa sûreté personnelle, il n'est point de pays en Europe dont la population soit plus généralement habituée à l'usage des armes, et dont l'éducation militaire soit plus applicable à la nature des opérations qu'exigerait la défense du territoire.

CHAPITRE XI.

JUSTICE.

Parmi les maux invétérés qui affligent en Espagne l'état social, et qui arrêtent ou retardent les progrès de la civilisation dans ce pays, il faut compter principalement : des lois pénales faites pour d'autres siècles et pour d'autres races d'hommes ; — une organisation judiciaire défectueuse et compliquée, qui établit jusqu'à trente-quatre juridictions en conflit perpétuel ; — une répression des crimes lente et incertaine, et qui dans sa faiblesse n'en est pas moins violente et barbare ; — l'odieux usage des tribunaux d'exception et de la procédure secrète ; — une magistrature qui, pour être indépendante et juste impunément, a besoin de s'élever au rang des pouvoirs de l'état ; — le droit de faire grâce, exercé abusi-

vement par la couronne, de manière à libérer la moitié des coupables; — surtout les habitudes funestes de la contrebande et de la guerre civile, qui font considérer d'audacieux attentats comme légitimés et illustrés par le succès, lors même qu'il est payé du sang de la patrie, et qu'il outrage les lois et l'humanité.]

Une Revue anglaise (1) a publié, et des hommes judicieux ont cité comme étant tiré des documens officiels et des papiers d'état, un tableau effrayant des crimes et délits, *commis en Espagne* pendant l'année 1826. En voici le précis numérique.

1,233 meurtres ou assassinats consommés — — un sur 10,000 hab.
1,773 tentatives de meurtre avec blessur. graves un sur 7,000 hab.
5 empoisonnemens.
13 infanticides.
1 anthropoph. avec meurt. (en Catalogne).

3,025 homicides. . . 1 sur 4,113 habitans.

(1) *The foreign quarterly Review*, T. V, p. 106. — *One year in Spain*, par un officier de l'armée des États-Unis. — Hawkin. *Medical statistique*. — Journ. de Toulouse, décembre 1828.

52 viols. . . . . . . 1 sur 240,000 habitans.
4 duels. 1 3,100,000
16 suicides. 1 775,000

3,025 crimes cont. les pers. — un sur 4,000 hab.

56 incendies.
1,620 vols avec circonst. aggrav. — un sur 7,700
10 fabricat. de fausse-mon. } un sur 226,000
45 faux en écritur. authent. }

1,731 crimes cont. les prop. — un sur 7,150 hab.

640 abus de confiance.
10 prévarications.
144 incontinences publiques.
369 injures.
2,763 blasphêmes.
2,782 excès divers.

6,708 délits correctionnels — 1 sur 2,000 hab.

Au total pour l'année :

14,445 acc. de crim. ou délits — une sur 857.
12,893 condamnations — une sur 857.
1,552 acquittemens ou ordonn. de renvoi — un 10e des accusations.

Les condamnations ont été ainsi qu'il suit :

167 sent. de mort — une sur 74,500 hab.
55 condamnations aux verges et à l'expos.
4,950 — aux trav. forcés — une sur 2,500

479 — au service militaire.
7,038 — à l'amende — une sur 1,755.
163 grâces de la peine prononcée.

Quelques comparaisons dont les termes sont empruntés à la statistique judiciaire et officielle des autres pays de l'Europe, nous donneront les moyens d'apprécier ces chiffres, et d'en obtenir des résultats curieux et importans.

Le nombre des homicides, en y comprenant les blessures graves, s'est élevé aux nombres suivans dans les contrées que *nous allons désigner* :

	Époques.	Crimes.	Leur rapp. à la popul.
France. . .	1831	186	1 sur 175,000 hab.
Angleter. .	1824 à 1831	112	1 115,000
Suède. . .	1823	48	1 60,000
Prusse. . .	1824	187	1 60,000
Autriche. .	1824	483	1 57,000
Bohême. .	1823	63	1 54,000
Pays-Bas .	1826	183	1 33,000
Wurtemb. .	1827	65	1 22,500
Espagne. .	1826	3,025	1 4,113
Dalmatie .	1823	473	1 700

Ainsi, l'homicide et la tentative de ce crime sont 45 fois plus fréquens en Espagne qu'en France, et 27 fois plus qu'en Angleterre. Excepté la Dalmatie, contrée barbare qui ne devrait ressembler à la Péninsule à aucun égard, nul autre

pays de l'Europe civilisée n'est témoin d'un aussi grand nombre d'assassinats ou de meurtres entrepris ou consommés. C'est à ce point que, s'il était possible qu'un ordre de choses aussi déplorable se prolongeât pendant un siècle, le nombre de ses victimes égalerait le 15e de la population mâle et adulte, qui en éprouve principalement les effets.

Sur cinq homicides constatés devant les tribunaux, il y en a deux suivis de la mort, et trois dont il ne résulte que des blessures graves. Conséquemment l'intention de tuer ne reçoit pas tout-à-fait son exécution, la moitié du temps. Le meurtre est presque toujours commis par une attaque de vive force ; et l'empoisonnement est infiniment rare. On ne compte qu'un crime de cette espèce pour deux millions et demi d'habitans ; proportion qu'on retrouve en France, mais qui est bien plus grande dans d'autres pays.

Le climat et la violence des passions dans les contrées méridionales ne multiplient point, comme on pourrait le croire, le crime de viol. C'est ce que prouve l'aperçu suivant :

France.	1831	69 viols	1	sur	470,000 hab.
Espagne.	1826	52	1		240,000
Pays-Bas.	1826	25	1		240,000
Angleter.	1831	77	1		180,000

Autriche.	1809	172 viols	1 sur	150,000 hab.
Wurtem.	1826	35	1	40,000
Bade. . .	1827	25	1	40,000

On voit que cette action est six fois plus commune dans l'Allemagne méridionale sous un climat froid et au milieu de peuples flegmatiques, qu'elle ne l'est dans la Péninsule sous l'empire de la température de l'Afrique et de passions ardentes et désordonnées.

Le crime d'incendie, qui manifeste par sa multiplicité les dispositions vindicatives des populations, est bien plus rare en Espagne que dans la plupart des pays de l'Europe, qui jouissent à cet égard d'une meilleure réputation.

		Condamnations.	Leur rapp. à la pop.
France . . .	1831	13	1 sur 2,500,000
Angleterre. .	1830	15	1 900,000
Pays-Bas. . .	1826	11	1 550,000
C. de Berne. .	1822	1	1 350,000
Espagne . .	1826	56	1 220,000
Bade	1827	6	1 180,000
Etats autrich.	1824	80	1 150,000
Prusse . . .	1824	261	1 47,000
Dalmatie . .	1820	200	1 1,600

Nous ignorons le nombre d'incendies prémédités qui ont lieu dans l'empire de Russie; mais un document public nous apprend que dans les

provinces d'Europe, de 1823 à 1826, il y eut en trois ans 80,715 incendies de toutes sortes, savoir: 176 églises ou couvens incendiés, 4,510 maisons dans les villes, et 76,029 dans les campagnes; faisant annuellement le nombre immense de 26,905 incendies. Le hasard n'a point de tels effets; et il paraît que l'incendie est partout pour l'homme dans l'esclavage un moyen ordinaire de vengeance. C'est le terrible témoignage des sentimens haineux, que couvent également le paysan russe, le raya de Constantinople et le nègre des Antilles. En Espagne, on attente plus souvent qu'ailleurs à la vie de son ennemi; mais on ne songe point à brûler sa maison.

La législation de chaque pays variant beaucoup dans la qualification des diverses espèces de vols, il est difficile de séparer d'une manière absolue celles qui constituent ce délit *avec des circonstances aggravantes*; néanmoins, en cherchant à y réussir, nous avons dressé le tableau suivant, dont les élémens nous sont fournis par les annales judiciaires des principales contrées de l'Europe.

Angleterre. .	1831	616 vols	1 sur	22,000 hab.
Iles Britann.	1831	1162	1	20,000
France. . . .	1831	1575	1	20,000
Irlande. . . .	1831	400	1	19,400

Ecosse. . . .	1830	146 vols	1 sur	16,000 hab.
Bade.	1827	80	1	12,500
Espagne. . .	1826	1,620	1	7,700
Pays-Bas. . .	1826	970	1	6,800
Autriche. . .	1824	4,495	1	6,000
Prusse. . . .	1827	9,646	1	1,043
Wurtemb. ..	1826	1,721	1	900

Si ces nombres sont exacts, il y a *trois fois* autant de vols qualifiés dans la Péninsule, qu'en France et même en Angleterre; mais il y en a six fois moins qu'en Prusse et *surtout dans le* Wurtemberg.

Plusieurs actes criminels ou répréhensibles, très-multipliés dans une grande partie de l'Europe, sont très-rares en Espagne. Ainsi, la Prusse, dont la population est à peu près la même, comptait en 1824 six fois autant d'infanticides que la Péninsule; et tandis qu'il y en a *annuellement* 24 dans le Wurtemberg, l'Espagne n'en a guère que la moitié de ce nombre sur une population décuple.

Le suicide, qui est encore mis, de nos jours, en Espagne parmi les délits, est infiniment moins fréquent que dans les autres états de l'Europe, ainsi que l'indique le tableau suivant:

	Suicides.	Leur rapp. à la popul.
Espagne . . 1826	18	1 sur 775,000 hab.
Lombardie. 1827	37	1 63,000
Arch. d'Autr. 1828	18	1 45,000
Russie 1823 à 1826	1360	1 30,000
Suède . . . 1823	151	1 20,000
Prusse. . . 1824	928	1 13,000

Les chiffres suivans feront connaître pour l'Espagne, comparativement à d'autres pays, quel est le nombre annuel d'accusations de crimes ou délits graves, portées devant les tribunaux. On conçoit que dans des contrées dont l'ordre judiciaire est imparfait, cette donnée peut faire apprécier mieux qu'aucune autre le degré de sécurité dont jouit la société.

	Accusés.	Leur rapp. à la popul.
France. . . 1831	7,606	1 sur 4,300 hab.
Écosse. . . 1830	2,063	1 1,183
Danemark. 1828	1,964	1 1,000
Espagne. . 1826	1,435	1 857
Angleterre. 1831	19,647	1 750
Bade. . . . 1827	1,431	1 700
Irlande. . . 1831	16,192	1 480
Wurtemb. 1827	3,331	1 440

On voit, par ces termes numériques, que les attentats contre les personnes et les propriétés

sont moitié moins fréquens en Espagne que dans plusieurs autres pays, dont l'ordre social semblerait devoir être troublé bien moins souvent.

Ce n'est point la multiplicité des délits, c'est leur nature qui, dans la Péninsule, les rend funestes à la sécurité publique. La contrebande est presque toujours accompagnée de meurtre; la plupart des rixes sont suivies de blessures graves; les vols sont commis le plus souvent à force ouverte, et fréquemment avec assassinat. La tâche importante d'adoucir les mœurs et de déraciner ces habitudes de sang et de pillage semblait dévolue aux ministres de l'évangile, qui exercent en Espagne un si grand ascendant sur les populations; mais une longue et triste expérience ne permet pas de douter que, là comme ailleurs, les plus sûrs garans du succès de cette grande entreprise sont les progrès de la civilisation et de la richesse publique, protégés par les lois et les institutions que réclament les besoins actuels du pays.

CHAPITRE XII.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

La puissance intellectuelle des peuples de l'Espagne brillait déjà depuis long-temps d'un vif éclat, quand le reste de l'Europe, excepté l'Attique et l'Etrurie, n'était encore habité que par des barbares.

Les Gaules et la Germanie étaient couvertes de marécages et de forêts, lorsque les populations de la Péninsule, guidées par les Phéniciens, savaient déjà, il y a près de trente siècles, construire des navires et les diriger, exploiter les mines, fondre et modeler les métaux, tisser la

Dans la destination des monumens de cette époque, le zèle religieux et la puissance royale se manifestèrent sans doute par d'immenses mosquées et de superbes palais; mais, l'amour du bien public, l'esprit national des souverains se montrèrent dans cette multitude de constructions, qui avaient pour but la prospérité du pays. On peut encore de nos jours en admirer l'objet et l'exécution ; car, presqu'à chaque pas, dans le midi de l'Espagne, on trouve des vestiges de ponts, de canaux, de réservoirs, de chaussées, d'embanquemens, de fontaines, ouvrages qui témoignent de la sollicitude de ces souverains pour les peuples qu'ils gouvernaient. Le pont sur le Guadalquivir par lequel on entre à Cordoue, est un ouvrage des rois maures; et l'aquéduc qui pendant six lieues conduit à Séville l'eau nécessaire à sa population, est encore un de leurs utiles monumens.

On ne peut douter qu'alors l'instruction publique ne fût répandue parmi les différentes classes de la population au lieu d'être concentrée dans la plus élevée, comme parmi les peuples de l'antiquité et ceux des temps modernes jusqu'à nos jours. On en voit la preuve dans cette quantité d'inscriptions écrites dans la langue vulgaire des habitans, et qu'on retrouve sur tous les monumens publics élevés par les Maures. Cet

usage suppose que le peuple pouvait lire ces inscriptions et profiter ainsi des sages leçons qu'elles contenaient, et qui lui étaient adressées.

S'il fallait d'autres faits pour établir qu'alors l'instruction était répandue et populaire, nous citerions le nombre des bibliothèques, qui existaient dans le royaume de Grenade au 12e siècle, quand sa population était de trois millions d'habitans. Il y en avait soixante et dix; et l'on peut croire qu'elles étaient considérables, puisque dans celle des califes il n'y avait pas moins de 600,000 volumes, ou presque autant que dans la bibliothèque royale à Paris, qui est considérée comme la plus riche du monde.

A la fin du quinzième siècle, l'édifice de cette civilisation brillante fut renversé de fond en comble par la fortune de la guerre. Dans cette subversion tout périt : agriculture, industrie, commerce, instruction publique; la population elle-même qui avait créé ces merveilles, disparut dans cette grande catastrophe; et l'Espagne, devenue une terre féodale, soumise à l'omnipotence du sacerdoce et à la juridiction redoutable de l'inquisition, perdit une seconde fo . cette supériorité sociale que les institutions romaines lui avaient fait jadis acquérir, et que l'esprit ingénieux et actif des Arabes lui avait rendue.

Pendant les trois cents ans écoulés depuis cette révolution, l'Espagne a produit de grands poètes, d'excellens peintres, de bons historiens, des militaires renommés et même des publicistes habiles. Mais c'est uniquement parce que le génie croît et se développe sans culture, comme les lauriers, sous l'influence d'un heureux climat ; car, dans nul autre pays, jamais l'intelligence humaine n'a été assujettie à autant d'entraves, ni exposée à tant de persécutions. La liberté de penser a toujours été bien moins grande à Madrid ou à Tolède qu'à Rome au *pied du Vatican*; et aucun inquisiteur italien n'a rendu dans dix-huit ans de sa vie, comme Torquemada, 107,541 condamnations, dont 10,220 à la peine de mort et 97,321 à des peines infamantes (1).

Le système de l'éducation publique était calculé en Espagne pour éterniser l'asservissement des esprits ; il bornait l'enseignement aux classes supérieures, et le réduisait à tout ce qui était étranger aux intérêts de la société et à l'utilité du pays. Les sciences physiques et mathématiques, auxquelles les peuples modernes doivent leurs immenses progrès, étaient autrefois exclues des universités ; et, de toutes les connaissances

(1) Llorente.

humaines, les seules professées à Salamanque avec éclat étaient la théologie, la philosophie scolastique et le droit canon. Aussi fallut-il que le pays qui, le premier de l'Europe, exploita des mines, construisit des routes et des vaisseaux et créa des manufactures, recourût pour ces choses à l'habileté des étrangers afin de suppléer à la sienne.

Et comment l'Espagne, malgré la sagacité supérieure de ses habitans, aurait-elle suivi dans leur mouvement intellectuel les nations du monde civilisé, quand on lui refusait la connaissance de leurs investigations savantes, et lorsqu'on lui défendait comme un crime la lecture de leurs livres? Parmi les accusations qui, de nos jours, firent plonger dans les cachots du Saint-Office le malheureux Olivadès, était celle d'avoir possédé l'encyclopédie; et en 1808 on voyait encore placardé à la porte de toutes les églises de Madrid la liste des ouvrages prohibés par l'inquisition, et parmi lesquels étaient les œuvres de Pope, de Locke, de Blair, et de Mably.

Il ne faut pas croire qu'on pouvait braver avec sécurité cette défense parce que l'odieux tribunal qui la faisait avait perdu son pouvoir religieux; car c'était lui qui exerçait alors la police politique, et il pouvait atteindre comme criminels

d'état ceux qu'il n'aurait plus osé poursuivre comme hérétiques.

Cependant, il faut le dire, des institutions nombreuses et splendides feraient croire volontiers que les sciences et les lettres ont toujours reçu en Espagne une protection signalée. Jusqu'en 1807, le royaume a eu vingt-deux universités, dont l'origine remonte jusqu'au 16ᵉ siècle, et même, assure-t-on, jusqu'au douzième. La capitale avait alors quinze académies, treize colléges, quatre bibliothèques publiques, dont une, celle du roi, possède 200,000 volumes imprimés; on en compte 130,000 dans celle de l'Escurial, avec 15,000 manuscrits.

Mais, ces institutions ont été faites pour des temps dont la société actuelle n'offre presqu'aucun vestige; ces académies, qui ont pour objet la liturgie, la discipline ecclésiastique, la théologie dogmatique, sont non moins étrangères aux intérêts et aux besoins de la génération présente que les vaines discussions des sectaires grecs, sur le principe de la grâce efficace, alors que Constantinople allait être enlevée d'assaut par les Turcs. Tous ces livres ne disent rien de ce qu'il faut savoir pour agrandir la prospérité de l'Espagne; et autant vaudrait, pour s'en instruire, consulter les papyrus des catacombes de la Haute-Égypte que d'exhumer de leur pous-

sière les in-folios de l'Escurial ou les archives de Sinancas

Ce que réclament depuis long-temps pour la Péninsule tous les hommes éclairés qu'elle a produits, c'est une éducation nationale, populaire, gratuite, étendue à toutes les classes de la population, y compris celle qui habite les campagnes. Jusqu'à présent le peuple est demeuré privé de toute instruction, autre que celle qu'il reçoit du clergé, et qui a presque uniquement pour but l'accomplissement de ses devoirs religieux. Les étudians des classes moyennes, qui se destinent à l'église, à la médecine ou au barreau, trouvent moyen d'acquérir en partie les connaissances qui leur sont nécessaires dans les colléges et les universités, dont le régime est devenu moins défectueux depuis la réforme à laquelle ils furent soumis en 1807, par le roi Charles III. Mais les autres professions ne reçoivent aucune assistance, excepté pourtant celle des armes, qui obtient dans des écoles militaires une éducation perfectionnée. Aussi les officiers espagnols des armées de terre et de mer ont-ils généralement beaucoup d'instruction ; ils prouvent manifestement ce que la culture peut produire dans la Péninsule ; mais on sait qu'ils doivent tous appartenir exclusivement à la classe de la noblesse.

Aux effets pernicieux de cette partialité se joignent ceux des limites étroites dans lesquelles est renfermée l'instruction publique. Le cens de 1803 nous apprend qu'à cette époque les institutions destinées à l'éducation d'une population de 10,250,000 personnes étaient seulement ainsi qu'il suit :

168 colléges. . . . . . un pour 61,500 hab.
383 maisons d'études. une — 27,000
29,900 étudians. . . . . . un — *346*
et 27 seulement par *établissement.*

Le tableau suivant indique quel est le nombre des établissemens d'instruction publique dans les principaux pays de l'Europe, et quel rang occupe l'Espagne à cet égard parmi eux.

	Époques.	Nombre d'établissemens.	Leur rapport à la population.
	—	—	—
Angleterre. . .	1820	37,382	1 sur 320 hab.
Bohême.	1812	10,609	1 370
Danemarck. . .	1826	4,702	1 430
Irlande.	1830	11,823	1 580
Prusse.	1822	21,279	1 600
Bavière.	1820	5,300	1 700
France.	1826	28,606	1 1,100 (1)

(1) En 1826, on comptait, en France, 1078 établisse-

Prov. Vénitienn.	1828	1,438	1 sur	1,350 hab.
Portugal. . .	1819	1,190	1	2,900
Pologne. . . .	1821	1,206	1	3,000
Espagne. . . .	1803	551	1	18,000

Ainsi, l'Angleterre comptait 50 à 60 fois autant d'établissemens d'instruction publique qu'il y en avait en Espagne, proportionnellement à la population. La France, si mal partagée il y a peu d'années, était encore seize fois plus favorisée que la Péninsule à l'égard du nombre de ces institutions. Le royaume de Pologne, malgré un siècle de calamités, possédait un nombre quintuple d'établissemens propres à l'éducation.

Il est vrai que, parmi ceux de l'Espagne, ne sont point compris les couvens, où étaient élevées une grande quantité de jeunes filles destinées de bonne heure à prendre le voile; et qu'on n'a point tenu compte des monastères d'hommes, qui donnaient quelque instruction aux laïques placés sous leur dépendance. Mais, quand on

---

mens supérieurs et 27,528 écoles primaires. En 1834, ces dernières s'élevaient à 44,472 : savoir, 35,007 écoles élémentaires, 373 supérieures et 9,092 particulières. Au total, 45,550 établissemens d'instruction publique, ce qui est à raison d'un pour 720 habitans. . . . .

supposerait qu'au lieu des 551 établissemens indiqués par le recensement de 1803, il y en avait le double, le triple, le quadruple, la Péninsule serait encore le pays qui posséderait le moindre nombre d'institutions pour l'éducation publique; et il est manifeste que le Portugal est beaucoup plus avancé à cet égard, puisqu'en 1819 chaque école correspondait dans ce pays à une masse de moins 3,000 habitans.

Les termes numériques ci-après, tirés des documens officiels des pays auxquels *il se rapportent*, montreront, sous un nouveau jour, à quel degré d'ignorance la masse des populations espagnoles a été réduite par le système d'oppression intellectuelle dont elles ont éprouvé si long-temps les tristes effets.

TABLEAU du nombre des élèves recevant *l'enseignement* dans les établissemens d'instruction publique des principaux pays de l'Europe.

		Nombre des élèves.	Leur rapport à la population.
Suisse. c. de Vaud.	1821	29,164	1 sur 6 *hab.*
Wurtemberg. .	1827	246,945	1 — 6 1/2
Bavière.	1821	503,172	1 — 7
Bade.	1825	150,000	1 — 7
Angleterre. . . .	1820	1,571,372	1 — 8
Écosse.	1821	200,000	1 — 10

		Nombre des élèves.	Leur rapport à la population.
Pays-Bas. . . .	1826	640,897	1 sur 10 hab.
Prusse.	1825	1,278,000	1 10
Moravie.	1822	150,000	1 13
Bohême.	1811	284,720	1 13
Autr. prop. dite.	1820	154,000	1 15
États autrichiens.	1822	682,230	1 18
France.	1829	1,320,911	1 24 (1)
Prov. Vénitienn.	1828	67,000	1 30
Danemarck. . .	1825	60,000	1 33
Naples.	1818	74,513	1 45
Pologne.	1821	43,871	1 80
Galicie.	1823	51,010	1 83
Portugal.	1819	31,401	1 109
Espagne.	1803	29,900	1 346
Russie d'Europe.	1828	67,500	1 794

(1) Ce nombre d'élèves était ainsi distribué : Etablissemens d'instruction supérieure, 76,332 — 1 sur 420 habitans. Ecoles primaires 1,244,579 — 1 sur 24. En 1834, les écoles primaires donnent l'enseignement à 1,175,248 garçons et à 731,773 filles. Ensemble 1,907,021 élèves ou 1 sur 17 habitans. En y joignant environ 80,000 élèves des institutions supérieures, on trouve que l'éducation publique s'étend maintenant en France à environ deux millions d'individus, faisant du 17e au 16e de la population totale. Les femmes ne forment guère qu'un tiers des personnes admises au bienfait de l'instruction.

Voici les résultats de ces termes numériques :

La Suisse et l'Allemagne sont les pays de l'Europe où l'instruction publique a le plus d'extension.

En Angleterre, en Écosse, dans les Pays-Bas et en Prusse, l'éducation est moins prolongée, ce qui rend un peu moins grand le nombre des élèves; mais l'instruction est complète; aucune classe d'habitans n'en est privée; chaque individu y participe dans la proportion que comportent ses facultés intellectuelles *et sa position* sociale.

Dans les autres pays de l'Europe, l'instruction publique est partielle, bornée à une partie plus ou moins nombreuse de la population; elle n'est donnée généralement qu'aux habitans des villes, laissant dans l'ignorance ceux des campagnes; elle est difficile ou dispendieuse, ce qui en fait l'apanage exclusif des classes privilégiées ou des gens riches. Les gouvernemens les plus absolus ne l'ont point repoussée; ceux de la Prusse et de l'Autriche l'ont au contraire protégée comme un élément de la prospérité nationale, et un moyen de prépondérance politique. Mais le pouvoir sacerdotal l'a toujours traitée avec jalousie et inimitié; et partout où il a régné, en Italie, en Pologne, en Portugal, en Espagne, l'instruction populaire est étouffée. Les arts y

déploient leur magnificence, et le peuple y est réduit à ne pas savoir lire.

Il y a trois à quatre fois moins d'instruction dans la belle et spirituelle Italie que dans la froidureuse Écosse. Toute reculée qu'elle est, la sauvage Galicie est moins ignorante que le Portugal; et, sans la Russie, cet ancien patrimoine des Huns et des Tartares, le pays le plus barbare de l'Europe serait l'Espagne.

Dans celui-ci, l'éducation publique n'est donnée qu'à un 346ᵉ de la population, et dans l'autre à un 800ᵉ. Ainsi, la Péninsule, dans l'obscurité où elle est plongée, jouit encore de quelques lueurs d'instruction, qui sont moitié plus grandes que celles répandues sur l'empire russe.

Cet avantage n'est cependant que de bien peu de chose; et les chiffres suivans donneront le moyen de l'apprécier. Par l'enquête faite en Angleterre en 1820, on a constaté que le nombre des enfans qui ont besoin de participer à l'éducation publique s'élève au moins au 10ᵉ de la population du pays. L'Espagne a conséquemment aujourd'hui 1,466,000 enfans qui réclament ce bienfait. Si l'on admet, comme il y a lieu de le faire, que l'instruction est encore dans les mêmes limites qu'il y a 30 ans, le nombre actuel des élèves n'est que de 42 à 43,000; il y a donc maintenant dans la Péninsule 1,423,000 enfans

des deux sexes, de 6 à 15 ans, qui ne reçoivent point d'éducation, et un seul sur 35 obtient cette faveur signalée.

Si l'on s'étonne de cet état de choses, et s'il paraît tellement étrange qu'on soit disposé à en douter, c'est qu'on oublie qu'en naissant en France quelques générations plutôt, on en aurait trouvé un tout-à-fait semblable. Le faste de Louis XIV et l'éclat de son siècle, si fécond en hommes illustres, ne peuvent nous cacher entièrement quelle était alors l'indigence *de l'instruction* publique dans nos provinces, et le défaut de toute éducation jusque dans les rangs élevés de la société. Chez nous, à cette époque comme maintenant encore en Espagne, une moitié de la population, celle formée par les femmes, était exclue presque totalement des avantages de l'enseignement; car la faible ressource *de l'instruction* monastique, donnée dans quelques couvens de religieuses, était dévolue à la noblesse. La masse entière des hommes du peuple était comme de droit entièrement privée de toute participation à l'éducation publique. Une vocation déterminée pour la profession d'ecclésiastique était la seule exception qui fût admise. Ainsi l'instruction dans tous ses degrés était uniquement le partage des enfans mâles nobles et bourgeois.

Cet état de l'éducation en France, qui s'est prolongé jusque vers la fin du 18e siècle, est précisément celui de l'Espagne encore aujourd'hui. Seulement, dans la Péninsule, l'instruction publique, réduite exclusivement à celle des classes supérieures, est limitée même pour elles, avec une parcimonie ou une défiance dont voici les incroyables effets, calculés pour la première fois.

D'après le recensement de 1803, la noblesse et la bourgeoisie formaient en Espagne une population de 2,300,000 individus. Le nombre des enfans de ces deux classes, qui avaient besoin d'éducation, étant porté à un 10e de leur masse, terme établi par l'enquête du parlement d'Angleterre, l'instruction publique aurait dû s'étendre à 230,000 élèves des deux sexes. Mais, les femmes n'étant point admises à en profiter, cette exclusion limitait à 115,000 les enfans d'hidalgos et de bourgeois qui, dans cette distribution aristocratique de l'enseignement, avaient droit à y participer. Eh bien! après avoir retranché, comme indignes du bienfait de l'instruction, d'abord tous les enfans du peuple, puis toutes les filles des hautes classes de la société, on laissait encore sans aucune éducation les trois quarts des enfans appelés par leur sexe et leur naissance à jouir du privilége de l'enseignement;

public. Nous voyons en effet, dans le même recensement officiel, qu'au lieu de 115,000 étudians, les établissemens destinés à l'instruction n'en contenaient que 29,900. Conséquemment, sur quatre enfans mâles nobles ou bourgeois, trois étaient par le fait dépouillés des avantages de l'éducation à laquelle ils avaient droit de prétendre en vertu de leur extraction.

Sur 1,035,000 enfans, entre 6 à 7 ans jusqu'à 15 ou 16, il y avait en 1803 :

517,500 filles de toutes classes,
402,500 garçons du peuple,
85,100 fils d'hidalgos et de bourgeois.

1,005,100 enfans sans instruction.
29,906 — appartenant à la noblesse ou à la bourgeoisie, recevaient l'instruction collégiale ou universitaire.

Ainsi, 34 enfans sur 35 étaient privés de toute participation à l'éducation publique; et, d'après cette proportion, on peut croire qu'il n'y avait guère plus de 600,000 personnes sur 10,350,000 habitans, qui, en 1803, possédassent dans la Péninsule l'avantage d'avoir reçu une instruction régulière.

Il faut reconnaître que le gouvernement espagnol a essayé plusieurs fois, et notamment

en 1807 et en 1826, de remédier à cet état de choses vraiment déplorable, et qu'il a tenté d'organiser l'instruction publique à l'instar des autres pays de l'Europe. Mais une puissance occulte, plus grande que la sienne, a toujours paralysé ses efforts; et si les lumières de notre siècle ont enfin pénétré en Espagne, il ne faut point l'attribuer au perfectionnement qu'a pu recevoir l'éducation. C'est uniquement l'effet de ce concours de grands événemens qui, par les nécessités de la guerre, les adversités de l'exil, les rigueurs de la persécution, ont excité la sagacité nationale, et qui, mettant en contact la génération actuelle de l'Espagne avec les peuples les plus civilisés de l'Europe, lui ont révélé ce qu'elle devrait être et ce qu'elle peut aussi devenir.

CHAPITRE XIII.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX (1).

Nous résumerons succinctement les faits principaux exposés dans cet ouvrage, les élucidant au besoin par de nouvelles données numériques; et nous indiquerons sommairement, d'après les résultats de ces investigations statistiques, appuyés de l'opinion des publicistes de

(1) Ce résumé et quelques fragmens de cet ouvrage ont été communiqués à l'Académie des Sciences de l'Institut, dans sa séance du 4 novembre 1833.

l'Espagne, quels sont les progrès de ce pays dans la carrière des grandes améliorations sociales, et quelles mesures peuvent, en perfectionnant son état physique et économique, hâter le développement de sa prospérité.

1° TERRITOIRE.

L'Espagne et ses colonies ont maintenant un territoire dont l'étendue et la population sont approximativement ainsi qu'il suit :

	Étendue.	Population.	Habitans par l. carrée.
	l. c.	hab.	
Espagne et Baléares.	18,890	14,660,000	850
Colonies d'Europe. Canaries. . .	836	200,000	240
— d'Amér. Cuba. Porto-Rico.	5,010	856,000	171
— d'Asie. Philippines.	13,162	2,525,000	200
Présides d'Afrique.	4	4,000	1000
Totaux..	37,300	18,245,000	500

La monarchie espagnole sous Charles-Quint, au commencement du seizième siécle, était composée ainsi qu'il suit :

	Lieues carrées.
Etats Autrichiens héréditaires. . . .	9,958
— d'Allemagne.	6,031
Pays-Bas, Bourgogne supérieure. . .	4,940
Couronne de Castille.	18,584
Aragon, Naples, Sicile, Sardaigne. . .	12,707
Navarre, Milanais.	1,645
Etendue de l'Emp. espagnol en Europe.	53,863

On a prétendu que cette vaste domination était peuplée de cent millions d'habitans, ce qui lui en eût donné 2,000 par lieue carrée; proportion qui montre l'extravagance de cette assertion. L'état statistique de la monarchie, dressé en 1560 par ordre de Philippe II, a été perdu; les seules données numériques qui aient été conservées font connaître qu'on y comptait 80,083 fonctionnaires civils nommés par le roi, et 367,000 magistrats et autorités inférieures.

L'état de l'église nous est ainsi donné par les vestiges de ce curieux document :

58 archevêques.	59,500 couvens; savoir :
684 évêques.	46,000 d'hommes
11,400 abbés.	13,500 de femmes.
936 chapitres.	312,000 prêtres séculiers
127,000 paroisses.	400,000 moines et religieuses
7,000 hôpitaux religieux.	200,000 frères et autres
23,000 ordres monastiques et congrégations.	912,000 ecclésiastiques.

Plusieurs données partielles font connaître que, vers ce temps, la proportion des ecclésiastiques à la population était d'un sur 40 habitans. S'il en était ainsi par un terme moyen dans toute l'étendue des pays formant l'empire de Charles-Quint, leur population totale était de 36,480,000 habitans ou 676 par lieue carrée. Cette supputation très-vraisemblable montre qu'en portant à cent millions le nombre des anciens habitans

de la monarchie espagnole, on l'avait exagéré de 64, ou autrement triplé.

Cette monarchie avait une plus grande étendue que l'empire français en 1814, la surface des départemens dont il était composé étant de 75,966,000 hectares, ou 38,350 lieues carrées.

Les possessions de l'Espagne au-delà des mers avaient alors l'étendue exprimée ci-après :

Colonies d'Amérique. . . .	457,548 l. carrées.
— d'Asie.	13,162
— d'Afrique.	30
— d'Europe.	836
Emp. espagn. d'outre-mer.	471,576
— en Europe.	53,868
Total.	525,444 l. carrées.

Excepté l'empire russe, cette domination est la plus vaste qui ait dépendu d'un pays de l'Europe depuis le moyen-âge. C'est ce qui résulte du tableau suivant :

	Lieues carrées.
Empire russe.	987,000
— espagnol.	525,000
— portugais.	361,000
— ang. dans les deux Indes.	290,000
— français idem.	252,000

—	ottoman.	119,000
—	de Napoléon en Europe. .	105,000
—	de Charlemagne.	86,000

L'Espagne ne peut regretter l'immense domination qu'elle possédait autrefois; car le déclin de son agriculture et de son industrie et la perte de ses libertés publiques datent de ce règne brillant de Charle-Quint, qui réunit sous la puissance espagnole des territoires plus vastes d'un cinquième que la surface de l'Europe entière.

Séparée de ses colonies et limitée à ses provinces de la Péninsule, l'Espagne a une étendue de 18,890 lieues carrées, ou environ les deux tiers de celle de la France. C'est pour chaque habitant une surface de 255 ares.

Les terres arables en rapport ont maintenant une étendue de près de six millions d'hectares, ou le double de leur surface il y a trente ans. C'est 40 ares par personne au lieu de 28, comme au commencement de ce siècle. En y ajoutant les jachères et toutes les autres cultures, le domaine agricole se compose d'environ 8,512,000 hectares ou 4,310 lieues carrées, faisant le quart de l'étendue de l'Espagne. Cette proportion est celle qu'on retrouve dans l'Allemagne proprement dite, dans le royaume de Naples, et même dans la Grande-Bretagne; mais ici une agricul-

ture supérieure tire bien un autre parti de cette même proportion de terrain. En France, plus de la moitié de la surface du sol est en culture, sans comprendre encore les prairies artificielles dans cette immense étendue du domaine agricole.

Les pâtures et les communes occupaient, il y a trente ans, 11,658 lieues carrés, ou plus des trois cinquièmes du sol. Si les progrès de la culture les ont réduites à la moitié de la surface du pays, elles ont encore 18,650,000 *hectares* ou 9,445 lieues carrées. C'est une étendue double de celle qu'ont les pâturages en France, dans l'empire d'Autriche, et même dans les Iles Britanniques. Dans toute l'Europe on ne retrouve qu'en Angleterre cette même proportion de la moitié du pays occupée par les pâturages; mais ici sont nourris 1,260,000 chevaux, cinq millions de bêtes à cornes, 24 millions de moutons, tandis que l'Espagne n'avait, il y a sept ans, que 400,000 chevaux, trois millions de bestiaux, et 18 millions de moutons.

Il serait fort avantageux pour la Péninsule de transformer en culture une partie de ses pâturages et d'améliorer ceux-ci de manière à les rendre plus productifs. Il n'est point douteux que sous son climat on puisse obtenir, par l'irrigation des prairies, trois coupes d'herbes annuelles, ou même encore davantage.

L'Espagne est le pays de l'Europe continentale le plus déboisé, ce qu'on attribue communément à une antipathie populaire pour le voisinage des arbres; mais la cause en est plutôt dans la nature rocailleuse des contrées montagneuses de la Péninsule, et dans la longue durée du séjour des hommes, qui, depuis trente siècles, détruisent sans cesse les forêts, sans avoir jamais songé à les remplacer. On sait que, dans les autres parties du continent, les besoins de la civilisation n'ont pas exercé leurs ravages sur les bois pendant la moitié de cette grande période.

Les forêts n'ont pas une étendue de plus de 1580 lieues carrées, ou un 12e de la surface du pays. Cette proportion est d'un tiers en Allemagne, en Suède et Norwége, en Russie, en Bohême, en Gallicie; d'un 4e dans l'empire d'Autriche, en Prusse, en Illyrie; d'un 5e en Belgique et dans les États Sardes; d'un 6e en Suisse; d'un 7e dans les Pays-Bas en général; d'un 8e en France, d'un 9e en Italie. La Grande-Bretagne, où elle est à peine d'un 20e, est, avec la Turquie et la Grèce, le seul pays de l'Europe qui soit encore plus découvert que l'Espagne. L'existence des forêts étant la condition nécessaire de l'arrosement naturel du sol par les eaux pluviales, il est évident que, pour faire refleurir

l'agriculture dans la Péninsule, on doit s'y occuper surtout de boiser les hauts-lieux, pour y arrêter les nuages qui viennent de la mer, et alimenter les sources qui entretiennent les canaux et les rivières navigables, ainsi que l'irrigation.

Le cadastre ne compte que les montagnes et les fleuves, en diminution de la surface productive de l'Espagne; et il réduit cette étendue à 1342 lieues carrées, ou un 14e du pays; mais il faut y ajouter, pour connaître les terres stériles, la plus grande partie des vaines *pâtures, et les* immenses jachères qui se confondent avec elles. Le tout ensemble forme une superficie de 14,450 lieues carrées, ou plus des trois quarts de l'Espagne. Si l'on accorde qu'un 5e de cette étendue est nécessaire au pâturage, il reste toujours 11,620 lieues carrées en terres délaissées; ou *plus* de trois cinquièmes du sol. C'est plus *qu'en Russie*, en Suède et en Norwége, et dans les provinces à demi sauvages de la Gallicie, de la Dalmatie et de la Transylvanie. En Angleterre, en Prusse, en France, les terres incultes ou stériles forment à peine un 6e du territoire, quoique le climat y soit bien moins propice aux productions végétales, qu'il ne l'est dans la Péninsule espagnole.

2° POPULATION.

Elle n'était, en 1723, que de sept millions et demi d'habitans ; elle se rapproche maintenant de quinze millions; ainsi, dans une période de cent onze ans, la population de l'Espagne a doublé. De 1803 à 1826 elle s'est augmentée, en 31 ans, de 3,361,000 personnes ; nombre égal au tiers de sa masse à la première de ces époques.

Son accroissement progressif a éprouvé une accélération très-grande, surtout depuis le commencement de ce siècle. De 1723 à 1770, il ne fut que d'un habitant sur 237; il s'affaiblit encore dans les 33 années suivantes, et fut réduit à une personne sur 311; mais pendant les 18 ans finissant en 1821, malgré la guerre civile et étrangère, sa proportion fut d'un sur 216. En 1826, il était d'un sur 134; et il est très-probablement aujourd'hui d'un sur 120.

Si l'on adopte ce dernier terme au lieu de la moyenne des huit dernières années, dont nous nous sommes servis ailleurs, il suppose qu'il faut 83 ans à la population pour doubler et s'élever à 29,329,000 habitans, qui feraient 1550 par lieue carrée.

Ce terme est comparé, dans le tableau suivant, à celui qu'offre l'accroissement annuel de la population dans les principaux états de l'Europe.

En France.	1 sur	181 hab.
Allemagne.	1	174
Pays-Bas.	1	122
Espagne.	1	120
Italie.	1	97
Portugal.	1	80
Suède et Norwége.	1	80
Suisse.	1	80
Iles Britanniques.	1	75
Pologne.	1	71
Danemark.	1	71
Russie d'Europe.	1	69
Autriche.	1	64
Prusse.	1	56

Le nombre absolu qui forme maintenant l'accroissement annuel de la population, en Espagne, est triple de celui qui l'augmentait en 1770, *il y* 64 ans. Il n'était alors que de 35,000 habitans ; il excède à présent 118,000. En 1803, la différence entre les naissances et les décès n'ajoutait que 4,200 individus par million au nombre des habitans de la Péninsule; cette différence est maintenant de 8,350. Ainsi, pendant cette période de 30 ans, la fécondité de la population et concurremment la prolongation de la vie humaine ont progressivement amené ce résultat, qu'aujourd'hui l'accroissement de la population est double de ce qu'il était autrefois.

En comparant les différentes provinces de la Péninsule, on reconnaît que, de 1803 à 1826, le nombre de leurs habitans s'est accru en des proportions diverses dans chacune, mais cependant assez rapprochées. Le maximum de l'accroissement a eu lieu dans le royaume de Grenade; il a été de 58 pour cent, en l'espace de 23 ans. Les provinces où il a été ensuite le plus grand, sont celles ci-après :

Valence.	52 pour 100	Soria.	35
Biscaye.	49	Ségovie. . . .	34
Galice	38	Jaën.	33

Les provinces où l'accroissement a été le plus faible sont celles-ci :

Murcie.	28	Asturies. . .	27

Au total, la population s'est augmentée de 34 pour cent ou d'un tiers, ce qui suppose, année moyenne, un accroissement général d'un et demi.

La densité de la population s'est accrue progressivement ainsi qu'il suit : il y avait seulement, en 1723, 440 habitans par lieue carrée, comme dans les provinces les plus désertes de la Turquie d'Europe, la Servie et l'Albanie. En 1803 on en comptait 550; en 1826, 740; en 1834, on peut admettre qu'il n'y en a pas moins de 850

par lieue carrée, comme en Prusse, en Suisse, et dans les provinces de la France limitrophes de la Péninsule.

3° AGRICULTURE.

La production agricole et la richesse publique se sont augmentées en Espagne depuis vingt ans dans une progression plus rapide encore que celle du nombre des habitans.

La récolte des céréales fournit aujourd'hui à la subsistance de toute la population, malgré son accroissement, qui est presque de moitié en sus, tandis qu'en 1803 elle laissait un déficit annuel s'élevant au cinquième de la quantité de grains nécessaire à la consommation. Elle est à présent de 61,658,000 hectolitres, ou a très-peu près le double de sa quantité à la fin du dernier siècle. Il n'y a point d'autres exemples en Europe d'un succès agricole aussi grand et aussi rapide.

Le bétail n'a point participé à ces progrès: quoique près des trois quarts de la Péninsule soient en pâturages, on ne compte qu'une bête à corne pour cinq habitans, comme en Bohême, en Autriche et dans la Pologne russe. C'est une proportion inférieure à celle qu'offre la France, et moindre de moitié que dans les îles Britanniques.

Les troupeaux de moutons se sont augmentés de moitié en sus depuis 1803; ils s'élèvent à 18 millions, et sont les plus nombreux de l'Europe après ceux de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne.

On ne compte guère moins de trois millions de porcs, ou annuellement un de ces animaux pour cinq personnes.

La consommation des diverses espèces de viande ne dépasse pas 22 livres par habitant; quantité qui est réduite à 20 par celle que prélève le clergé. En France, la consommation moyenne est de 36 livres; elle est de 92 dans la Grande-Bretagne, de 86 à Paris, et de 148 à Londres. Sa quantité en Espagne est si minime, qu'elle constitue une véritable disette de nourriture animale.

Les productions agricoles de l'Espagne sont abondantes, variées et de qualités supérieures.

Les blés de la Péninsule étaient déjà, du temps de Pline, les meilleurs que l'on connût, et ils n'ont pas dégénéré. Il ne faudrait que bien peu d'efforts pour les faire remplacer, avec avantage pour les vendeurs et les acheteurs, les fromens d'Odessa dont le transport exige un fret trois fois plus élevé. Au prix actuel des grains, on peut estimer à environ 700 millions de francs la production annuelle des céréales en Espagne. C'est une valeur de 48 fr. par habitant.

Les troupeaux fournissent 36 à 38 millions de livres pesant de laines, dont une grande partie provient de mérinos. Ce produit s'élève à près de 80 millions de francs.

Les huiles, les soies, les eaux-de-vie, les vins, les métaux, surtout le mercure, trouvent des débouchés assurés dans le commerce de l'Europe; et l'Espagne doublerait la production de la plupart de ces articles, qu'elle en obtiendrait la vente tout aussi facilement, mais avec un *gain proportionnel à leur quantité augmentée. Il n'y a point d'autres puissances agricoles ou industrielles* qui possèdent un tel avantage.

4° PRODUITS TERRITORIAUX ET INDUSTRIELS.

Les produits brut et net agricole et industriel étaient ainsi qu'il suit en Espagne, il y a 30 ans :

	Francs.	Par habitant.	
		fr.	
Produit brut de l'agriculture......	1,268,455,000	126	»
— net —	481,492,000	46	50
Frais de production et de transport...	786,963,000	76	»
Produit brut industriel.........	284,625,000	27	50
— brut agricole et indust. réunis.	1,553,080,000	153	50
— net du commerce et de l'indust.	248,424,000	24	
— de la propriété bâtie......	124,216,000	12	
Autres revenus.............	6,389,000		
Total du revenu net de l'Espagne....	860,517,000	83	15

Le produit brut total de l'agriculture et de

l'industrie montant à 1,553,000,000 francs ; les frais de l'exploitation agricole et industrielle s'élevaient comme en France, à la même époque, à plus de moitié, puisque le revenu des terres et des manufactures ne donnait pas 730 millions ou 70 fr. 50 cent. par habitant. Cependant le salaire du travail n'entrait dans le produit brut que pour un 6e ou un 5e. Les matériaux, les intérêts et surtout les transports montaient ensemble à plus d'un tiers du prix. Jovellanos avance, comme un fait avéré, que les blés de la Bauce et de l'Orléanais, produits à cent lieues de la mer et importés à Cadix, coûtaient cent pour cent de moins que les blés espagnols qui auraient été transportés dans ce port venant de Palencia, ville qui n'est cependant qu'à 40 lieues du port de Saint-Ander ; tant le commerce intérieur est difficile et dispendieux en Espagne par la nature et l'état des moyens de communication.

Aussi, malgré le haut prix des céréales à cette époque, le revenu donné par les terres et les bestiaux était si borné, que le produit de l'industrie, joint aux bénéfices du commerce, formaient en 1803, avant la séparation des colonies, une somme moitié aussi grande que celle rapportée par toute la masse des produits agricoles. Ceux-ci donnaient 481 millions et demi, ou 46 fr. 50 cent. par personne, et les autres 248 millions et demi, ou 24 fr. par habitant.

La valeur des produits naturels de l'Espagne était de 1268 millions et demi; le revenu qu'ils donnaient n'était que de 481 millions et demi; il n'excédait pas conséquemment le tiers du produit brut; et les frais de production et de transport surchargeaient le prix des choses de 60 pour cent.

2,040,264 laboureurs, formant les neuf dixièmes de la population active, obtenaient du sol espagnol pour 1268 millions de produits agricoles. C'était pour chacun une participation de 620 francs. 259,736 industriels créaient pour 284 millions et demi de produits manufacturés. C'était pour chacun 1100 francs, ou presque moitié plus. Cependant ces produits étaient fort imparfaits, tandis que les productions agricoles sont de qualités supérieures; mais les fabriques gisant près des lieux de consommation, leurs produits n'étaient pas grévés, comme ceux des cultures, par d'énormes frais de transport.

La production agricole ayant suivi et même dépassé en Espagne les progrès de la population depuis trente ans, on peut déduire de cette donnée capitale l'accroissement de toutes les autres branches de la richesse publique, et établir ainsi qu'il suit, par approximation, les revenus améliorés qu'elles doivent donner maintenant (1834).

		Par habitant.
	fr.	fr.
Produit brut de l'agriculture. . .	1,847,160,000	126
— net —	681,690,000	46 50
— brut, industriel. . . .	403,150,000	27 50
— brut, agric. et ind. réunis.	2,250,310,000	153 50
— net du comm. et de l'indust.	351,840,000	24
— de la propriété bâtie. . .	175,592,000	12
Total du revenu net de l'Espagne. .	1,218,979,000	83 15

Ces évaluations sont sans doute susceptibles de plusieurs modifications importantes dont nous ne pouvons fixer les limites, mais dont nous devons indiquer les causes. Le produit brut agricole est atténué par l'abaissement du prix des céréales, qui est maintenant moindre d'un quart de leur valeur en 1803; il est réduit aussi par la diminution des frais de transport, qui sont devenus moins considérables. D'un autre côté, il est augmenté notoirement par l'accroissement de la consommation et le développement de plusieurs branches de l'industrie agricole. Il paraît sur le tout que les frais de production, qui s'élevaient, il y a trente ans, presqu'aux deux tiers du produit brut, se rapprochent à présent de la moitié de sa valeur. C'est un changement essentiel; car il permet à la Péninsule d'alimenter son commerce par l'exportation de ses productions naturelles; ce que leur prix exagéré empêchait autrefois.

Le produit des fabriques espagnoles fournit maintenant à une consommation intérieure qui doit excéder le terme de 27 francs 50 centimes par personne, auquel elle était limitée en 1803. L'industrie nationale semble se diriger moins généralement aujourd'hui qu'autrefois vers des objets de luxe ou des fabrications de qualités supérieures, qui trouvaient une concurrence écrasante dans les importations interlopes de la France et de l'Angleterre. Elle s'applique, de nos jours, bien plus judicieusement *à satisfaire* les besoins immédiats et *les plus* communs de *la* population; ce qui lui donne le double avantage de débouchés bien plus étendus et bien mieux assurés.

5° COMMERCE.

Le commerce avec l'étranger, soit *celui* des productions, soit celui de consommation, a maintenant à peu près la même valeur qu'en 1784, à un demi-siècle de distance.

	Importations.	Exportations.	Totaux.
	—	—	— fr.
1784	90,288,000	52,888,000	143,176,000
1829	95,091,000	51,603,000	146,694,000

Mais, eu égard à la différence de la population à ces deux époques, la distribution de cette

richesse, qui donnait, en 1784, 14 fr. à chaque habitant, borne à neuf francs cette participation à l'époque la plus récente.

Cette différence devient énorme, quand on compare le commerce colonial aux deux extrémités de cette période d'un demi-siècle. A la première, la masse des valeurs importées ou exportées attribuait 32 à 35 francs à chaque Espagnol. Elle est maintenant de deux à trois francs seulement; mais autrefois l'Espagne n'était, pour ses immenses possessions d'outre-mer, qu'un entrepôt dont l'étranger faisait presque tous les profits, tandis qu'aujourd'hui les transactions coloniales appartiennent en réalité au commerce du pays.

La masse entière du commerce de l'Espagne, en y comprenant celui qu'elle fait avec ses colonies, monte, tant à l'importation qu'à l'exportation, à plus de 183 millions de francs donnant une participation de 12 à 13 francs par personne; mais la contrebande fait, en outre, une immensité de transactions, qui sont évaluées au tiers de la valeur du commerce légal. Cette addition élève à environ 245 millions la totalité du commerce actuel de la Péninsule. C'est 20 francs par habitant. Cette participation est la moitié de celle qui a lieu en France, et fort au-dessous du quart de celle qui existe dans les Iles Britanniques.

Parmi les améliorations qu'il importe à l'Espagne de faire le plus tôt possible, il faut placer celles qu'elle obtiendrait de la révision de ses tarifs des douanes. L'élévation des droits qu'ils exigent rend la contrebande trop avantageuse pour qu'elle ne soit pas immense. Nous estimons qu'elle égale le tiers du commerce patent, et qu'elle prive le trésor de dix à quinze millions de recettes annuelles. Mais ses plus funestes effets sont ceux qu'elle exerce sur les habitudes de la population, dont une *partie, devenant* en hostilité perpétuelle *contre le* gouvernement et la société, se familiarise avec le meurtre et le brigandage, et finit par faire métier du crime sur les grands chemins de la Péninsule. L'abaissement des droits jusqu'au niveau de la prime allouée pour la contrebande priverait celle-ci de ses bénéfices; et, faisant rentrer le *commerce* dans ses canaux naturels, il lui donnerait une extension qui dédommagerait l'état de ses sacrifices.

6° Colonies.

L'île de Cuba est la plus belle de toutes les colonies qui restent encore aux puissances européennes dans le nouveau monde; mais sa métropole a jusqu'à présent retiré assez peu d'avantages de sa possession, et bien moins en-

core de celle de Porto-Rico. C'est ce que montre le tableau suivant, qui indique la population et le commerce des colonies françaises, espagnoles et anglaises, de l'archipel des Antilles.

	Population.	Commerce avec leur métropole.	Sa répartit. par hab.
	—	—	—
			fr.
Colonies françaises. —	248,500 —	86,648,000 —	350
— anglaises. —	960,000 —	141,831,000 —	147
— espagnoles.—	930,000 —	34,000,000 —	37

En tenant compte des différences qu'offrent dans leur nature les établissemens coloniaux de ces trois pays, il est encore évident que le commerce de l'Espagne avec ses colonies des Antilles peut facilement acquérir une étendue et une richesse triples de celles qu'il présente aujourd'hui.

7° Finances.

Le désordre des finances est l'une des plaies invétérées de l'Espagne ; mais, il faut le reconnaître, ce mal n'est point incurable; et ses effets, tout funestes qu'ils sont, ne compromettent point l'avenir de ce pays.

Pour lever annuellement 190 millions de francs, qui forment la valeur de ses dépenses courantes, jointes à l'intérêt de sa dette, l'Espagne a un

revenu brut s'élevant au moins à 2,778,000,000, et un revenu net qu'on ne peut estimer au-dessous de 1220 millions. La masse entière des impôts perçus pour l'état n'atteint pas à 16 pour cent du produit annuel de la richesse publique; et nul doute ne peut être fait qu'une administration stable, ferme et éclairée, ne parvienne à réduire les charges publiques, à augmenter considérablement les recettes réelles, et à donner un immense développement à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, *dont la prospérité* accroîtrait les ressources du pays.

Quant à sa dette publique, l'Espagne possède, pour s'en affranchir, plus de moyens assurés qu'aucun autre état de l'Europe; et les chiffres que nous avons produits établissent qu'il lui serait possible de liquider au pair, dès à présent, toute la partie de cette dette *qui est exigible*.

Les tableaux suivans, formés des données obtenues récemment de la Contadorie, par un voyageur anglais dont l'autorité est respectable, feront connaître les recettes et les dépenses de l'Espagne, en 1833; ils montreront les perturbations apportées, depuis 1822, dans les sources du revenu de la Péninsule, et dans la distribution de son budget annuel.

Les ressources principales de l'état ont con-

sisté, l'année passée, dans les différentes branches de revenu énoncées ci-après :

	Réaux.	Francs.	Rapp. de chaque contrib. à la masse totale.
	—	—	—
Impôt sur la consommation ou rentes provinciales. . .	130,000,000	35,100,000	1/5
Dîmes.	40,000,000	10,800,000	1/15
Douanes et tabacs.	90,000,000	24,300,000	1/7
Impôt sur le sel.	60,000,000	16,200,000	1/10
Timbre.	20,000,000	5,400,000	1/30
Imp. sur les maisons. . . .	60,000,000	16,200,000	1/10
Taxes diverses.	120,000,000	32,400,000	1/5
— Attrib. à l'amortissem.	80,000,000	21,600,000	1/8
Totaux. . .	600,000,000	162,000,000	

Les taxes sur les consommations se sont augmentées; celle sur les maisons a triplé; celle sur le sel a presque quintuplé ; le produit des douanes et du tabac a diminué d'un tiers ; le timbre est réduit d'un 22ᵉ à un 30ᵉ; sur le tout, le revenu est de 17 millions de francs, ou presqu'un 10ᵉ, au dessous de son évaluation raisonnée, faite en 1822, par les cortès. Mais il manque, parmi ces branches de revenu, le produit du monopole de l'exportation des farines aux colonies. Il montait, disait-on, au tiers de la recette totale, ou 54 millions; ce qui est une évaluation immensément exagérée.

D'après la même source, les dépenses publiques ont été ainsi qu'il suit, en 1833 :

	Réaux.	Francs.	Rapp. de chaque somme à la totalité.
	—	—	—
Liste civile. . . . . Départ. des aff. étrang. .	62,000,000	16,740,000	1/10
— de l'intérieur. . . .	8,000,000	2,160,000	1/81
— de la justice. . . .	18,000,000	4,860,000	1/37
— des finances. . . .	80,000,000	21,606,000	1/8
— de la guerre. . . .	240,000,000	64,800,000	2/5
— de la marine. . . .	42,000,000	11,340,000	1/16
Fonds d'amortissement. Intérêt de la dette étrang.	208,000,000	56,160,000	1/3
Totaux.	658,000,000	177,660,000	

Le déficit annuel est d'environ *quinze millions de francs*, ou un onzième du montant des dépenses. En 1822, il était trois fois aussi grand.

L'ensemble des contributions publiques ne donne, par sa répartition, qu'un contingent individuel de 11 fr. 10 cent., qui devrait être porté à 12 fr. 12 cent. pour acquitter la *totalité des* dépenses publiques. C'est la même quotité qu'en Prusse, dans le royaume de Naples, en Autriche et en Suède, et un peu moins qu'en Irlande et en Portugal. Cette somme est triple en France et sextuple dans la Grande-Bretagne.

8° Forces militaires.

L'état militaire de l'Espagne est maintenant comme il suit:

Le royaume est divisée en onze gouvernemens militaires, ayant chacun un capitaine général.

La garde royale est formée :

1° De quatre escadrons de gardes-du-corps, grosse cavalerie, et un de cavalerie légère avec une compagnie de sapeurs.

2° De deux régimens de dragons, un de carabiniers, un de cuirassiers, deux de dragons légers, un de hussards, un de lanciers, et une brigade d'artillerie ;

3° De quatre régimens de grenadiers formant huit bataillons, deux de grenadiers provinciaux de six bataillons, et deux régimens de chasseurs.

L'infanterie de ligne consiste en 27 régimens ou 68 bataillons.

La cavalerie, 12 régimens ou 60 escadrons.

L'artillerie et le génie, quatre régimens ou huit bataillons; une brigade d'artillerie légère, onze d'artillerie à pied, 6 compagnies de mineurs ; etc.

Le matériel consiste en 845 mortiers, 641 obusiers, 390 couleuvrines, 3,666 pièces de différens calibres. Total, 5,560 bouches à feu.

Les écoles d'artillerie sont à Ségovie et à Alcala de Hénarès, où l'université de Madrid a été dernièrement transférée. Les fonderies sont à Séville et à Barcelone, les manufactures d'armes à Oviédo, à Placentia, à Iqualada. Celles de sabres sont toujours à Tolède.

La milice est composée en réalité de 42 ba-

taillons, chacun de six compagnies ; on la suppose de 500 bataillons et de 300,000 hommes.

Au total, les forces militaires sont réduites aux nombres suivans :

Garde-royale. .	5,604 hommes.	921 chevaux
Infant. de ligne.	39,652	»
Cavalerie. . . .	7,859	6,144
Artillerie. . . .	5,458	939
Sapeurs. . . .	736	»
	59,309	8,004
Milice provinc.	33,809	»

Tot. général. 93,118 hom. — 1 sur 160 hab.

Les troupes de ligne ne montent qu'à 60,000 hommes ou un militaire sur 244 habitans. Aucune puissance de l'Europe n'a une aussi faible *armée*; et c'est ce petit nombre de troupes disponibles qui explique la lenteur et les difficultés de la répression des insurrections récentes dans les provinces du nord.

9° Justice.

La statistique judiciaire de l'Espagne présente une série de phénomènes extraordinaires. On y voit prodigieusement multipliés les attentats avec violence, à force ouverte, avec meurtre ou ten-

tative d'homicide. On dirait que ce sont les annales des temps de barbarie, ou celles de ces peuples modernes qui, tels que les Albanais, les Bosniates, les Morlaques, sont privés des bienfaits de l'ordre social, des lumières de l'instruction et de la protection tutélaire des lois. Mais, par une sorte de compensation, à peine y trouve-t-on quelque trace des crimes les plus communs dans les pays parvenus à une haute civilisation. Rien n'y est plus rare que la contrefaçon de la monnaie, le vol par escroquerie, le dol, le faux en écritures publiques ou privées, l'empoisonnement, l'incendie, les banqueroutes frauduleuses et les délits qui supposent l'artifice et la ruse. Ainsi, précisément au contraire de ce qui arrive ailleurs, les propriétés sont en Espagne bien moins exposées comparativement que les personnes; et tandis qu'à Londres, par exemple, on risque à chaque instant d'être volé de façon ou d'autre, dans la Péninsule on n'en court aucun danger, si l'on reste dans l'enceinte des villes; mais, si l'on en sort, on doit s'attendre à tout.

Parmi les causes qui multiplient les crimes en Espagne, il faut sans doute compter le défaut de toute instruction populaire, qui puisse faciliter, varier et agrandir les travaux des classes inférieures, les garantir de l'oisiveté, les délivrer

des préjugés et des penchans des temps de barbarie, et les éclairer sur le danger de violer les lois. Mais, tout en considérant l'ignorance comme une calamité sociale, nous ne pouvons cependant l'accuser, comme on l'a fait, d'engendrer tous les crimes, ou même seulement d'en être la cause principale, immédiate et féconde; car les annales judiciaires de l'Europe nous enseignent que les pays où il se commet, chaque année, le plus grand nombre de délits, l'Allemagne méridionale, la Prusse, l'Angleterre, *les Pays-Bas*, sont justement ceux qui possèdent l'instruction la plus étendue et la mieux perfectionnée. Certes, ce n'est point parce que le peuple y est plus instruit qu'ailleurs que les crimes y sont plus multipliés; et l'on peut croire même que, sans l'éducation que les hommes y reçoivent, ils y seraient encore plus vicieux. Mais, *quand on* consulte les faits, il faut se résigner à reconnaître que l'instruction publique, malgré ses effets bienfaisans, n'a point la puissance qu'on lui a supposée, de prévenir les attentats contre l'ordre social, et d'en restreindre le nombre dans la juste mesure de l'extension qu'elle reçoit.

L'Espagne ne doit donc point attendre que l'organisation la plus parfaite de l'éducation publique fasse disparaître les crimes qui troublent son ordre social. C'est un progrès qui doit seu-

lement y contribuer; mais, il faut une série d'autres moyens puissans pour obtenir cet important avantage. Ce sont principalement : une organisation judiciaire, un code de procédure et des lois pénales telles que les réclament les besoins actuels de la société dans la Péninsule ; — une répression vigoureuse et constante pareille à celle qui, pendant l'occupation de l'Italie par les Français, délivra ce pays des vols, des meurtres et des brigandages, dont la perpétration, depuis plus de mille années, semblait devoir continuer à jamais ; — une plus grande division du sol, qui, par l'extension des cultures, permette d'accroître les moyens de subsistance, diminue la population indigente, et rende beaucoup moins limité le nombre des citoyens intéressés à la conservation de l'ordre public ; — la modification des lois des douanes, qui, érigeant la contrebande en un riche commerce, une profession régulière, mettent continuellement en hostilité contre la société une grande partie de la population, et lui font exercer un métier, qu'on doit considérer en Espagne comme l'école du crime ; — enfin, la désuétude la plus prompte possible d'anciens usages qui entretiennent la férocité des mœurs, et font courir un peuple chrétien à des combats de gladiateurs.

On peut croire d'autant plus à l'efficacité de ces moyens pour diminuer le nombre des crimes, qu'ils seront secondés par un concours d'influences puissantes qui tendent au même but, et qui appartiennent spécialement à l'Espagne. Ce sont : le sentiment religieux, que conserve dans son intégrité toute la population, et qui, mieux dirigé, doit exercer un grand empire sur les passions et les actions coupables; — la tempérance admirable du peuple, qui ne cherche jamais l'oubli de ses maux *dans la perte de sa raison* : on sait que dans quelques parties de l'Allemagne, et en Irlande, l'ivresse augmente presque de moitié le nombre des délits; — la dissémination de la population sur de vastes surfaces, et son fractionnement en groupes peu nombreux. Cette occurrence, mal appréciée jusqu'à présent, est singulièrement *favorable* à l'ordre social; car la cause des crimes la plus féconde, c'est l'occasion de les commettre; et cette occasion se multiplie en raison des contacts et des froissemens, inévitables au milieu d'une grande population, qui, comme celle de Londres et de Paris, se meut, dans tous les *sens*, avec une immense activité.

10° Instruction publique.

L'Espagne est de tous les pays de l'Europe,

excepté la Russie, celui où l'instruction publique a la moindre étendue. Le recensement de 1803 n'y indiquait que 29,900 étudians; ou un sur 346 habitans. C'est 34 fois moins qu'en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, en Ecosse, dans les Pays-Bas, et en Prusse; et c'est 20 fois moins qu'en France aujourd'hui.

Si cette proportion existe encore dans la Péninsule, il n'y a maintenant qu'environ 40,000 enfans qui y reçoivent une éducation régulière, lorsqu'il y en a 1,466,000, qui devraient éprouver ce bienfait.

Ainsi, sur 35 enfans, un seul est appelé à participer à l'instruction publique.

En supposant qu'au lieu de 40,000 enfans, il y en ait le double ou même le triple, qui reçoivent, de manière ou d'autre, une certaine éducation, il n'en est pas moins vrai que dans aucun pays civilisé, pas même en Galicie et en Portugal, l'instruction n'est aussi limitée.

Les classes inférieures sont privées de toutes espèces de moyens d'éducation; l'ignorance à laquelle elles sont condamnées les rendrait, dans les contrées du nord de l'Europe, aussi brutes et aussi sauvages que les paysans Bas-Bretons, les charbonniers de Newcastle, les mineurs du Cornouailles ou les Boors moscovites; mais la sagacité, qui appartient, en général, aux peu-

ples du midi, et que les races espagnoles possèdent au plus haut degré, diminue à quelques égards l'influence pernicieuse du défaut de tout enseignement public. La population supplée aux livres qui lui manquent, ou à la faculté de les lire, par des traditions sans nombre, transmises de génération en génération depuis plusieurs siècles. Elle a des légendes, des romances, des ballades, des récits épiques comme les rhapsodies d'Homère, des contes merveilleux comme les Arabes, des cantiques comme les Hébreux, et, comme eux, des imprécations, des anathèmes contre l'étranger qui menace d'envahir le sol de la patrie, et contre les traîtres qui oseraient le servir.

Cette littérature orale et traditionnelle ne peut sans doute être comparée à la littérature classique du grand siècle de Louis XIV; *mais il* faut reconnaître pourtant qu'elle a l'avantage d'être nationale et populaire; et que, dans aucun autre pays de l'Europe, on n'en trouve une dans la mémoire du peuple, qui soit aussi riche de poésie, d'intérêt et de souvenirs glorieux.

Toutefois, hâtons-nous de le dire, cette culture de l'intelligence, par la seule révélation du passé, est un dernier vestige des anciens temps; elle ne peut convenir aux sociétés modernes, qui vivent tout entières dans le présent, et qui,

par leurs progrès rapides, anticipent toujours sur l'avenir. Il faut d'autres notions que ces souvenirs historiques, pour former un peuple dont les produits agricoles s'augmentent, se perfectionnent et se diversifient, dont les fabriques puissent le disputer de supériorité à l'industrie des pays voisins, dont le territoire soit parcouru par des routes, des chemins de fer, des canaux navigables, des transports accélérés, et des voyageurs trouvant partout accueil, bon gîte et protection assurée. Il faut d'autres connaissances que des études théologiques ou les essais d'une littérature oiseuse pour former des agronomes, des industriels, des commerçans, des mécaniciens, des ingénieurs, des savans et des hommes d'état.

L'instruction primaire du peuple et l'éducation améliorée des classes supérieures sont les moyens qui donneront à l'Espagne cet état social perfectionné, sans lequel on voit de nos jours un pays décliner et déchoir, malgré tous les dons que la Providence lui a départis.

En résumant les principales données numériques qu'offrent ces recherches sur l'économie

sociale de l'Espagne, on est conduit, en dernier lieu, aux résultats suivans :

1° La population de l'Espagne a doublé en l'espace de cent onze ans, et son accroissement progressif s'est accéléré considérablement depuis le commencement du 19e siècle.

2° Pendant les trente dernières années la production agricole de ce pays et son revenu territorial se sont augmentés au moins d'un tiers en sus, ou même très-probablement de moitié.

3° Conséquemment sa *population n'est point* restée stationnaire, comme *on le croit communément*; et l'Espagne d'aujourd'hui n'est pas plus celle de Beaumarchais que celle de Cervantes.

4° Ses colonies, riche vestige de son ancien empire d'outre-mer, sont, après celles de l'Angleterre, les plus peuplées et les plus belles *qu'il* y ait encore, dans les deux Indes, en la possession des puissances de l'Europe.

5° Son commerce de production et de consommation est au moins aussi considérable que dans les temps les plus vantés de sa prospérité, lorsque ses galions lui apportaient chaque année les tributs du Mexique et du Pérou.

6° Aucun autre pays ne possède comme elle, pour se libérer de sa dette publique, plus de deux milliards de biens fonciers, disponibles

pour le service de l'état et l'amélioration de l'économie sociale.

7° Enfin, il faut reconnaître que la perte de son empire d'Amérique, la guerre civile et l'invasion étrangère, loin d'avoir opéré sa ruine, comme elles semblaient l'en menacer, ont plutôt exercé en définitive une influence favorable sur ses destinées, en tirant les populations espagnoles de leur assoupissement, en les obligeant à demander au sol de leur pays ce qu'elles ne pouvaient plus acheter avec l'or du Nouveau-Monde; et surtout en éveillant en elles cette haine de toute oppression, cette activité, cette intelligence, ce courage intrépide et persévérant qu'exigeait la défense de leur patrie, et qu'elles on temployés depuis, avec succès et bonheur, dans les occurrences de la vie civile.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

N.

O.

P.

R.





